

PASCAL BONIFACE

LES RELATIONS INTERNATIONALES DE 1945 À NOS JOURS

DE YALTA À LA GUERRE EN UKRAINE



7^E ÉDITION
MISE À JOUR

● Éditions
EYROLLES

Généalogie d'un monde multipolaire

De 1945 à nos jours, Pascal Boniface retrace de façon directe, claire et vivante l'histoire des relations internationales. Il met ainsi en lumière les précédents, les choix et les biais géopolitiques qui permettent de décrypter l'actualité et de percevoir le monde dans sa globalité. Foisonnante et explosive, la période contemporaine ne cesse de nous surprendre : cet essai pédagogique – mis à jour à l'aune des événements les plus récents (la crise sanitaire, la débâcle de Kaboul, la guerre en Ukraine...) – constitue la référence indispensable des lecteurs désireux de prendre du recul pour aborder la mondialisation de façon éclairée et le présent en connaissance de cause.

Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). Il a écrit plus de 70 ouvrages sur les questions géopolitiques, dont certains ont donné lieu à de multiples traductions ou rééditions. Il a créé la chaîne Youtube « Comprendre le monde ». Retrouvez-le sur son blog www.pascalboniface.com et sur Twitter @PascalBoniface.

Pascal Boniface

**LES RELATIONS
INTERNATIONALES
DE 1945 À NOS JOURS**

De Yalta à la guerre en Ukraine

Septième édition

● Éditions
EYROLLES

Éditions Eyrolles
61, bd Saint-Germain
75240 Paris Cedex 05
www.editions-eyrolles.com

Mise en pages : Facompo

L'auteur remercie Victor Pelpel pour son efficace
assistance dans l'actualisation de ce livre.

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

© Groupe Eyrolles, 2017
© Éditions Eyrolles, 2022 pour la nouvelle édition
ISBN : 978-2-416-00791-0

Introduction

Chaque jour, nous sommes bombardés d'informations issues de toutes parts et de tous lieux. Désormais, rien de ce qui est lointain ne nous est étranger. Les canaux utilisés sont multiples et variés : des médias aux réseaux sociaux, des télévisions satellitaires aux journaux en ligne, des blogs aux radios que l'on peut podcaster, etc. Les nouveaux moyens de s'informer sont foisonnants.

L'excès d'informations peut conduire à une certaine confusion. La difficulté ne réside plus dans sa recherche mais dans sa sélection, son tri et sa mise en perspective. Si nous sommes informés dans l'heure, il nous manque parfois le recul nécessaire à une vision globale des problèmes. On ne prend plus le temps de la réflexion et de la compréhension.

Le flot est de plus en plus fort et le flux de plus en plus rapide. Nous avons parfois l'impression que le monde bouge en permanence. Ce n'est pas faux. Néanmoins, ses structures profondes et l'ordre national ne sont pas bouleversés au quotidien et sont beaucoup plus pérennes qu'ils n'y paraissent.

Le monde dans lequel nous vivons est issu de la Seconde Guerre mondiale, de la mise en place d'un monde bipolaire et de sa disparition. Il est aujourd'hui en recomposition et en voie de multipolarisation. L'Histoire a laissé des marqueurs profonds chez les différents peuples et dans les différentes nations. Si on ne les connaît pas, on ne peut pas comprendre les décisions prises actuellement, le comment et le pourquoi des événements que nous vivons aujourd'hui.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Ce retour historique sur les relations internationales depuis 1945 tend à apporter des éléments de réponse.

Première partie

Un monde bipolaire

L'alliance des vainqueurs du nazisme ne va pas durer après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les contradictions entre les deux systèmes, capitaliste et communiste, mises de côté pour venir à bout d'Hitler, resurgissent, sur fond de rivalités politique, sociétale et géopolitique. Les États-Unis acceptent de créer une alliance militaire en temps de paix et de « prendre la tête du monde libre ». L'URSS s'est taillé un glacis territorial qu'elle transforme en bloc communiste et dirige d'une main de fer. Les tensions s'exacerbent et le clivage Est/Ouest s'impose autour des deux pôles de puissance, l'URSS et les États-Unis, autour desquels les relations internationales vont s'organiser.

La fin de la Seconde Guerre mondiale

La Seconde Guerre mondiale s'achève en 1945 avec la victoire de l'Alliance formée autour de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'URSS. Les démocraties occidentales et la puissance communiste ont surpassé leurs divergences idéologiques pour faire face au nazisme et obtenir la victoire.

Mais, la paix revenue, l'Alliance se fissure du fait de l'incompréhension qui se développe entre Moscou et Washington. La conception morale qu'ont les Américains du monde les empêche d'accepter le concept de zone d'influence, jugé contraire au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Staline soupçonne les Américains de ne pas s'accommoder de l'existence d'un pays communiste et assure la défense de l'URSS par la constitution d'un glacis protecteur, preuve pour les Occidentaux que Moscou veut imposer le communisme à l'échelle mondiale.

La victoire des alliés

L'Alliance des démocraties occidentales et de l'URSS triomphe du nazisme. Les vainqueurs de la guerre tentent d'organiser ensemble la paix.

La fin de la guerre

La Seconde Guerre mondiale est partie d'Europe. Elle s'achève en Asie en août 1945.

En Europe

La bataille héroïque de Stalingrad, gagnée par les Russes en janvier 1943, représente le tournant de la Seconde Guerre mondiale. C'est le début du recul allemand. Pendant l'été 1943, les Soviétiques libèrent la Crimée et franchissent le Prout, et au début de l'été 1944 ils arrivent en Biélorussie. Rien ne paraît pouvoir arrêter la marche de l'Armée rouge qui parvient, le 31 août 1944, sur la Vistule, aux portes de Varsovie. La résistance non communiste qui a déclenché l'insurrection de Varsovie est écrasée par les Allemands sans que les Soviétiques n'interviennent. C'est que Moscou prépare déjà l'après-guerre et donne la prééminence à ses alliés politiques en Pologne. Une fois la résistance non communiste écrasée, ils libèrent Varsovie le 17 janvier 1945 et Auschwitz le 27.

Les Occidentaux, pour leur part, ouvrent deux fronts : l'un en Méditerranée, l'autre en Atlantique. Les troupes alliées sont présentes en Italie depuis l'hiver 1943-1944. Le 4 juin 1944, elles parviennent à Rome. Le 28 avril, Mussolini est exécuté par des partisans italiens. Mais l'opération la plus importante est le débarquement en Normandie (opération *Overlord*) le jour J (6 juin 1944) : 500 000 hommes débarquent avec 1 500 chars, 300 canons, 2 500 véhicules tout-terrain et 10 000 autres véhicules. À J+60, 2 millions d'hommes ont débarqué. Le 8 juin, Bayeux est la première ville française libérée. Le 15 août, les Alliés débarquent en Provence. Paris est libéré le 25 août, Strasbourg le 22 novembre.

Le 31 janvier 1945, les Soviétiques franchissent l'Oder qui, plus tard, constituera l'une des frontières Est-Ouest. Le 21 avril, l'Armée rouge entre à Berlin. Le 30, Hitler se suicide.

Les Américains entrent le 18 avril en Tchécoslovaquie. Mais, pour limiter leurs pertes, ils vont laisser les Soviétiques libérer Prague. Déjà, Moscou paraît plus conscient des enjeux de l'après-guerre que Washington et s'intéresse aux prises de gages territoriaux.

Le 25 avril, les troupes soviétiques et américaines se rejoignent sur l'Elbe. Un protocole de capitulation provisoire est signé par les Allemands le 7 mai à Reims. La cérémonie de la capitulation est ouverte le 8 mai et signée le 9 mai à 0 h 43 (ce qui explique que la victoire est célébrée le 8 mai dans le monde occidental et le 9 mai à Moscou).

En Asie

Après l'attaque surprise de Pearl Harbor, les Japonais rencontrent des succès militaires jusqu'en avril 1942. À partir de novembre 1943, les Américains, renforcés matériellement avec des porte-avions neufs, reprennent l'offensive.

Dans le Pacifique Nord, les troupes dirigées par l'amiral Nimitz mettent en œuvre la tactique du « saut-de-mouton » qui les fait s'approcher du Japon en conquérant le Pacifique île par île (Gilbert, novembre 1943 ; Marshall, février 1944 ; Mariannes, mai 1944). Ils remportent une grande bataille aéronavale (mer des Philippines, juin 1944) qui sape le moral japonais. L'île américaine de Guam est alors reconquise.

Dans le Pacifique Sud, le général MacArthur veut reconquérir les Philippines qu'il avait perdues en 1942. Il détruit une grande partie de la flotte japonaise (octobre 1944). Le 4 février 1945, les Alliés débarquent en Chine. À partir de mars, les troupes de Lord Mountbatten font la conquête de la Birmanie.

En avril 1945, MacArthur prend le commandement de toutes les forces alliées du Pacifique. Le 1^{er} avril, les Américains débarquent sur l'île japonaise d'Okinawa. Le 5, l'URSS dénonce son traité de neutralité avec le Japon.

Le 26 juillet 1945, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Chine adressent un ultimatum au Japon lui intimant de capituler sans condition. Il est rejeté. Le 8 août, Moscou déclare la guerre au Japon.

La flotte japonaise est détruite, son aviation manque de pilotes. Mais le pays dispose encore de grandes armées terrestres intactes et s'apprête à livrer une résistance aussi farouche que désespérée. Les responsables américains estiment que la poursuite de la guerre pourrait faire 500 000 morts parmi les soldats américains et trois ou quatre fois plus chez les Japonais.

Les Américains s'étaient lancés, avec le projet Manhattan, dans la recherche sur l'arme atomique, grâce à l'aide de scientifiques canadiens et européens, qui, pour une grande partie d'entre eux, avaient fui le régime de Pétain et les persécutions nazies.

Le 16 juillet 1945, il fut procédé au premier essai nucléaire à une cinquantaine de kilomètres de la ville de Socorro, au Nouveau-Mexique. On pensa d'abord à ne faire qu'une démonstration de cette bombe au-dessus de la baie de Tokyo mais la décision de lancer la bombe au-dessus des villes japonaises fut prise pour trois raisons. D'abord, les Américains n'étaient pas sûrs que la démonstration réussirait ou serait suffisante pour impressionner les Japonais. Ensuite, ils estimaient qu'un à deux chocs très brutaux étaient nécessaires pour permettre aux Japonais de se rendre sans perdre la face. Enfin, ils craignaient également que l'Armée rouge ne conquière une part du territoire

japonais dont il serait difficile de la déloger par la suite, comme c'était le cas en Europe.

Le 6 août 1945, le bombardier *Enola Gay* largue une bombe baptisée *Little Boy* au-dessus d'Hiroshima, faisant instantanément 66 000 morts et plusieurs dizaines de milliers dans les jours suivants. La puissance de l'explosion représente l'équivalent de 14 000 tonnes de TNT. Les militaires japonais imposent la censure sur les informations du bombardement d'Hiroshima. Le 9 août, une seconde bombe, *Fat Man*, explose au-dessus de Nagasaki, faisant 40 000 morts. L'empereur Hiro Hito se rend sur les ruines de Nagasaki et, le 14 août, proclame la reddition du Japon.

Les tentatives d'organisation de la paix

Plusieurs conférences vont avoir lieu pour organiser la paix entre les grands acteurs de la victoire.

Les « Trois Grands » (Roosevelt, Staline et Churchill) se rencontrent une première fois à Téhéran du 28 novembre au 1^{er} décembre 1943, pour planifier militairement la fin de la guerre. Sur le plan politique, ils évoquent la possibilité du démembrement de l'Allemagne et la création d'une nouvelle structure appelée à remplacer la SDN. Staline s'assure du maintien des États baltes en URSS et de la modification des frontières polonaises à son profit.

En octobre 1944, Churchill rencontre Staline à Moscou. Son objectif est de conserver, après la fin du conflit, le contrôle de la Méditerranée orientale et surtout du canal de Suez. Il propose donc à Staline un partage en zones d'influence de la région. Il ne met pas au courant les Américains qu'il sait réticents au concept de zone d'influence, en contradiction avec les idéaux wilsoniens du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le partage proposé par Churchill est le suivant :

	URSS	AuReS
RoUmAnie	90 %	10 %
GRèce	10 %	90 %
BUIGARie	75 %	25 %
YoUGoSIAvie	50 %	50 %
HonGRie	50 %	50 %

Staline refuse, pour ne pas braquer les Américains. Il croit encore à la possibilité de coopérer avec les Occidentaux après la guerre, et estime avoir besoin de leur aide économique pour reconstruire l'URSS.

Les conférences de Yalta et de Potsdam

La conférence de Yalta se tient dans cette station balnéaire de Crimée du 4 au 11 février 1945. Elle a symbolisé surtout en France – à tort – la division du monde en deux blocs, même si le monde n'a pas été divisé à Yalta, contrairement à la légende. Mais il est vrai que le sort des Nations européennes y a été traité sans qu'elles soient représentées.

Les Alliés estiment nécessaire de se rencontrer directement pour régler les problèmes en suspens. Staline, méfiant à l'excès, ne veut pas quitter le territoire soviétique ; il contraint Roosevelt, affaibli par la maladie, à faire un long et pénible déplacement. Il s'agit de régler le sort des Balkans, zone troublée et difficile à contrôler, de la Pologne (avec ces deux gouvernements) et de la future organisation mondiale. La conférence sera considérée comme un succès car les Alliés parviennent à trouver un accord sur tous les sujets.

Un premier gouvernement polonais s'était exilé à Londres après 1939 et avait rompu ses relations diplomatiques avec

Moscou après la révélation du massacre de Katyn. L'URSS avait créé aussitôt un second gouvernement polonais à Lublin pour contrôler le territoire. Ce second gouvernement n'est pas reconnu par les Occidentaux. À Yalta, il est décidé d'élargir le gouvernement prosoviétique de Lublin à des représentants du gouvernement de Londres. Il est prévu d'organiser des élections sur la base du suffrage universel et du scrutin secret. Les Occidentaux pensent que cela constitue une garantie suffisante pour l'avenir. Mais ces élections ne seront jamais organisées par l'occupant, et la question des frontières polonaises reste en suspens.

Pour remplacer la SDN, les bases de la future ONU sont définies et la France se voit attribuer un siège de membre permanent au Conseil de sécurité. Elle est également invitée à participer avec les « Trois Grands » à l'occupation de l'Allemagne. Ce sont les Britanniques qui ont insisté pour cette réhabilitation de la France. Ils pressentaient la nécessité d'une puissance continentale qui puisse faire contrepoids à l'URSS. « La stabilité en Europe était inaccessible sans une France forte et influente », disait Churchill.

Faute de temps, les Balkans sont laissés de côté, les Américains n'ont jamais montré d'intérêt stratégique pour cette zone.

Une « charte sur l'Europe libérée » est adoptée. Elle promet l'aide des trois puissances signataires des accords de Yalta pour assurer la paix intérieure des pays, installer des gouvernements provisoires et démocratiques, et préparer des élections libres. Elle vaut pour les pays balkaniques comme pour les pays libérés du nazisme.

Enfin, le sort de l'Allemagne est évoqué mais non réglé, Roosevelt a pour projet de la désindustrialiser. Il se rend

compte du caractère irréaliste, voire dangereux de ce projet. Staline veut réduire de 80 % le potentiel industriel allemand et réclame 20 milliards de dollars de dommages de guerre, dont la moitié pour l'URSS ; il suggère de démembrer l'Allemagne en cinq entités.

Au vu des précédents malheureux de la Première Guerre mondiale, Churchill ne veut pas conduire les Allemands à la famine et fait reporter le problème des dommages de guerre à une prochaine conférence.

Churchill et Roosevelt repartent de Yalta convaincus de la sincérité de Staline. Churchill déclarera aux Communes le 27 février 1945 : « Je rapporte de Crimée l'impression que le maréchal Staline désire vivre dans une amitié et une égalité honorables avec les démocraties occidentales. Je crois aussi qu'il n'a qu'une parole. » Il va vite déchanter, comme tous les Occidentaux : plus que le partage du monde, Yalta représente l'illusion de sa cogestion par les grandes puissances.

La conférence de Potsdam a lieu du 17 juillet au 2 août 1945, elle constitue le prolongement de la conférence de Yalta mais deux des trois acteurs ne sont pas les mêmes : Roosevelt, qui meurt le 11 avril 1945, se fait remplacer par le vice-président Harry Truman, et Churchill, présent à l'ouverture de la conférence, est remplacé par Clement Attlee, leader travailliste élu Premier ministre le 25 juillet. Truman écrira dans ses Mémoires qu'il n'était pas préparé à affronter la tâche. Des décisions capitales sur l'Allemagne, l'URSS, le Japon et l'arme nucléaire doivent être prises.

Staline, disposant à la fois d'une légitimité historique et d'une vision à long terme, profite de cet avantage pour obtenir le rattachement à l'URSS de Königsberg – qui deviendra Kaliningrad –, le châtimement des criminels de

guerre et la démilitarisation de l'Allemagne. Il a, par contre, dès le 8 mai 1945, abandonné le projet de démembrement de l'Allemagne. Peut-être espère-t-il la récupérer en entier ? Roosevelt lui avait indiqué à Yalta que les troupes américaines ne resteraient pas plus de deux ans en Europe.

La Pologne passe de 380 000 km² à 310 000 km² et voit ses frontières glisser vers l'ouest. L'URSS récupère une partie de son territoire et en compensation Varsovie obtient une partie du territoire allemand (Silésie).

L'Allemagne sera donc traitée comme une entité unique, placée sous la souveraineté provisoire des Trois Grands auxquels la France est associée. Un conseil de contrôle composé des quatre commandants en chef est établi ; et 2 millions d'Allemands sont expulsés de Silésie.

La création de l'ONU

Il s'agit de remplacer la SDN et de prolonger l'alliance des vainqueurs de la guerre. Les fondations de l'ONU avaient été bâties le 11 janvier 1942 par la déclaration des Nations unies, signée par les États-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne. Le sujet fut de nouveau abordé avec des représentants chinois en octobre 1943 à Moscou. Deux autres étapes préparatoires eurent lieu à Dumbarton Oaks (septembre-octobre 1944) et à Yalta, où fut décidée la convocation d'une conférence des Nations unies à San Francisco.

Roosevelt voulait faire reposer l'organisation de la paix sur le club des « quatre gendarmes » (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne et Chine) mais, à Yalta, Churchill avait obtenu que la France soit la cinquième puissance invitée.

La conférence de San Francisco, qui aboutit à la création de l'Organisation des Nations unies, a lieu du 25 avril au

25 juin 1945 et réunit 51 États. Les pays vaincus ne sont pas invités à participer à la nouvelle organisation. Mais toute nation démocratique et pacifique peut adhérer à la charte des Nations unies.

ONU : but, composition et textes

Le siège de l'Organisation est fixé à New York, l'objectif est de maintenir les directoires du temps de la guerre. Au sein du Conseil de sécurité chargé du maintien de la paix, les membres permanents ont un pouvoir de veto ; les six autres membres, nombre qui sera élargi à dix, sont élus pour deux ans. Le système suppose la bonne entente des membres permanents.

Le Conseil de sécurité peut prendre des résolutions qui imposent des obligations aux États, à condition que la décision soit adoptée à la majorité des deux tiers et qu'aucun membre permanent n'y oppose son veto. La démocratie et le respect de l'égalité souveraine des États s'exerceront au sein de l'assemblée générale où tous les États ont une voix.

Un secrétaire général – agent d'exécution du Conseil de sécurité – est institué. Il est élu par l'assemblée générale sur proposition du Conseil de sécurité. Un Comité d'état-major est prévu, composé des représentants des Cinq Grands mais qui ne verra jamais le jour, faute d'accord entre ces derniers.

La charte contient 111 articles. Elle interdit le recours à la force dans les relations internationales et entend promouvoir le respect de l'égalité souveraine des États, les droits de l'homme, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le progrès économique et social.

La mise en place d'un système bipolaire

Dès 1945 l'effondrement européen est manifeste, tandis qu'on constate la montée en puissance de l'URSS et le triomphe américain. C'est désormais entre ces deux puissances que va se jouer le sort du monde.

L'héritage politique de la Seconde Guerre mondiale

Non seulement l'Europe n'est plus le centre du monde, mais elle est de surcroît amputée d'une partie d'elle-même.

Enjeu stratégique que se disputent les États-Unis et l'URSS, son sort dépend des puissances qui occupent son territoire.

En 1946, l'Allemagne est exsangue : son PIB représente le tiers de ce qu'il était en 1938 ; son territoire est amputé à l'est au profit de la Pologne ; ses villes sont des champs de ruines, elle a perdu tous ses ponts et la moitié de son parc ferroviaire est dévastée. Le problème même de son existence future se pose. Occupée, elle n'a plus de gouvernement. On a parlé de la démembrer et de démanteler son industrie. Elle a perdu 6 millions d'hommes et n'a plus d'armée.

L'Italie est moins atteinte que l'Allemagne, mais tout aussi déconsidérée politiquement. On lui fait moins payer le prix de la défaite parce qu'elle s'est ralliée aux vainqueurs avant la fin de la guerre. En 1945, son PIB est retombé à son niveau de 1911 et a diminué de 40 % par rapport à 1938 en valeur réelle. Les salaires italiens représentent 27 % de ce qu'ils étaient en 1913. Sans l'aide américaine, de nombreux Italiens seraient morts de faim.

La France fait partie des vainqueurs. Mais son économie est chancelante (le PIB est inférieur de moitié à celui de 1938, année pourtant peu brillante) et sa situation politique – comme celle de l'Italie – très trouble.

Quant au Royaume-Uni, seul pays à avoir lutté contre Hitler du début à la fin de la guerre, il est tout de même très affaibli. Son empire colonial est vacillant et la livre sterling n'est plus la monnaie de référence. Il n'a plus de réserves d'or ou de dollars.

En fait, sur le Vieux Continent, vainqueurs et vaincus sont réunis dans le même marasme économique. L'Europe n'est plus le pôle autour duquel s'organisent les relations internationales et le commerce mondial. Elle connaît des

problèmes de production, d'acheminement des marchandises et de main-d'œuvre (pertes dues à la guerre et transferts de population). Elle manque de moyens de paiement pour importer, ses monnaies sont dévaluées. Chômage et sous-alimentation la guettent.

Le triomphe américain

Les États-Unis s'affirment comme une superpuissance tant dans le domaine économique que militaire.

La guerre a épargné le territoire américain et sa population civile. Les pertes américaines ont été relativement limitées (300 000 hommes soit quatre-vingt fois moins que les Soviétiques). Non seulement le potentiel industriel n'a pas été détruit, mais il a été stimulé par l'effort de guerre.

Les États-Unis sont les seuls à être plus riches à la fin de la guerre qu'au début. Le revenu national a doublé. Ils détiennent les deux tiers des réserves mondiales d'or et le dollar a supplanté la livre sterling comme monnaie internationale.

Leur flotte marchande représente les deux tiers de la flotte mondiale, ils produisent les deux tiers du pétrole et la moitié du charbon de la planète. Leur PIB représente 40 % du PIB mondial. Leur avance technologique est considérable et, surtout, ils ont le monopole de l'arme atomique.

Leurs soldats ont été accueillis comme des libérateurs en Europe. Présents militairement en Europe et en Asie, ils vont utiliser leurs forces pour prendre la tête du monde libre et en finir avec l'isolationnisme.

Depuis l'indépendance, les dirigeants américains, George Washington en tête, avaient évité au maximum de développer des liens politiques avec les pays européens pour ne

pas être entraînés dans leurs querelles et leurs guerres. Des relations commerciales leur suffisaient. La doctrine Monroe (1823), avant d'être interprétée comme une volonté de domination sur l'Amérique du Sud, était avant tout une volonté de couper le cordon ombilical avec l'Europe.

Après la Première Guerre mondiale, ils ont refusé de participer à la SDN pour ne pas être impliqués dans les affaires politiques européennes. Mais en 1941, ils sont plongés malgré eux dans la Seconde Guerre mondiale avec l'attaque surprise de Pearl Harbor. La guerre gagnée, il s'agit de ne pas perdre la paix face à l'URSS dont l'ultra présence en Europe devient une menace stratégique et politique. Les États-Unis prennent donc le leadership des démocraties occidentales. Les États européens ne le contestent pas, ils le réclament.

La montée en puissance de l'URSS

De tous les pays vainqueurs, c'est l'Union soviétique qui a payé le plus lourd tribut à la défaite d'Hitler : des pertes humaines estimées entre 20 et 25 millions d'hommes, autant de sans-abri, une grande partie du territoire dévastée, des pertes économiques énormes. L'URSS a supporté à elle seule la moitié des destructions dues à la Seconde Guerre mondiale.

Mais la « grande guerre patriotique » (nom donné à la guerre par Staline qui a davantage fait jouer la fibre patriotique que l'idéologie communiste) a consolidé le pouvoir de Staline tant sur le plan intérieur qu'international. Moscou n'est plus à la lisière de la puissance internationale mais au centre, son prestige n'a jamais été aussi fort.

La guerre a permis à l'URSS d'étendre son empire. Non seulement elle conserve tous les territoires conquis à l'abri

du pacte germano-soviétique entre 1939 et 1941 (Carélie finlandaise, pays Baltes, Russie blanche polonaise, Bessarabie et Bucovine Roumanie), mais elle récupère la Ruthénie subcarpatique tchécoslovaque, Königsberg (Kaliningrad), les territoires perdus contre le Japon en 1905 et l'archipel des Kouriles. Ayant développé un appareil militaire impressionnant, elle se garde bien de le démobiliser une fois les combats finis. En tant qu'armée de libération, elle occupe une grande partie de l'Europe centrale et orientale. Elle exerce également une poussée au Proche-Orient et en Asie, où de nombreuses guérillas communistes luttent pour parvenir au pouvoir.

L'amorce de la décolonisation

Les puissances européennes coloniales sont affaiblies par la guerre, ce qui va permettre la remise en question des liens coloniaux. D'abord de la part des peuples colonisés, qui ont réalisé que la puissance militaire des métropoles était moins grande qu'ils le pensaient et qui reprennent à leur propre compte la notion de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Ensuite de la part des États-Unis et de l'URSS, anticolonialistes par conviction politique et par intérêt : ils ont tout à gagner de la dissolution du lien colonial.

Les partis communistes se font les champions de l'anti-colonialisme tant à la tribune de l'ONU qu'auprès des différentes opinions politiques nationales des pays coloniaux. La lutte des peuples du tiers-monde contre les colonisateurs est assimilée à celle des prolétaires contre les capitalistes. L'URSS offre un modèle de développement aux nouveaux pays indépendants. Et les États-Unis, eux-mêmes créés par la décolonisation, sont philosophiquement favorables à la décolonisation.

En Asie du Sud-Est, le Japon, qui avait envahi les colonies françaises et néerlandaises, s'était présenté comme un libérateur, l'invocation de la solidarité des peuples asiatiques permettant de masquer son propre colonialisme.

La fin de l'Alliance

L'Alliance des vainqueurs ne survivra pas longtemps. La division du monde va vite se mettre en marche.

Les avancées soviétiques

« Qui occupe un territoire impose également son propre système social. Chacun impose son propre système aussi loin que son armée avance, cela ne peut être autrement. » Ainsi Staline déclarait à Tito en 1945 sa volonté d'étendre l'influence et le contrôle de Moscou. Au traditionnel impérialisme russe se greffent le messianisme communiste et le désir de se doter d'un glacis territorial pour éviter une nouvelle invasion. Tout cela conduit à la mise sous tutelle de l'Europe centrale et orientale. Partout où l'Armée rouge est présente (Bulgarie, Hongrie, Roumanie, Tchécoslovaquie) les communistes prennent une place de choix dans les gouvernements de coalition. Sous prétexte de dénazification, l'URSS met en place ses partisans.

En Pologne, les ministres non communistes qui ont été greffés sur le gouvernement de Lublin sont marginalisés. En Yougoslavie et en Albanie – libérées par les résistances nationales (les partisans) –, sans l'aide de l'URSS, les communistes prennent les leviers du pouvoir. En Grèce, Moscou aide la guérilla du général procommuniste Markos en lutte contre le régime d'Athènes soutenu par Londres. En France et en Italie, Moscou compte sur la puissance des partis communistes nationaux auréolés du prestige de la résistance.

Staline ne se limite pas à la seule Europe. En Iran, il tente de créer une république autonome, l'Azerbaïdjan, pour contrôler les pétroles du nord de l'Iran et affaiblir un pays sous influence britannique. L'URSS réclame également le contrôle des détroits turcs des Dardanelles, séparant la mer Noire et la Méditerranée.

En Asie, Staline n'a pas eu beaucoup d'influence sur Mao qui n'a pas suivi le modèle soviétique ni le conseil de Staline de se réconcilier avec Tchang Kai-chek.

Partout où elle peut, Moscou avance ses pions. Le but du communisme n'est-il pas d'être établi sur l'ensemble de la planète ? En Indochine, en Malaisie, en Birmanie et aux Philippines, les guérillas communistes gagnent du terrain.

Le rideau de fer

Dans un télégramme envoyé à Roosevelt en mai 1945, Churchill dénonce « le rideau de fer » qui s'est abattu selon lui sur l'Europe orientale. Il emploie publiquement l'expression dans un discours prononcé à Fulton (Missouri), là où Truman a été étudiant, le 9 mars 1946. N'étant plus au pouvoir, il est plus libre dans son expression :

« De Stettin, sur les bords de la Baltique, à Trieste sur l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent européen. Derrière cette ligne, toutes les capitales des anciens États d'Europe centrale et orientale : Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest et Sofia, toutes ces cités célèbres et leurs habitants tout autour sont désormais inclus dans la sphère d'influence soviétique, et tous sont de plus en plus soumis, sous une forme ou sous une autre, non seulement à l'influence soviétique, mais au contrôle de Moscou. »

Sur le terrain, l'URSS va s'employer à lui donner raison. Dans les pays où l'Armée rouge est présente par droit de conquête (Bulgarie, Hongrie, Roumanie et une partie de l'Allemagne et de l'Autriche) ou dans les pays alliés (Tchécoslovaquie, Pologne), les systèmes politiques sont à rebâtir, et l'URSS contrôle l'appareil d'État et les moyens d'information. Les opposants sont petit à petit réduits au silence. Le leader hongrois Rákosi compare la politique soviétique à la « politique du salami » : on n'avale pas d'un coup l'adversaire, on le découpe tranche par tranche pour faciliter la digestion.

Churchill conclut à la nécessité d'une « association fraternelle des peuples anglo-saxons » afin de donner un coup d'arrêt à l'expansion soviétique. Les Russes ne souhaitent pas la guerre mais « les fruits de la guerre, et l'expansion sans limite de leur pouvoir et de leur doctrine ». Là aussi, Churchill n'a pas tort. Avec l'Occident, Staline ne veut pas la confrontation à tout prix. Il sait, au contraire, qu'il en a besoin pour faire redécoller l'économie soviétique. Il retire donc ses troupes d'Iran, de Yougoslavie et de Tchécoslovaquie, et renonce aux détroits turcs. Mais cette démobilisation est lente, et toute relative, parce que l'URSS aligne vingt-cinq divisions à l'ouest de Brest-Litovsk alors que les Américains n'en ont plus que deux dans toute l'Europe. Des diplomates américains estiment que la démobilisation s'est faite trop rapidement et à trop grande échelle, ce qui prive les États-Unis de tout moyen de pression sur l'Union soviétique.

Churchill a-t-il lancé la guerre froide à Fulton (comme l'accusent les Soviétiques) ? Toujours est-il que l'expression « rideau de fer » entre dans le langage commun et sert à nommer la nouvelle frontière qui divise l'Europe. Le rideau de fer devient rapidement infranchissable.

Le blocage de l'ONU

L'ONU se révèle incapable d'assurer la paix et la sécurité internationales du fait de la division des membres permanents.

Le 19 janvier 1946, Londres et Washington soutiennent la plainte de l'Iran protestant contre la présence de troupes soviétiques en Azerbaïdjan. Moscou réplique deux jours plus tard en dénonçant au Conseil la présence de troupes britanniques en Grèce. En février, l'URSS utilise pour la première fois son veto contre une résolution – jugée insuffisamment critique – entérinant le retrait des troupes françaises et britanniques de Syrie et du Liban.

Le veto à prendre pour des occasions exceptionnelles devient d'usage courant, le système mis en place à San Francisco est donc bloqué.

Le 14 janvier, l'ONU crée la Commission à l'énergie atomique où les États-Unis présentent le plan Baruch Lilienthal, qui propose l'internationalisation complète du cycle de l'atome et le désarmement nucléaire. Les Soviétiques repoussent le projet.

Les premiers désaccords sur l'Allemagne

En juin 1945, l'Allemagne a perdu un quart des territoires qu'elle détenait à l'issue de la Première Guerre mondiale. Les unités françaises, britanniques et américaines sont entrées dans Berlin conquise par la seule Armée rouge. Il n'y a plus d'autorité centrale en Allemagne. Les commandants en chef des armées d'occupation assument donc les pouvoirs complets.

L'Allemagne est divisée en quatre zones d'occupation et chaque puissance exerce le pouvoir dans sa zone. Berlin,

enclave dans la zone d'occupation soviétique, est également divisé en quatre secteurs. Un conseil de contrôle commun est compétent pour l'ensemble du pays. Les Alliés ont pour objectif d'établir une démocratie et d'éviter tout risque de résurgence du nazisme. Si l'objectif est commun, les voies pour y parvenir divergent entre Soviétiques et Occidentaux. Les divisions empêchent la tutelle commune de fonctionner. Chaque zone est gérée de plus en plus de façon autonome.

La division de l'Allemagne, comme celle de l'Europe et du monde, est en marche. L'incompréhension réciproque (Staline pense que l'Occident veut sa perte, les Anglo-Saxons croient qu'il veut dominer le monde) va déboucher sur la guerre froide.

Chapitre 2

La guerre froide

La chute du mur de Berlin en novembre 1989 est généralement présentée comme le symbole de la fin de la guerre froide. Mais on ne peut parler de guerre froide que pour la période allant de 1947 à 1956. On doit l'expression au financier américain et ex-conseiller de Roosevelt, Bernard Baruch. Truman la reprit pour la première fois en public en 1947.

Durant cette période, l'affrontement direct entre Moscou et Washington restera au niveau verbal. S'il y a affrontement armé il sera indirect, par allié interposé ; et jamais la guerre ne dégènera en conflit armé direct entre les deux superpuissances, ce qui aurait signifié la destruction de la planète.

Une Europe bipolaire

La rupture entre les Alliés et l'émergence de deux superpuissances hostiles l'une à l'autre conduisent à la division de l'Europe, avec en son centre une Allemagne également divisée, et à la création d'une alliance militaire autour de chacune des deux puissances.

Dans les pays où l'Armée rouge est présente, la « sphère soviétique » dénoncée par Churchill s'installe. Les Américains n'ont pas réagi immédiatement à la poussée soviétique, malgré leur supériorité économique, militaire et nucléaire. Les effectifs militaires américains en Europe sont passés de 3 100 000 hommes en 1945 à 390 000 en 1946. Les effectifs de l'armée rouge, qui étaient de 12 millions en 1946,

sont passés à 3 millions en 1948, et l'URSS conservait en activité ses usines d'armement. Ils n'ont pas non plus cherché à dramatiser leurs divergences avec Moscou. Mais 1947 sera l'année clé de la rupture et de la division de l'Europe.

L'organisation du camp occidental

Les crises turque et grecque, pour mineures qu'elles furent lorsqu'on les compare aux autres affrontements de l'époque, sont à l'origine de la doctrine Truman et de la création de l'Alliance atlantique.

La doctrine Truman

Truman, incontestablement, prend le contre-pied de la politique bienveillante de Roosevelt à l'égard de l'URSS. Dès 1946, il confie au secrétaire d'État Byrnes qu'il en a assez de « pouponner les Soviétiques » et que, faute de les traiter avec une main de fer, une autre guerre allait se préparer.

En Grèce, les maquis communistes aidés par les voisins bulgares, yougoslaves et albanais luttent contre le régime royal soutenu par 40 000 soldats britanniques. La Grande-Bretagne fournit également une aide au gouvernement turc ainsi qu'à l'Égypte, l'Irak, la Palestine et Chypre. Mais, épuisée par la guerre, elle réalise qu'elle n'est plus en mesure de tenir seule la Méditerranée orientale. En février 1947, elle informe les Américains qu'elle compte retirer ses troupes de Grèce. Truman craint une mainmise soviétique sur la Grèce et la Turquie.

Il va donc franchir le pas. « Le moment était venu, écrit-il dans ses Mémoires, de ranger les États-Unis dans le camp et à la tête du monde libre. » Le 12 mars 1947, il prononce un discours au Congrès qui fut baptisé « doctrine Truman ». Il déclare que deux systèmes luttent pour la maîtrise du

monde, le premier « repose sur la volonté de la majorité et les institutions libres » et l'autre « sur la terreur, l'agression, les suppressions des libertés ».

Plaidant pour que les États-Unis aident « les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées, ou des pressions venues de l'extérieur », il obtient du Congrès une aide de 250 millions de dollars pour la Grèce (où le maquis communiste allait s'éteindre au bout de deux ans) et 150 millions pour la Turquie.

Truman rompt ainsi avec l'isolationnisme américain. Pour la première fois de leur histoire, les États-Unis prennent un engagement stratégique en temps de paix. Il s'agit de donner un coup d'arrêt et de contenir l'avance soviétique.

L'endiguement

En juillet 1947, la revue *Foreign Affairs* publie sous la signature « X » un article qui constituera la doctrine américaine : le *containment*, ou endiguement. L'auteur en est George Kennan, ancien conseiller d'ambassade à Moscou. « Il est clair que l'élément principal de toute politique des États-Unis vis-à-vis de l'URSS doit être un endiguement à long terme, patient, mais ferme et vigilant des tendances expansionnistes de la Russie [...], en vue d'opposer aux Russes une contre-force inaltérable en tout point où ils montreront des signes de leur volonté d'empiéter sur les intérêts d'un monde pacifique et stable. »

Kennan prédit que si les Occidentaux arrivent à contenir les forces soviétiques durant une période de dix à treize ans, les maîtres du Kremlin reviendront à une politique étrangère plus sage. Il prophétise également une détente possible si les Occidentaux montrent la fermeté nécessaire.

Le plan Marshall

Le 5 juin 1947, dans un discours prononcé à l'université d'Harvard, le secrétaire d'État George Marshall propose un plan d'aide aux pays européens qui portera son nom. L'objectif est de permettre le redémarrage des économies européennes encore entravées par le poids de la guerre et qui connaissent toujours des problèmes sérieux de production et de ravitaillement.

Les besoins de l'Europe sont supérieurs à ses capacités de paiement. Le général Marshall propose donc « une aide, gratuite et importante » pour éviter à l'Europe une dislocation économique sociale et politique grave. *L'European Recovery Program* est adopté par le Congrès en avril 1948. Il prévoit une aide aux gouvernements européens constituée à 10 % par des prêts et à 90 % par des dons de produits américains.

Marshall avait précisé que tous les pays européens pouvaient accéder à cette aide qui n'était dirigée « contre aucun pays ou doctrine mais contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos ».

L'URSS voit dans le plan Marshall un moyen de réduire son influence dans les pays qu'elle contrôle. Elle le rejette le 2 juillet 1947. En mai 1947, les communistes avaient été exclus du pouvoir en France et en Italie. Moscou interdit à la Pologne, à la Tchécoslovaquie et à la Finlande de participer à une réunion en juillet 1947 à Paris de pays européens qui vont mettre sur pied l'Organisation économique de coopération européenne (OECE qui deviendra OCDE) pour se répartir l'aide du plan Marshall.

C'est à ce moment que l'on date la division de l'Europe entre les pays éligibles au plan Marshall, qui vont connaître un fort développement économique en se liant aux États-Unis,

et les pays satellisés par Moscou qui ne voudront pas ou ne pourront pas en bénéficier.

Le total de l'aide a représenté 13,2 milliards de dollars de l'époque, soit 1,1 % du PIB américain, répartie sur quatre ans (de 1948 à 1951). Il allait être à la base du développement économique de l'Europe occidentale (les « Trente Glorieuses ») jusqu'au choc pétrolier de 1973.

La satellisation de l'Europe de l'Est

Au sortir de la guerre, Staline souhaite disposer d'un glacis territorial en Europe de l'Est, pour autant que les pays adoptent immédiatement des modèles d'organisation politique calqués sur l'URSS.

La doctrine Jdanov et la création du Kominform

En octobre 1947 siègent dans le plus grand secret, en Pologne, huit partis communistes européens, d'URSS, d'Europe de l'Est, ainsi que les PC italien et français qui se sont désolidarisés des socialistes et rapprochés de Moscou. Le 5 octobre, un communiqué annonce la création d'un bureau d'information commun basé à Belgrade – le Kominform – pour organiser « l'échange des expériences et, en cas de nécessité, la coordination de l'activité des partis communistes ».

Les Occidentaux y voient le signe de la reconstitution du Komintern, dissout en 1943 pour persuader les Alliés que l'URSS avait renoncé à la révolution mondiale. Les termes très durs du communiqué final pouvaient faire apparaître le bloc soviétique comme monolithique et la création du Kominform comme une déclaration de guerre. Le rapport Jdanov, manichéen à souhait (même s'il se voulait une simple réponse à la doctrine Truman), avait de quoi inquiéter les

Occidentaux. « Deux clans sont formés dans le monde : d'une part, le camp impérialiste et antidémocratique qui a pour but essentiel l'établissement de la domination mondiale, de l'impérialisme américain et l'écrasement de la démocratie et, d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique, dont le but essentiel consiste à saper l'impérialisme, à renforcer la démocratie, à liquider les restes du fascisme. » La déclaration stigmatisait les chefs socialistes (Blum, Bevin, Schumacher, Saragat, Schaerf, etc.) et appelait les forces démocratiques à se rallier autour des partis communistes.

Le schisme yougoslave

Il semble en réalité que le choix de Belgrade pour le Kominform ait préparé l'excommunication de Tito plutôt que la révolution mondiale, afin de faire prendre aux Yougoslaves une position privilégiée et de les rendre ainsi impopulaires aux autres partis est-européens.

La libération de la Yougoslavie ayant été l'œuvre des partisans yougoslaves, l'Armée rouge n'y était pas présente. Tito, marxiste convaincu et fort de sa popularité, souhaite installer rapidement un régime socialiste dans son pays et étendre son influence sur la Bulgarie, voire sur la Grèce. Staline s'oppose à ce double objectif (il voulait faire de la Yougoslavie une terre de coexistence entre l'Est et l'Ouest), et les relations entre les deux hommes se dégradent.

Le 28 juin 1948, le journal communiste tchèque *Rude Pravo* annonce que le Kominform a condamné la Yougoslavie qui veut abandonner le marxisme-léninisme et appelle les Yougoslaves à se débarrasser de leur dirigeant. Mais les communistes yougoslaves font bloc autour de Tito et privilégient le fait national yougoslave sur la solidarité politique avec l'URSS.

Le 11 août 1948, le gouvernement soviétique rompt tous les liens avec le régime yougoslave qualifié « d'hitléro-trotskyte ». L'existence d'un régime communiste qui refuse le leadership de Moscou est un sérieux revers pour l'URSS. Excommuniée, la Yougoslavie va redéployer ses relations économiques vers les pays occidentaux.

La mise en place des démocraties populaires

L'Armée rouge possède des pouvoirs importants pour intervenir dans les affaires intérieures des pays où elle stationne. Contrôlant les moyens d'information et de juridiction, elle poursuit les actions jugées « subversives et antisoviétiques » sous couvert de dénazification et contrôle l'établissement des listes électorales et les scrutins. Dans les gouvernements d'union nationale, les communistes contrôlent les postes clés (Intérieur, Justice).

Avec la doctrine Jdanov, le processus baptisé « politique du salami » par Mátyás Rákosi (leader communiste hongrois) et qui consiste à avaler les opposants tranche par tranche s'accélère. Les sociaux-démocrates dont les partis fusionnent de force avec les partis communistes sont emprisonnés ou assassinés. Après le schisme yougoslave, une partie des communistes nationaux, ceux dont Staline craint qu'ils ne lui soient pas totalement fidèles, est éliminée. L'épuration va toucher 25 % des effectifs des partis communistes, dont de nombreux dirigeants, accusés de titisme, de trotskysme ou de nationalisme. Les partis communistes des démocraties populaires perdent tout enracinement national et s'alignent sur Moscou.

La façon dont Moscou impose sa mainmise sur la Tchécoslovaquie, avec le « Coup de Prague », est d'autant plus brutale que, contrairement aux autres vaisseaux

soviétiques, la Tchécoslovaquie était, avant la Seconde Guerre mondiale, une démocratie. Une démocratie lâchée par les Occidentaux en 1938 (accords de Munich) et très reconnaissante à l'URSS de l'avoir libérée du nazisme.

En mars 1945, le parti communiste tchécoslovaque obtient huit portefeuilles sur vingt-cinq dans le gouvernement de coalition sous l'égide d'un social-démocrate. En 1946, il gagne les élections à la loyale (avec 38 % des voix) pour former un autre gouvernement de coalition où il contrôle le ministère de l'Intérieur. En février 1948, il réclame au président Beneš la formation d'un gouvernement « sans réactionnaires ». Ce dernier refuse et des milices armées le lui imposent sans que ni la police ni l'armée n'interviennent, le tout pendant le séjour du vice-ministre soviétique des Affaires étrangères Zorine. Les opposants sont emprisonnés ou trouvent la mort dans des conditions mystérieuses. En juin 1948, Beneš démissionne de la présidence et est remplacé par le communiste Gottwald. La Tchécoslovaquie est devenue une démocratie populaire.

La finlandisation

La Finlande suscite la convoitise de Staline. Après la guerre, un gouvernement d'union nationale y a été formé et, comme en Tchécoslovaquie, les communistes y sont bien représentés, disposant notamment du ministère de l'Intérieur. Mais les Finlandais, qui n'ont pas eu besoin de l'Armée rouge pour chasser les Allemands de leur territoire et qui ont payé d'importantes réparations de guerre à l'URSS, ne subissent pas le contrôle de Moscou. Farouchement indépendants, ils ont également refusé le plan Marshall.

En février 1948, l'URSS propose à la Finlande de signer un pacte d'assistance mutuelle sur le modèle de ceux qui

l'unissent à la Hongrie et à la Roumanie, mais qui stipule le stationnement de troupes soviétiques sur son territoire. Elle refuse, pour en signer un autre, le 6 avril 1948, par lequel elle s'engage à repousser une agression dirigée contre l'URSS de la part de l'Allemagne ou d'un de ses alliés, mais où il n'est prévu aucune présence militaire soviétique dans le pays.

Parce que la Finlande conserve un régime démocratique tout en adoptant – géopolitique oblige – une attitude de neutralité, le terme « finlandisation » va désigner de façon injustement péjorative un régime de type occidental mais dont la diplomatie se montre compréhensive à l'égard de l'URSS.

La création des alliances militaires

Le rideau de fer et les régimes procommunistes installés par Moscou en Europe de l'Est font craindre une mise en coupe réglée de l'ensemble de l'Europe par les Soviétiques. Les Européens de l'Ouest ont besoin de sceller leur alliance avec les Américains. Moscou proteste... et attend quelques années pour créer le pacte de Varsovie.

L'Alliance atlantique

Trop faibles pour assurer leur défense, les pays d'Europe occidentale ont besoin d'une garantie extérieure au continent pour contrer une menace interne. Ils vont demander aux États-Unis, de l'autre côté de l'Atlantique, de garantir leur sécurité.

Jusqu'en 1947, les traités d'alliance conclus en Europe occidentale sont dirigés contre l'Allemagne (traité franco-soviétique en 1944 ou franco-britannique en 1947). La rupture avec l'URSS en 1947 mène les Occidentaux à

rechercher un nouveau système d'alliance. L'ancien allié est devenu un adversaire et l'ancien adversaire n'apparaît plus comme une menace.

Le 21 janvier 1948, la France et l'Angleterre proposent aux trois pays du Benelux la conclusion d'un pacte politique. Il sera conclu le 17 mars 1948 à Bruxelles. Les pays signataires se soucient plus de la menace soviétique que de la menace allemande, même s'ils ne veulent pas l'écrire dans le texte du traité. Le pacte de Bruxelles prévoit une assistance automatique en cas d'agression contre l'un de ses signataires. Mais les signataires sentent qu'ils ne sont pas suffisamment puissants pour faire face à eux seuls à l'Union soviétique. C'est alors qu'ils pensent aux Américains.

En juin 1948, le Sénat américain adopte par soixante-quatre voix contre quatre la résolution Vandenberg, autorisant le gouvernement américain à adhérer à des pactes militaires ou à tout autre pacte régional. Le traité sur l'Alliance atlantique est signé le 4 avril et entre en vigueur le 24 août 1949.

L'Alliance atlantique

En cas de menace (art. 4), les parties se consulteront. Il suffit, pour définir la « menace », que l'une d'entre elles déclare qu'elle existe.

Selon l'article 5 : « En cas d'agression en Europe, en Amérique du Nord, en Algérie, contre une des îles de l'Atlantique au nord du tropique du Cancer, contre un navire ou un aéronef appartenant à l'un des contractants, chaque partie, en état de légitime défense, conformément à l'article 51 de la charte des Nations unies, entreprendra aussitôt, individuellement et en accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord. »

Il s'agit de la première organisation militaire dans laquelle les États-Unis entrent en temps de paix.

Les cinq membres du pacte de Bruxelles, les États-Unis et le Canada invitent le Danemark, l'Islande, l'Italie, la Norvège et le Portugal, pourtant toujours sous le joug d'un régime dictatorial, à adhérer au traité de l'Atlantique Nord.

Le pacte de Varsovie

Lors de la création de l'Alliance atlantique, Moscou et ses alliés protestent énergiquement. En mars 1949, l'URSS remet aux Occidentaux un mémorandum où elle fait part des principaux griefs de l'Alliance atlantique : le traité est purement agressif et dirigé contre l'URSS, il se trouve en contradiction flagrante avec la charte de l'ONU, avec les accords de Yalta et les pactes signés entre l'URSS et les différents vainqueurs de la guerre.

L'argumentation de l'URSS n'est pas dénuée de tout fondement. Il est vrai que ce sont les Occidentaux qui, les premiers, ont franchi le pas et créé une alliance politico-militaire, visiblement destinée à lutter contre l'Union soviétique.

Voulant laisser la responsabilité de la montée des tensions à la seule Alliance atlantique, l'URSS attendra donc 1955 pour mettre formellement sur pied le pacte de Varsovie. Il est présenté comme une riposte à l'Alliance atlantique et à l'adhésion allemande à l'OTAN. L'assistance à un État victime d'une agression sera immédiate de la part des autres États signataires. Encore faut-il que cette agression soit armée.

L'ironie de l'Histoire voudra que les pays du pacte de Varsovie n'aient jamais à intervenir militairement contre une attaque venue de l'Ouest, son rôle proprement militaire sera finalement réduit à des affaires de police intérieure au pacte, en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968.

La division de l'Allemagne

La signature d'un traité de paix avec l'Allemagne est subordonnée au fait de savoir si l'on va y créer ou non une administration centrale. Les Américains y sont favorables, les Britanniques et les Russes n'ont rien contre, mais les Français s'y opposent farouchement. Ils craignent que, réunifiée, l'Allemagne, après une période provisoire de sagesse, ne revienne à ses vieux démons d'expansionnisme. Chaque puissance administre donc sa zone et un secteur dans Berlin.

Le 4 juin 1948, les Occidentaux créent une autorité internationale sur la Ruhr, sans participation soviétique, et convoquent une assemblée constituante pour toute l'Allemagne de l'Ouest. Anglais et Américains décident d'unifier leurs zones économiques. Une nouvelle monnaie, le Deutsche Mark, est mise en circulation dans les zones occidentales.

Le blocus de Berlin

Le général de Gaulle condamne cette politique : il fait valoir que, si un Reich était ainsi créé à Francfort, les Soviétiques en créeraient certainement un autre à Berlin ou Leipzig. Cela fait, ajoute-t-il, « une seule question dominera l'Allemagne et l'Europe : lequel des deux Reich va faire l'unité¹ ? ». De leur côté, les Soviétiques s'assurent de l'impossibilité de la reconstruction d'une puissance centrale en Europe susceptible de les agresser ou de s'opposer à eux. Et, le 31 mars 1949, le maréchal Sokolovski décide de contrôler militairement toutes les relations entre les zones occidentales de Berlin et l'Allemagne occidentale. Il s'agit

1. Cité par André Fontaine, in *Histoire de la guerre froide*, t. 1, Fayard, 1965, p. 419.

bel et bien d'obliger les Occidentaux à quitter Berlin. Un blocus total isole la ville. Staline rejette toutes les démarches occidentales pour y mettre fin, exigeant l'adoption du mark oriental dans les secteurs occidentaux de Berlin.

Les Occidentaux ne cèdent pas. Ils relèvent le défi en organisant un pont aérien pour permettre le ravitaillement de Berlin-Ouest. Politiquement, la réplique est habile. Le choix de l'escalade est laissé à Moscou. Pour stopper le pont aérien, fera-t-elle abattre les avions américains ?

Elle ne prend pas ce risque, et pense que les Occidentaux finiront par abandonner Berlin-Ouest. Le 30 novembre 1948, une municipalité est créée dans le secteur oriental de la ville.

Le 5 mai 1949, un accord soviéto-américain prévoit la levée des restrictions sur la circulation pesant sur Berlin. Le secteur ouest de la ville est de nouveau relié au monde occidental par voie ferroviaire et terrestre.

Bonn et Berlin

Techniquement, le pont aérien est un succès. Il a permis de livrer 2,5 millions de tonnes de marchandises au cours de 275 000 vols, et il a sauvé Berlin. Il a aussi durablement orienté la politique étrangère ouest-allemande, en posant comme principe primordial son alliance avec les États-Unis. L'Allemagne de l'Ouest comprend que sa sécurité passe par Washington, seule en mesure de protéger son territoire ainsi que Berlin-Ouest.

En Allemagne de l'Ouest, le conseil parlementaire commence ses travaux en septembre 1948 et rédige un projet constitutionnel soumis aux commandants en chef alliés. Cela aboutit à une constitution, adoptée le 8 mai 1949, dite « Loi fondamentale de Bonn », du nom de la

capitale de la nouvelle République fédérale allemande (RFA). On ne donne pas formellement le nom de constitution à ce texte, pour marquer qu'il n'est pas définitif et que l'objectif demeure la réunification. Officiellement on ne fait qu'organiser le provisoire. Mais, en réalité, les choses prennent une tournure définitive. Des élections ont lieu en Allemagne le 14 août 1949 ; en septembre 1949, Konrad Adenauer est investi chancelier. L'Allemagne existe de nouveau comme puissance politique autonome.

L'URSS réagit immédiatement, et réunit à Berlin un « conseil du peuple allemand », qui proclame, le 7 octobre, la création d'une République populaire allemande. La nation allemande est désormais représentée par deux États s'ignorant mutuellement.

Revenue à un système démocratique, l'Allemagne fédérale est intégrée au monde occidental. Celui-ci, se sentant menacé militairement, a besoin d'ajouter à sa force militaire le poids de la RFA.

La naissance de la construction européenne

Le 9 mai 1950, le ministre français des Affaires étrangères Robert Schuman, en collaboration avec Jean Monnet, alors commissaire au Plan, publie un mémorandum proposant la construction européenne par le biais de « réalisations concrètes » : il s'agit de « placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une haute autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe [...]. La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifesterait que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible. » Une haute autorité supranationale serait créée pour parvenir aux objectifs.

En juin 1950, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg engagent des négociations. Le plan est ratifié pour les différents États entre 1951 et 1952. C'est le premier pas vers le Marché commun ou plutôt la Communauté économique européenne et une plus grande coopération politique européenne.

L'échec de la CED

Le réarmement allemand pose problème en France où l'on craint la renaissance d'un militarisme en Allemagne tout en souhaitant voir la RFA payer son tribut à la défense de l'Europe occidentale. Pour reprendre l'expression d'Alfred Grosser, la France souhaitait que l'armée allemande soit « à la fois plus faible que l'armée française et plus forte que l'armée soviétique¹ ». Le gouvernement américain suggère au conseil atlantique le réarmement de l'Allemagne. La France réagit avec vigueur contre ce projet et fait une proposition dite « plan Pleven » – du nom du ministre de la Défense de l'époque – prévoyant que l'Allemagne n'aurait pas d'armée nationale mais qu'il y aurait des unités allemandes de faible dimension dans une « armée européenne ».

Le 24 novembre 1950, Pleven présente son projet devant l'Assemblée nationale. Il s'agit de créer une armée commune liée aux institutions européennes, dirigée par un ministre européen de la Défense, responsable devant l'Assemblée européenne et disposant d'un budget européen. Les contingents, fournis par les États, seraient intégrés au plus bas niveau possible. Ce plan a le mérite, aux yeux de la classe politique française, de lier le réarmement allemand à la construction politique de l'Europe, tout en laissant

1. Alfred Grosser, *Les Occidentaux*, Fayard, 1978, édition 1981, p. 160.

l'Allemagne en dehors de l'OTAN. Initialement réticents, les États-Unis finissent par se rallier à ce plan.

Le traité instituant une Communauté européenne de défense (CED) est donc signé le 27 mai 1952. Il déclenche une controverse en France où les partis politiques sont divisés. Le secrétaire d'État américain John Foster Dulles menace d'une révision déchirante de la politique américaine à l'égard de l'Europe en cas d'échec du traité de la CED. Il faut attendre deux ans et l'arrivée de Pierre Mendès France au pouvoir en France pour que le Parlement soit saisi. Le 30 août 1954, l'Assemblée nationale rejette le texte, à la plus grande consternation des capitales occidentales et à la satisfaction de Moscou.

La création de l'UEO

L'échec de la CED constaté, une autre voie est suivie pour permettre à l'Allemagne fédérale de participer à la défense de l'Europe occidentale : prendre le cadre du traité de Bruxelles (réunissant la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg) et y faire adhérer l'Italie et la RFA. L'Union de l'Europe occidentale (UEO) est créée.

En octobre 1954, une conférence à Londres, à laquelle participent, entre autres, les États-Unis et le Canada, adopte une série de textes prévoyant le rétablissement de la souveraineté de la RFA, son adhésion à l'OTAN et l'affectation totale de son armée au commandement intégré de l'OTAN.

La Grande-Bretagne s'engage – signe tangible de solidarité – à maintenir en permanence sur le continent des forces équivalentes à celles qu'elle y entretient alors. L'Allemagne renonce à fabriquer des armes atomiques, biologiques et

chimiques, mais pourra recevoir sur son territoire des armes de ce type détenues par d'autres pays, les États-Unis notamment. Pour la production des principales armes classiques, la RFA devra obtenir l'autorisation des pays de l'UEO ; cette clause ne sera levée qu'en 1984.

Un monde bipoLaire

La rivalité soviéto-américaine concerne le monde entier. Partout s'ouvrent de nouveaux champs de compétition entre Moscou et Washington qui essaient d'étendre leur influence.

La révolution chinoise

Après la défaite japonaise, la guerre civile chinoise reprend dès 1946. Le nationaliste Tchang Kai-chek apparaît de plus en plus menacé par les communistes, dirigés par Mao Tsé-toung et soutenus par les masses paysannes chinoises. Malgré son caractère dictatorial, le régime se désagrège, miné par la corruption, l'inefficacité économique et les défections. L'aide militaire que lui fournissent les États-Unis ne suffit pas à enrayer la dégradation de la situation, une partie importante parvenant aux communistes *via* des officiers nationalistes corrompus ou déserteurs. Une aide économique massive est décrétée (*China Aid Act*) le 2 avril 1948, mais elle ne peut plus sauver Tchang Kai-chek. Les troupes de Mao passent de la guérilla à une offensive généralisée.

Pékin tombe le 22 janvier 1949, Nankin le 20 avril et Shanghai le 24 mai. Dès octobre 1949, l'ensemble de la Mandchourie est sous le contrôle des communistes, ainsi que la majeure partie de la Chine du Nord. Le 1^{er} octobre

1949, Mao proclame à Pékin la création de la République populaire chinoise (RPC). Les nationalistes tentent vainement de résister dans le sud de la Chine. Tchang Kai-chek doit fuir en avion sur l'île de Formose (actuelle Taïwan). L'ensemble de la Chine orientale – certes ruinée par la guerre contre le Japon et la guerre civile – devient communiste.

Le communisme s'étend. Les Occidentaux ne réalisent pas, au départ, les désaccords existants entre Staline et Mao. Ce dernier se méfie de Staline qui ne l'a pas beaucoup aidé au cours de la guerre civile et a même signé un traité d'amitié avec le Guomindang de Tchang Kai-chek en 1945. Par ailleurs, les Chinois ne peuvent se satisfaire d'apparaître comme les vassaux de Moscou. Mao précise : « Le système russe est un produit du système russe, le système chinois sera le produit de l'histoire chinoise », faisant prévaloir les différences nationales sur les ressemblances idéologiques.

En février 1950, Mao signe à Moscou un traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle sino-soviétique. L'URSS s'engage à fournir aide économique et militaire. La République populaire de Chine n'est reconnue que par l'URSS et ses alliés. Tchang Kai-chek, replié à Taïwan, est reconnu par les Occidentaux comme le dirigeant officiel de la Chine. Il occupe le siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, dévolu à la Chine en 1945. Seule la Grande-Bretagne, présente à Hong Kong, reconnaît la République populaire de Chine en 1950.

La guerre de Corée

Le paradoxe de la Guerre de Corée fut qu'elle éclate dans un pays pour lequel ni les États-Unis ni l'URSS

n'avaient manifesté un intérêt majeur, que ce soit avant ou après la Seconde Guerre mondiale ; c'est pourtant là qu'allait se dérouler le conflit le plus vif entre l'Est et l'Ouest.

Il avait été décidé à Yalta et à Potsdam que la Corée serait libérée de la domination que le Japon y exerçait depuis 1910. Il avait été, en outre, précisé que les Russes occuperaient le nord du pays et les Américains, le Sud. À Potsdam, les chefs d'état-major choisirent comme ligne de démarcation le 38^e parallèle, sans aucune intention politique : il devait s'agir d'une simple limite entre les deux armées d'occupation. Dès le 12 août 1945, deux jours avant la capitulation japonaise, les Russes occupaient déjà la Corée du Nord. Le 8 septembre, les Américains reçurent la reddition des forces japonaises au sud de cette ligne.

Une commission mixte américano-soviétique devait œuvrer avec les partis politiques coréens et aider à la fondation d'un État provisoire. Mais les désaccords entre les Soviétiques et les Américains d'une part, entre les partis coréens d'autre part, empêchent la mise sur pied de ce gouvernement et une commission des Nations unies en est chargée.

La commission temporaire des Nations unies ne pouvait travailler qu'en zone sud. En mai 1948, après avoir constaté que le climat y était suffisamment libéral, des élections ont lieu. Parallèlement, en Corée du Nord, un Conseil du peuple de Corée du Nord constitue un comité exécutif dirigé par le président Kim Il-sung. L'URSS et ses alliés proposèrent donc la reconnaissance de la Corée du Nord, les Nations unies et les Occidentaux, celle de la Corée du Sud.

Le début des hostilités

En décembre 1948, les Soviétiques annoncent qu'ils ont retiré leurs troupes d'occupation. Les États-Unis en font de même et, en juin 1949, il ne reste plus qu'une mission militaire de 500 membres. Comme en Allemagne, une ligne de démarcation militaire devient frontière et, de part et d'autre de cette limite, des gouvernements hostiles sont patronnés l'un par l'URSS, l'autre par les États-Unis. La principale différence avec l'Allemagne réside dans le maintien des forces d'occupation américaines. Sans doute est-ce là la raison de l'aggravation brutale de la situation en Corée.

Le 12 janvier 1950, le secrétaire d'État Dean Acheson déclare que « le périmètre défensif » des États-Unis va des Aléoutiennes au Japon, aux Ryu Kyu et aux Philippines, ce qui exclut la Corée. Staline interprète cette déclaration comme un feu vert, les États-Unis excluant la Corée de leur zone d'intérêt.

Le 25 juin 1950, deux corps d'armée nord-coréens franchissent le 38^e parallèle et foncent vers le sud. L'armée sud-coréenne ne peut que leur opposer une résistance molle.

Le gouvernement américain demande immédiatement la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU. Celui-ci ne peut prendre de décision que si aucun des pays membres permanents (États-Unis, URSS, Chine, France, Grande-Bretagne) n'oppose son droit de veto. Or, à ce moment-là, l'URSS boycottait les travaux du Conseil de sécurité en signe de protestation contre l'occupation du siège chinois par Formose (où s'étaient réfugiés en 1949 les nationalistes chinois vaincus, dépossédés du pouvoir par les communistes) et non par la République populaire de Chine.

Le Conseil de sécurité condamne la Corée du Nord. Parallèlement, le président Truman ordonne aux forces aériennes et navales américaines de porter secours aux troupes du gouvernement sud-coréen.

Le 7 juillet 1950, le Conseil de sécurité adopte une résolution demandant aux États-Unis de prendre le commandement de la force unifiée des Nations unies. Les Soviétiques réalisent alors tous les inconvénients que représente pour eux leur absence au Conseil de sécurité et décident d'y siéger de nouveau.

L'opération armée des Nations unies peut continuer grâce au soutien de l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité étant bloqué par le veto soviétique, bien que le transfert de compétences en matière de maintien de la paix, du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale, soit contraire à la charte des Nations unies.

Le président indien Nehru tente de jouer les intermédiaires au cours des mois de juillet et août. Il propose un marché à Staline et à Truman : l'admission de la République populaire de Chine aux Nations unies en échange d'un règlement satisfaisant du conflit. Les Américains refusent cette proposition. Ils ont en mémoire les accords de Munich. Il faut stopper l'avancée soviétique. Moscou ne doit pas bénéficier de gains politiques de son attitude en Corée, or l'admission de la Chine populaire à l'ONU serait considérée comme tel.

Le 38^e parallèle

Dès septembre, les forces des Nations unies (en fait composées à plus de 90 % par des troupes américaines) passent à l'offensive. Un nouveau problème se pose : faut-il qu'elles franchissent dans l'autre sens le 38^e parallèle et profitent

du conflit pour réunifier la Corée ? La France, la Grande-Bretagne et l'Inde sont hostiles à cette solution. Elles craignent que cela ne serve de prétexte à une implication plus directe de la Chine et de l'URSS dans le conflit. Le président dictatorial de la Corée du Sud, Syngman Rhee, y est favorable. Le général en chef MacArthur opte pour le franchissement du 38^e parallèle le 7 octobre.

Les adversaires du franchissement du 38^e parallèle voient leurs craintes se réaliser. Dès le 16 octobre, des forces chinoises, officiellement baptisées « volontaires », viennent au secours des troupes nord-coréennes. Les troupes des Nations unies doivent se replier. À la fin du mois de novembre, de nouveaux renforts chinois lancent une puissante offensive qui contraint les Américains à un nouveau recul. Les Chinois et les Nord-Coréens sont à Séoul. Pour MacArthur, il faut bombarder la Chine elle-même. Attlee, le Premier ministre britannique, engage Truman à la prudence et manifeste son inquiétude quant aux intentions belliqueuses de MacArthur.

Sur le plan militaire, les forces des Nations unies reprennent l'avantage dès le 25 janvier et progressent vers le 38^e parallèle. Mais MacArthur peut-il, avec des moyens limités, obtenir un succès décisif sans attaquer la Chine proprement dite ? Très indépendant, le général, qui n'est pas retourné aux États-Unis depuis 1941, pratique sa propre politique sans trop tenir compte des inquiétudes des gouvernements européens. En mars, sans avoir consulté Washington, il fait une déclaration retentissante, proposant une trêve aux Nord-Coréens et menaçant la Chine d'une extension de la guerre sur son propre territoire en cas de refus.

Le président Truman le révoque, tout en le reconnaissant comme l'un des plus grands chefs militaires américains.

C'est la suprématie du pouvoir politique sur le pouvoir militaire, aussi prestigieux soit-il. Le départ de MacArthur permet de détendre l'atmosphère et prouve au monde entier que le président Truman ne veut pas élargir le conflit coréen.

La résolution du conflit

Après l'échec de plusieurs offensives chinoises, il devient clair que l'on aboutit à une impasse militaire. La seule issue à la guerre est la négociation avec pour base la frontière du 38^e parallèle.

En juin 1951, un an après le déclenchement du conflit, le délégué soviétique à l'ONU évoque une telle solution. Elle est acceptée par les Américains et les Chinois. Les négociations dureront deux ans. Après de nombreuses difficultés, la convention d'armistice est signée à Pan Mun Jom le 27 juillet 1953. Une zone démilitarisée de quatre kilomètres de largeur sépare désormais les deux pays.

Les États-Unis accordent une aide militaire et économique à la Corée du Sud, l'URSS en fait de même avec la Corée du Nord.

Ce fut la première « guerre limitée » à l'âge nucléaire. c'est-à-dire que le poids de l'arme nucléaire a largement contribué à limiter le conflit, même s'il fut extrêmement meurtrier (2 500 000 morts et blessés). L'URSS ne possédait l'arme suprême que depuis un an et ni Moscou ni Washington n'avait conceptualisé la dissuasion.

La guerre de Corée – qui marque le début de l'apothéose de l'anticommunisme aux États-Unis (maccarthysme) – va renforcer la conviction américaine de la nécessité de disposer d'une présence militaire importante en Europe, et va permettre l'intégration de la RFA dans l'organisation politico-militaire de l'Alliance atlantique.

La première vague de décolonisation

On peut situer la première vague de décolonisation entre 1945 et 1953.

En Asie

Avant-guerre, en Inde, une élite nombreuse avait réclamé le *Self Government*, sous l'inspiration de Gandhi, adepte de la non-coopération sans violence. Le parti du Congrès réclamait l'indépendance et était déjà très actif avant la Seconde Guerre mondiale. Après sa victoire aux élections de 1937, Londres prend conscience du caractère inéluctable du processus de décolonisation et promet à l'Inde un statut de *dominion* à la fin de la guerre. Mais cela inquiète la minorité musulmane qui craint, en cas de départ des Britanniques, d'être soumise à la majorité hindoue. La ligue musulmane, créée au début du siècle et soutenue par les Anglais, demande en 1942 la partition du pays en deux États, un hindou et l'autre musulman.

Dès 1945, le gouvernement travailliste britannique est décidé à abandonner sa souveraineté sur le subcontinent indien et souhaite accorder l'indépendance à un État indien unifié. C'est aussi l'avis du parti du Congrès mais les musulmans s'y opposent fermement.

Le *Bill of Independence* du 15 juillet 1947 constitue deux États distincts : l'Union indienne, regroupant les hindouistes ; et le Pakistan regroupant les musulmans et se constituant de deux provinces séparées par l'Inde. Six cents États princiers (Raj) regroupant 80 millions d'habitants se lient à l'Inde. Mais les lignes de démarcation entre les deux nouveaux États ne correspondent pas de façon exacte aux répartitions religieuses. Il s'ensuit une guerre civile intercommunautaire, des destructions matérielles considérables et des transferts

massifs de population : 16 millions de personnes déplacées dont 10 % ne parviendront jamais à un nouveau lieu de résidence. Les deux nouveaux États se livrent une guerre immédiate pour le contrôle du Cachemire.

Les autres colonies britanniques suivent l'exemple indien : la Birmanie et Ceylan (actuel Sri Lanka) deviennent indépendants en 1947, la Malaisie en 1957 – dont Singapour se détache en 1958 pour devenir un État. Washington accorde en 1946 une indépendance contrôlée aux Philippines.

L'Indonésie est la deuxième colonie du monde de par sa population. Les Pays-Bas en tirent une immense source de profit et s'appuient sur une élite locale. Pendant l'occupation japonaise en 1942, la reine Wilhelmine avait promis la création d'un *commonwealth* néerlandais qui aurait donc une autonomie étendue aux colonies, La Haye se réservant les prérogatives de la défense et des relations extérieures. Le leader indonésien Soekarno juge le projet insuffisant et préfère collaborer avec les Japonais qui favoriseront la constitution d'un embryon de gouvernement. L'Indonésie se proclame indépendante lors de la reddition du Japon en 1945. La Haye riposte en envoyant des troupes. L'indépendance est finalement obtenue en 1949.

En Indochine, les nationalistes sont partagés en trois camps : traditionalistes, modernistes et marxistes. Pendant la guerre, le Japon, qui avait établi son protectorat sur l'Indochine, a favorisé les groupes nationalistes conservateurs. Pour lutter contre les Français et les Japonais, Hô Chí Minh fonde en 1941 la Ligue pour l'indépendance du Vietnam (ou Viêt-minh) qui déclenche en 1945 l'insurrection contre les Japonais. Le 2 septembre, le gouvernement présidé par Hô Chí Minh proclame l'indépendance du Vietnam.

En Afrique

L'Afrique reste en dehors de cette première phase de décolonisation. Sur le continent, il convient de distinguer la situation des colonies françaises et britanniques. Dans ces dernières le gouvernement indirect a été rapidement mis en place, tandis que la France administre de façon directe ses colonies. Face aux revendications indépendantistes, Londres adopte le *Self Government*, la présence des travaillistes au gouvernement et le statut de véritable vainqueur de la guerre lui permettant de ne pas se crispier sur le problème de la décolonisation. Paris voit au contraire dans ses colonies un élément de sa puissance. Le 25 mai 1945, à l'Assemblée consultative, Gaston Monnerville¹ déclare : « Sans l'Empire, la France ne serait qu'un pays libéré. Grâce à son Empire, la France est un pays vainqueur. » Il convient d'ajouter à cela le poids des colons qui évidemment étaient hostiles à la décolonisation. Cela pose un problème particulier à la France dont les colons sont nombreux en Tunisie (200 000), au Maroc (400 000) et en Algérie (1 000 000).

La création de l'État d'Israël

Depuis 1897, l'objectif déclaré de l'organisation sioniste mondiale, face à l'antisémitisme constant qui sévissait en Europe et surtout à l'Est, avait été de créer en Palestine un foyer national pour le peuple juif. La Palestine était alors occupée par l'Empire ottoman, allié de l'Allemagne au cours de la Première Guerre mondiale.

En 1917, le secrétaire au *Foreign Office* lord Balfour faisait la déclaration suivante : « Le gouvernement de sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un

1. Gaston Monnerville, un modéré, membre du parti radical, qui prendra la présidence du Sénat.

foyer national pour le peuple juif et fera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant bien entendu que rien ne sera fait qui puisse porter préjudice aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine. »

En fait, Londres avait promis tout et son contraire. Aux populations arabes elle avait promis la création d'un État palestinien indépendant pour obtenir leur soutien dans la guerre contre les Turcs, mais afin d'obtenir l'aide de la communauté juive mondiale, elle lui avait promis la création d'un foyer national juif. Après la Première Guerre mondiale, la Palestine fut confiée en mandat à la Grande-Bretagne qui eut pour mission de développer un foyer national juif sans porter atteinte aux droits des populations arabes.

L'organisation sioniste mondiale pendant l'entre-deux-guerres achetait des terres et facilitait l'implantation de juifs en Palestine. La proportion de ceux-ci allait passer de 10 % de la population en 1919 à 30 % en 1939 et d'assez fortes tensions allaient naître entre Juifs et Arabes.

Après la Seconde Guerre mondiale, c'est l'ONU qui hérite du problème. Une commission spéciale est chargée de présenter des solutions. La minorité de la commission propose la création d'un État palestinien fédéral avec une partie juive et une partie arabe. Mais la majorité propose un partage de la Palestine en deux États séparés. En fait, les membres de la commission ayant visité les camps de réfugiés juifs en Europe furent très sensibles à leurs souffrances et lièrent le problème du génocide juif en Europe à celui de la Palestine. Pour les juifs, le sionisme est l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le peuple juif a enfin son État. Pour les Arabes, le sionisme est une nouvelle

forme de colonialisme. On leur fait payer indirectement les crimes commis par les Européens.

La partition de la Palestine est adoptée par l'ONU le 29 novembre 1947. La puissance mandataire, après des attentats menés par les Juifs pour qu'elle parte, décline toute responsabilité dans le maintien de l'ordre public et termine son retrait le 15 mai 1948. Le 4 mai, l'État d'Israël avait été proclamé. La première guerre israélo-arabe éclate immédiatement, provoquant un premier exode, de gré ou de force, de 600 000 Palestiniens. Israël s'attribue 78 % de l'ancienne Palestine, l'Égypte et la Jordanie s'octroyant le reste. Il n'y a pas d'État palestinien.

La coexistence pacifique

À l'ère nucléaire, les guerres sont limitées, personne ne pouvant accepter que s'enclenche une « ascension vers les extrêmes ». Moscou et Washington ont pris en main la gestion des affaires mondiales et doivent contrôler leur hostilité réciproque afin d'éviter l'apocalypse atomique. Leur domination est contestée de l'intérieur mais sans pour autant donner lieu à une véritable remise en cause en Europe. Dans le reste du monde, la contestation connaît plus de succès et laisse apparaître de nouveaux centres de pouvoir voulant échapper au clivage Est-Ouest.

La contestation de L'ordre bipolaire en Europe

La mort de Staline le 5 mars 1953 marque la fin du monolithisme soviétique et permet un réchauffement des relations Est-Ouest. Le relâchement de la pression va conduire à des remises en cause de l'ordre soviétique en Europe de l'Est et de l'hégémonie américaine en Europe occidentale.

Le XX^e congrès du PCUS, la déstalinisation

Le XX^e Congrès du PCUS a lieu du 17 au 24 février 1956 à Moscou. C'est l'occasion pour Khrouchtchev, qui veut assouplir le régime et qui s'oppose aux conservateurs du Praesidium¹ emmenés par Molotov, de renforcer

1. Instance dirigeante du Soviet suprême.

son emprise sur le parti. Pour Molotov, la construction du socialisme en URSS, et plus encore dans les démocraties populaires, est trop fragile pour envisager une ouverture vers le monde occidental.

Khrouchtchev, afin de se débarrasser des conservateurs, va, dans la nuit du 24 au 25 février, faire la lecture d'un rapport sur les crimes de Staline. Le texte est tellement explosif qu'il est prononcé à huis clos. La critique de Staline est sans appel et va au-delà de la condamnation du culte de la personnalité en vogue depuis 1954 : c'était un despote qui mit en place la répression la plus cruelle et fit tuer des milliers de communistes à la suite de monstrueuses falsifications. Les déportations massives furent également condamnées.

Des fuites ont lieu et le rapport ne reste pas secret très longtemps. Les services occidentaux se le procurent rapidement et se chargent de lui donner une grande publicité. Au-delà de Staline, c'est l'image du régime soviétique qui est atteinte.

Le XX^e Congrès débouche sur de nouvelles orientations politiques. Il marque la fin du monolithisme et du culte de la personnalité. L'URSS fait un geste en direction de la Yougoslavie avec laquelle elle veut renforcer l'amitié et la coopération. Plus largement, Khrouchtchev admet le « pluralisme socialiste », c'est-à-dire la possibilité pour chaque démocratie populaire de construire le socialisme en tenant compte de ses particularités nationales. Les victimes des purges staliniennes dans ces pays vont être réhabilitées.

Khrouchtchev développe la théorie de la coexistence pacifique, il en fait la ligne générale de sa politique étrangère. Il souhaite des relations « d'amitié durables entre les deux plus grandes puissances du monde », et définit les cinq principes de la coexistence pacifique : respect mutuel de

l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-agression et non-ingérence dans les affaires intérieures, égalité et avantage réciproque, coexistence pacifique et coopération économique.

Depuis qu'elle détient l'arme nucléaire (1949) et qu'elle a les moyens d'atteindre le territoire américain, l'URSS, sécurisée, peut négocier d'égal à égal. La confrontation entre socialisme et capitalisme peut se faire pacifiquement, le meilleur système prouvant sa supériorité non par les armes mais par ses succès économiques. En 1960, le programme du PCUS prévoit de rattraper la production industrielle américaine en 1980.

Devant consacrer son énergie à son développement économique, l'URSS doit donc consentir à limiter son soutien à la révolution mondiale (cet abandon va être vivement condamné par les Chinois qui vont qualifier cette politique de « révisionnisme » et de collusion avec l'impérialisme américain). L'idée de Khrouchtchev est qu'une période de paix prolongée permettra à l'URSS de gagner la guerre économique, alors que la décolonisation et les « contradictions » propres au capitalisme vont freiner sa croissance. L'équilibre de la terreur qui s'est installé entre les deux grandes puissances interdit par ailleurs toute solution militaire et contraint à rechercher un but commun : éviter la guerre nucléaire et la destruction de l'humanité.

La contestation de l'empire soviétique en Europe de l'Est

Le 17 avril 1956, le Kominform est dissous. La déstalinisation est en marche en Europe de l'Est. Le leader polonais Gomulka, qui avait été arrêté en 1951, est élu premier secrétaire du parti en octobre 1956. Des émeutes ouvrières ont lieu en juin et les staliniens sont éliminés

du pouvoir à Varsovie sans que les Soviétiques ne s'y opposent. L'Europe de l'Est peut-elle s'orienter vers une certaine autonomie ?

La révolution hongroise

En Hongrie, le parti communiste est dirigé depuis 1948 par le stalinien Rákosi qui n'entend pas libéraliser le régime et fait emprisonner le Premier ministre Imre Nagy, partisan de la déstalinisation. C'est contraire à la ligne du XX^e Congrès du PCUS et les Soviétiques vont contraindre Rákosi à la démission du poste de président du Conseil des ministres en juillet 1956. L'objectif de Khrouchtchev est de redonner une certaine légitimité aux gouvernements des démocraties populaires. Mais le peuple hongrois veut aller plus loin et le 25 octobre, 300 000 personnes manifestent à Budapest contre le gouvernement hongrois et les Soviétiques. Les communistes hongrois proposent à Nagy de former un gouvernement tout en demandant aux troupes soviétiques de rétablir l'ordre. Les mouvements contradictoires provoquent une insurrection. Le 28 octobre, Nagy ordonne le cessez-le-feu et annonce le retrait des troupes soviétiques.

Les leaders polonais et yougoslave, Gomulka et Tito, conseillent de ne pas aller plus loin. Nagy affirme que le mouvement qui vient de se produire n'est pas contre-révolutionnaire mais destiné à faire progresser la démocratisation de la vie sociale et politique. Bref, il s'inscrit dans la ligne khrouchtchevienne. Les Occidentaux et surtout les Américains veulent plutôt y voir un mouvement antisoviétique.

Le 25 octobre, le président américain Eisenhower se déclare « de cœur avec le peuple hongrois ». Le 27, son

secrétaire d'État, John Foster Dulles, salue « le défi lancé par le peuple héroïque de Hongrie au feu meurtrier des tanks de l'Armée rouge ». Les Occidentaux demandent une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation hongroise qui se réunira après l'accord pour le retrait des troupes soviétiques.

La radio américaine Radio free Europe, qui émet vers l'Europe de l'Est, dénonce cet accord et pousse la population hongroise à l'insurrection. Le 1^{er} novembre, Nagy franchit le Rubicon, il dénonce le pacte de Varsovie et proclame la neutralité hongroise. Pour Khrouchtchev qui veut démontrer que la déstalinisation n'est pas une capitulation du socialisme, le défi est inacceptable. Les Soviétiques profitent de ce que le monde occidental est focalisé sur la guerre de Suez pour opérer une intervention militaire en Hongrie. Les insurgés seront écrasés en une semaine avec l'approbation du mouvement communiste international et dans l'indifférence des Occidentaux qui pourtant avaient mis de l'huile sur le feu. Nagy (qui sera exécuté le 16 juin 1958) est remplacé par Kádár. Celui-ci propose un « contrat d'oubli » à la population. L'opposition se fait discrète en échange d'un niveau de vie relativement élevé et d'une certaine libéralisation du régime, qu'on appellera le « socialisme du goulash » (le plat national hongrois) par opposition au goulag (les camps de prisonniers soviétiques).

1968 : le Printemps de Prague

L'équipe au pouvoir depuis 1957 en Tchécoslovaquie est dirigée par le stalinien Novotný. Elle se montre particulièrement incapable. La croissance est nulle. Les intellectuels supportent de plus en plus mal la censure. Le gouvernement refuse d'écouter les économistes proposant une réforme qui permettrait au pays d'exporter et

d'importer, pour faire rentrer des devises et améliorer les conditions de vie. Devant la contestation, Novotný doit céder son poste à Dubček, un Slovaque qui passe pour être acquis à Moscou. Pourtant Dubček élimine la vieille garde communiste et confie les postes à des réformateurs issus de la résistance. La censure est supprimée, la liberté syndicale rétablie. Une réforme économique est mise en chantier. Bref, c'est le triomphe du « socialisme à visage humain ». Moscou ne ménage pas ses critiques mais Dubček négocie inlassablement avec le « grand frère », affirmant qu'il ne s'est pas laissé déborder, qu'il contrôle la situation et a respecté les préceptes essentiels du marxisme-léninisme. Il est d'autant plus confiant qu'il se sait assuré du soutien de la population.

Mais son projet de synthèse entre égalité sociale et liberté est une remise en question fondamentale du système soviétique.

L'URSS tente de provoquer une scission au sein du parti communiste mais celui-ci fait bloc autour de Dubček et la manœuvre échoue. Dans la nuit du 20 août 1968, 500 000 soldats des pays du pacte de Varsovie (à l'exception de la Roumanie) envahissent la Tchécoslovaquie. La population s'y oppose pacifiquement, et tente, en vain, de dialoguer avec les soldats. Le parti communiste tchèque, réuni clandestinement en congrès extraordinaire dans une usine, confirme la ligne Dubček. Envoyés et retenus à Moscou, les dirigeants du Printemps de Prague sont obligés de négocier un protocole secret prévoyant le retrait provisoire des troupes soviétiques en échange de l'arrêt de la politique de libéralisation. Soixante-dix mille soldats resteront stationnés « à titre temporaire », et ne partiront qu'après la dissolution du pacte de Varsovie en 1991. Le Printemps de Prague est mort et va laisser la place à la

« normalisation » conduite par Husák. Dubček, évincé de la tête du parti communiste, doit se reconvertir comme jardinier. On n'exécute plus les opposants, ils reviennent à la base.

Contrairement aux événements de Budapest, le mouvement communiste international est loin d'approuver unanimement l'occupation de la Tchécoslovaquie. Les partis communistes italien, roumain, yougoslave et même français protestent et condamnent. Mais, cette fois encore, l'Occident reste inerte. « C'est un incident de parcours » déclare Michel Debré, à l'époque ministre français des Affaires étrangères.

Gustáv Husák s'empresse de mettre en place une politique répressive. Louis Aragon, le poète communiste français, dira que le pays est devenu un « Biafra de l'esprit ». En deux ans, 500 000 adhérents sont exclus du parti communiste tchécoslovaque ; des centaines de milliers d'intellectuels, d'enseignants, de chercheurs et de journalistes voient leurs emplois supprimés.

À partir du Printemps de Prague, la défense des intérêts du socialisme fait cause commune dans tous les pays socialistes. L'URSS justifie ainsi ses ingérences dans les affaires de ses alliés, dont les intérêts particuliers doivent s'effacer devant l'intérêt supérieur du socialisme. Mais c'est l'État soviétique qui, seul, a le droit de définir celui-ci. C'est la doctrine de souveraineté limitée, baptisée « doctrine Brejnev ».

Contestation de l'hégémonie américaine

En Europe occidentale, l'hégémonie américaine ne va être contestée que par le général de Gaulle. Sinon, grâce au plan Marshall, les pays de l'Ouest européen ont

reconstruit leur économie et peuvent concurrencer les Américains. L'espace pour une autonomie européenne s'accroît.

De Gaulle et les États-Unis

Les Américains se méfient de De Gaulle depuis la Seconde Guerre mondiale et ne se réjouissent pas de son retour au pouvoir en mai-juin 1958. Dès le 17 septembre, le nouveau président français envoie un mémorandum au président américain Eisenhower, proposant qu'un triumvirat composé des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne dirige désormais l'OTAN. Les États-Unis n'entendent pas partager leur pouvoir et se retranchent derrière un argument égalitaire (que pourraient penser les autres Alliés d'un directoire de trois puissances ?) pour repousser l'offre et conserver le leadership de l'Alliance. De Gaulle attend la fin de la guerre d'Algérie – qui handicape la diplomatie française – et que la France possède la force nucléaire – pour ne plus dépendre de la garantie américaine – pour reprendre l'offensive. Il devra résister aux très fortes pressions américaines qui tentent d'empêcher la France de se doter de l'arme nucléaire. Il n'éprouve aucune sympathie pour le régime soviétique mais estime que ce dernier ne représente plus une menace pour l'Europe occidentale, qui a davantage besoin de retrouver une certaine autonomie par rapport au protecteur américain, parfois un peu trop étouffant.

En 1963, il s'oppose à l'entrée de la Grande-Bretagne – jugée trop pro-américaine – dans la CEE et au projet de force nucléaire multilatérale de l'OTAN proposé par Kennedy. En 1964 et 1965, il multiplie les contacts avec les dirigeants soviétiques, évoque la perspective d'une Europe « de l'Atlantique à l'Oural », qui inclurait l'URSS dans

laquelle il préfère voir la « Russie de toujours » et exclurait les États-Unis.

Il effectue de grandes tournées internationales en Amérique latine (1964) et au Cambodge (1966) où il critique les États-Unis. Il condamne la poursuite de la guerre au Vietnam et le rôle du dollar comme monnaie internationale. Il reconnaît la Chine populaire, alors que les États-Unis soutiennent toujours Taiwan.

Le 7 mars 1966, il envoie une lettre au président Johnson lui indiquant que la France se retire des commandements intégrés de l'OTAN. Dans sa lettre, rapidement rendue publique, il indique que les conditions qui ont conduit à la création de l'OTAN n'existent plus et que les dispositions d'ordre militaire prises après la conclusion de l'Alliance (c'est-à-dire la création d'une Organisation du traité de l'Atlantique Nord avec des organes intégrés) ne sont plus valables. « C'est pourquoi la France se propose de recouvrer sur son territoire l'entier exercice de sa souveraineté, actuellement entamée par la présence permanente d'éléments militaires alliés ou par l'utilisation qui est faite de son ciel, de cesser sa participation aux commandements intégrés et de ne plus mettre de forces à la disposition de l'OTAN. » Il rappelle néanmoins sa solidarité avec les pays de l'Alliance au cas où ils feraient l'objet d'une agression.

Les Américains regrettent le caractère unilatéral et brutal de la démarche, mais obtempèrent. Les troupes stationnées en France sont retirées au 1^{er} janvier 1967 et le siège de l'OTAN déménage de Paris à Bruxelles. Le geste de De Gaulle est en réalité plus politique que militaire. Comme la sécurité de la France sur le continent européen est assurée, que la possession de l'arme nucléaire renforce

sa puissance, elle peut se permettre de se libérer de la tutelle américaine. Et la France va tirer parti de sa position originale d'allié non aligné. Elle va y gagner en influence tant auprès des États-Unis que de l'URSS ou des pays du tiers-monde.

La construction européenne

L'échec de la CED rendait indispensable une relance européenne. C'est l'objet de la conférence de Messine (juin 1955), au cours de laquelle il est décidé de confier à un comité intergouvernemental placé sous l'autorité d'une personnalité indépendante, Paul-Henri Spaak, la rédaction d'un rapport sur l'avenir de la construction européenne, basé sur des motivations politiques (achever la réintégration de l'Allemagne et la réconciliation entre Européens) et économiques (faire bénéficier les entreprises européennes d'un marché intérieur suffisamment vaste afin de les renforcer face à la concurrence notamment américaine). Deux traités nouveaux sont signés à Rome le 23 mars 1957, pour entrer en vigueur le 14 janvier 1958 : le premier crée la Communauté économique européenne (CEE) ; le second crée la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA, plus connu sous le nom d'Euratom). Ce dernier, lié à la convention sur le charbon, préfigure une communauté de l'énergie en stimulant la création ou la croissance d'industries nucléaires.

Mais, alors qu'initialement les pères de l'Europe plaçaient plus d'espoir dans la CEEA, c'est le premier traité européen qui allait se révéler le plus important. Le traité créant la Communauté économique européenne (CEE) comporte un préambule dans lequel les six signataires (France, Italie, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Allemagne) se déclarent « déterminés à établir les fondements d'une union sans

cesse plus étroite entre les pays européens ». Il établit les modalités de la libre circulation des marchandises et la fin des barrières douanières entre ces pays. Il crée une politique agricole commune (avec des soutiens aux prix des produits agricoles et la protection face aux importations). Des dispositions communes sont mises en place concernant les règles de concurrence, de commerce et de fiscalité.

La CEE se dote d'une Assemblée parlementaire, d'un Conseil formé par les représentants des pays membres et, institution originale, d'une Commission formée de membres indépendants nommés par le Conseil mais représentant non leur État d'origine mais l'Europe en tant que telle. Elle fonctionne de façon collégiale et représente l'intérêt commun des pays membres, au-delà des différences nationales.

Avec ce marché commun, l'Europe se donne les moyens de devenir un redoutable concurrent économique des États-Unis et met fin à l'émiettement de son marché.

La contestation de L'ordre bipolaire à L'échelle mondiale

Une nouvelle catégorie d'acteurs refusant la dichotomie Est-Ouest va apparaître : le tiers-monde. Les États-Unis vont être contestés dans leur arrière-cour latino-américaine. Le Proche-Orient sera traversé par les guerres et l'Asie plongée dans la tourmente.

L'émergence du tiers-monde

Les nations africaines et asiatiques vont refuser de n'être qu'un enjeu dans la compétition Est-Ouest. Elles vont tenter d'affirmer leur existence face aux deux blocs et d'achever l'œuvre de décolonisation.

La conférence de Bandung

À l'initiative des gouvernements de Birmanie, de Ceylan, d'Inde, d'Indonésie et du Pakistan, du 17 au 24 avril 1955, 29 pays d'Asie et d'Afrique tiennent une conférence à Bandung, en Indonésie. S'y trouvent des pays pro-occidentaux (Japon, Vietnam du Sud, Philippines, Turquie, etc.), des pays neutres (Inde, Pakistan, Indonésie) et des pays communistes (Chine, Vietnam du Nord) : c'est la naissance de l'afro-asiatisme.

On y adopte le Pan Shila (les cinq principes inspirés du bouddhisme) : non-agression et respect mutuel des souverainetés et de l'intégrité territoriale ; non-ingérence dans les affaires intérieures ; réciprocité des avantages dans les contrats ; coexistence pacifique. Le futur président sénégalais Léopold Senghor y voit « la mort du complexe d'infériorité [des peuples africains et asiatiques] face au monde européen ». On y célèbre surtout la condamnation du colonialisme, la défense des droits fondamentaux de l'homme, l'égalité des races, le droit pour chaque nation de se défendre conformément à la charte de l'ONU, le refus de recourir à des grandes puissances ; le respect de la justice et des obligations internationales est aussi solennellement proclamé.

C'est la première grande réunion des pays du tiers-monde¹ qui décident de se chercher un avenir propre, en dehors du clivage Est-Ouest, et qui préfèrent se pencher sur le clivage Nord-Sud. Qu'ils soient communistes ou capitalistes, les pays de l'hémisphère Nord appartiennent au monde développé, tandis que les vingt-neuf pays participant à Bandung représentent la moitié de l'humanité

1. L'expression « tiers-monde » a été inventée par référence au tiers état par l'économiste français Alfred Sauvy en 1952.

mais seulement 8 % du PIB mondial. La résolution finale affirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le refus de l'ingérence, la nécessité du désarmement nucléaire et que « le colonialisme dans toutes ses manifestations est un mal auquel il doit être mis fin rapidement ». Elle préconise également la création d'un fonds des Nations unies pour le développement économique. Zhou Enlai, le représentant chinois, se pose en allié naturel du tiers-monde.

Le mouvement des pays non alignés

À la suite de la conférence de Brioni, en Yougoslavie (qui réunit l'Égyptien Nasser, l'Indien Nehru et le Yougoslave Tito en juillet 1956), se tient la conférence de Belgrade, du 1^{er} au 6 septembre 1961. Elle réunit vingt-cinq États : Yougoslavie, Inde, Égypte, Afghanistan, Arabie saoudite, Birmanie, Cambodge, Ceylan, Chypre, Congo, Cuba, Indonésie, Irak, Éthiopie, Ghana, Guinée, Liban, Maroc, Tunisie, Algérie, Somalie, Soudan, Yémen du Sud, Mali, Népal. Les pays trop liés aux États-Unis (Malaisie, Corée du Sud, Vietnam du Sud) ou à l'URSS (Corée du Nord, Vietnam du Nord, Chine) ne sont pas invités.

Il s'agit de créer non pas un troisième bloc, mais un espace entre les États-Unis et l'URSS, pour ne pas enfermer les pays du tiers-monde dans un choix binaire Est-Ouest qui ne correspond ni à leur histoire ni à leur intérêt. L'objectif est également d'achever une œuvre de décolonisation.

Un second sommet des pays non alignés se tient en octobre 1964 au Caire. Vingt et un nouveaux pays rejoignent le mouvement. L'élargissement se fait aux dépens du strict respect des critères de non-alignement : des pays pro-occidentaux et procommunistes sont présents. Selon Tito,

il s'agit de faire prendre conscience aux grandes puissances qu'« elles ne peuvent plus tenir entre leurs mains le destin du monde ».

La seconde vague de décolonisation

Dès la fin des années 1950, les pays issus de la décolonisation sont majoritaires à l'Assemblée générale des Nations unies. Ils vont se servir de cette dernière comme d'une tribune pour enclencher une seconde vague de décolonisation qui va toucher essentiellement l'Afrique.

Prenant le parti des colonies contre les métropoles, l'Assemblée générale adopte en 1960 la résolution 1541 qui proclame le droit à la décolonisation immédiate et inconditionnelle. La colonisation, contraire à la charte de l'ONU, compromet la paix mondiale. Le manque de préparation politique, économique et sociale ne saurait servir de prétexte pour retarder l'indépendance, toute action pour lutter contre le désir d'indépendance des peuples doit cesser.

Dans les colonies françaises d'Afrique, la loi-cadre Defferre adoptée en 1956 prévoit l'octroi progressif de l'autonomie politique aux colonies. Chaque territoire élit une assemblée qui investit un gouvernement, dont le président est le représentant de la métropole (le haut-commissaire). En 1958, après son arrivée au pouvoir, le général de Gaulle propose aux colonies, par voie de référendum, soit l'indépendance, soit l'appartenance à la Communauté qui vient d'être créée dans la nouvelle Constitution. Seule la Guinée de Sékou Touré choisit la première solution, rompant tout lien avec la France.

Bientôt les dirigeants africains veulent accéder à une souveraineté pleine et entière. Le général de Gaulle accepte

une révision du titre XII de la Constitution qui porte sur la Communauté. En 1960, les douze colonies françaises d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française, ainsi que Madagascar obtiennent l'indépendance et entrent à l'ONU, tout en établissant des liens étroits de coopération avec la France.

L'Afrique anglophone connaît également une décolonisation sans heurts, le Ghana ouvrant le bal en 1957, suivi du Nigeria (1960), de la Sierra Leone (1961), de l'Ouganda (1962), du Tanganyika (1961) – qui deviendra la Tanzanie en 1964 après la fusion avec l'île de Zanzibar – et du Kenya (1963).

La Rhodésie du Nord devient la Zambie en 1964. En Rhodésie du Sud, la minorité blanche décrète l'indépendance pour établir une politique d'apartheid.

Le Congo belge obtient son indépendance avec plus de difficultés et connaît une guerre civile en 1960, avec le soutien de l'URSS et l'intervention des Casques bleus de l'ONU pour mettre fin au conflit.

Seul le Portugal maintient ses possessions coloniales en Afrique jusqu'en 1975.

En Afrique du Nord, si la France réussit une décolonisation négociée en Tunisie et au Maroc (1956), les revendications nationalistes débouchent sur une longue guerre coloniale en Algérie, qui ternira son image dans le tiers-monde et précipitera la fin de la IV^e République. Le général de Gaulle y mettra fin en 1962, les accords d'Évian reconnaissant l'indépendance de l'Algérie. Contrairement à ce qui s'était passé en Tunisie et au Maroc, la population d'origine métropolitaine ne peut rester en Algérie.

La guerre du Biafra

Le Nigeria, dominé par les musulmans, va connaître la sécession du Biafra, région pétrolifère peuplée de chrétiens de l'ethnie Ibo. Or l'ONU s'oppose au droit de sécession afin d'éviter les manœuvres de division des ex-puissances coloniales.

Le 30 mai 1967, l'indépendance du Biafra est proclamée à la suite de massacres d'Ibos. La guerre est immédiate, le pouvoir central nigérian ne pouvant accepter de voir lui échapper ses réserves de pétrole. Les dirigeants biafrais sont isolés et dénoncent un génocide. La France aide le Biafra, le Nigeria étant appuyé par la Grande-Bretagne et l'URSS. Soumise à un blocus économique, une grande partie de la population meurt. Les images retransmises à la télévision créent un choc psychologique énorme dans le monde occidental et seront à l'origine de la création des mouvements humanitaires de type Médecins sans frontières. En janvier 1970, il est mis fin à la sécession.

Cuba : la crise des fusées

La détente commençait bien étrangement : avec la crise de Cuba. Soviétiques et Américains faillirent s'affronter directement. Mais chacun sut quelles limites ne pas dépasser. Les deux grandes puissances réalisèrent que, par-delà leurs divergences idéologiques, stratégiques et politiques, elles avaient un but commun, et pour le moins fondamental : éviter la guerre nucléaire.

L'île de Cuba est le dernier État latino-américain à obtenir l'indépendance face à l'Espagne en 1898. Mais il est exagéré de parler d'indépendance, tant l'influence des États-Unis est forte, tant politiquement qu'économiquement. En 1901, le Sénat américain adopte l'amendement

Platt, accolé à la Constitution cubaine, qui leur donne le droit d'intervenir militairement dans l'île.

Après une guérilla dans les montagnes cubaines et appuyé par les paysans, Fidel Castro arrive au pouvoir en janvier 1959. Il est nationaliste et progressiste mais non communiste, le parti communiste cubain ne s'étant allié à lui – après l'avoir combattu – que six mois avant la victoire.

Le spectre d'une guerre nucléaire

Très rapidement, les relations avec les États-Unis se dégradent. Castro, ignoré par le président Eisenhower lors d'une visite aux États-Unis en 1960, nationalise de nombreux biens appartenant aux compagnies américaines. En guise de sanction, les États-Unis refusent d'acheter le sucre cubain – qui représente 80 % des recettes d'exportation de l'île. Moscou se porte acquéreur.

Le 17 avril 1961, la CIA organise un débarquement dans la baie des Cochons. C'est un fiasco, la population de Cuba fait bloc autour de Castro. Celui-ci va rechercher le soutien de l'URSS – ravie de se faire un allié si proche des côtes américaines – et se déclare marxiste-léniniste. Cuba est proclamée « premier territoire libre de l'Amérique latine ». Castro affiche désormais pour objectif d'exporter la révolution dans l'ensemble de l'Amérique latine. Les États-Unis décrètent l'embargo à destination de Cuba, ce qui rendra le pays dépendant économiquement de l'URSS.

Le 22 octobre 1962, Kennedy révèle à l'opinion publique américaine et au monde entier la présence d'armes nucléaires sur l'île, lors du journal télévisé du soir : « Cette décision soudaine et secrète d'établir des armes stratégiques pour la première fois en dehors du territoire soviétique

est un changement de statu quo délibérément provocateur et injustifié que notre pays ne peut accepter [...]. Nous ne courrons pas prématurément et sans nécessité les risques d'une guerre mondiale dans laquelle les fruits de la victoire seraient cendres dans notre bouche, mais nous ne reculerons pas face à ce risque à tout moment où il faudra l'envisager. » Le spectre d'une guerre nucléaire soviéto-américaine est donc brandi.

Khrouchtchev réplique dès le lendemain en condamnant le blocus qualifié d'acte de piraterie, rappelant que l'URSS n'est pas ou n'est plus un État auquel on peut parler le langage de la force : « Si les agresseurs déclenchent la guerre », elle ripostera « en infligeant les coups les plus puissants ».

Des négociations houleuses

Mais Khrouchtchev cherche la paix. Il propose donc d'échanger la base soviétique de Cuba contre les bases américaines en Europe, ce qui est fort habile et suggère une équivalence entre la présence soviétique à Cuba et la présence américaine en Europe et en Asie. Pour les Américains, accepter reviendrait à démanteler tout leur système de sécurité mis en place dans le cadre de l'endigement.

Les navires américains restent en place pour faire respecter le blocus. Khrouchtchev, dos au mur, n'a que quelques heures pour prendre une décision avant que ses propres navires ne rencontrent la flotte américaine. Il ne peut, vu le rapport des forces locales, ni espérer forcer le blocus ni accepter que les bateaux soviétiques soient fouillés par la marine américaine. Il ordonne donc à ses navires de faire demi-tour, et fait continuer l'installation des fusées à

Cuba. Les Américains doivent choisir entre l'intervention militaire ou la négociation.

Le 26 octobre, Khrouchtchev fait passer un message secret à Kennedy, selon lequel il accepte de retirer les fusées si Washington lève le blocus et s'engage à ne pas attaquer Cuba. Pourquoi de telles concessions ? Parce qu'on lui reproche en URSS son aventurisme ? Parce qu'il est en position de force et peut se permettre une ouverture ? Toujours est-il que les Américains n'acceptent pas la proposition, durcissent le blocus et intensifient les vols de reconnaissance sur Cuba.

Les Soviétiques abattent un avion espion U2 au-dessus de l'île. Khrouchtchev déclare alors à la radio sur un ton modéré que les fusées soviétiques à Cuba, qui ne sont là que pour protéger l'île d'une attaque américaine, perdraient leur raison d'être si la menace disparaissait. Et le voici de faire un parallèle avec la situation des fusées américaines basées en Turquie.

Kennedy ne croit pas à l'efficacité des armes basées en Turquie. Il a, en Europe ou aux États-Unis, d'autres moyens de toucher l'URSS. Seule, l'objection d'Ankara à un retrait justifie leur maintien. Si ces armes n'ont plus une valeur militaire réelle, leur valeur politique est énorme. Elles sont la preuve d'un couplage de la défense de l'Europe et des États-Unis.

Kennedy répond à Khrouchtchev qu'il garantit la sécurité de Cuba si les Soviétiques retirent leurs fusées sous contrôle de l'ONU. *Quid* de la Turquie ? Robert Kennedy, frère du président et ministre de la Justice, promet d'en retirer les fusées prochainement, mais ne veut pas lier officiellement les deux affaires, afin que les États-Unis ne perdent pas la face.

La voix de Castro

Les bateaux soviétiques font en sorte que les avions américains puissent dénombrer sur leur pont leur matériel et les Soviétiques ne s'opposent plus à la poursuite des vols de reconnaissance sur l'île. L'affaire se termine donc sans affrontement. Mais Fidel Castro ne l'entend pas de cette oreille. Il comprend que son pays a été traité comme un pion par les Soviétiques et que les « 2 K » se sont entendus sur son dos. Cuba n'est pas envahie mais l'embargo demeure. Du coup, il refuse le système d'inspection international pour vérifier le démantèlement. Des foules manifestent à La Havane en criant : « *Nikita Mariquita, lo que se da no se quita.* »

Les relations soviéto-cubaines en seront durablement affectées. Castro a vu que la solidarité soviétique n'était ni illimitée ni désintéressée. Il faudra attendre les grandes difficultés économiques à Cuba au début des années 1970 pour assister à une normalisation des rapports soviéto-cubains. Les Américains ne sauront ou ne voudront pas profiter de cette brèche pour rétablir des relations normales avec Cuba.

La position personnelle de Khrouchtchev est très affaiblie au sein du PCUS. On lui reproche d'avoir fait subir une défaite diplomatique au pays. La popularité de Kennedy en revanche connaît une montée fantastique. Il a su se montrer ferme, faire reculer les Soviétiques, ne rien céder et déjouer la crise. En réalité, il a dû faire des concessions mais l'opinion publique l'ignore.

Castro voudrait exporter sa révolution dans l'ensemble de l'Amérique latine. Les inégalités sociales très fortes, la dépendance des gouvernements vis-à-vis des États-Unis, fortement ressentie par les populations, lui donnent une base. Mais les gouvernements latino-américains, effrayés par ses discours et sous pression américaine, excluent Cuba

de l'organisation des États américains en janvier 1962. Les guérillas se multiplient en Amérique latine sans déboucher pour autant sur la prise de pouvoir.

Les États-Unis multiplient les aides civiles et militaires à leurs alliés et ferment les yeux sur le caractère peu démocratique de nombreux régimes. En 1964, le gouvernement civil brésilien est remplacé par une dictature militaire. En 1965, les États-Unis n'hésitent pas à lancer une intervention militaire sur l'île de Saint-Domingue pour imposer un gouvernement à sa dévotion.

En 1966, Castro réunit à La Havane une conférence tricontinentale (Asie, Afrique, Amérique latine) afin d'organiser la lutte commune contre l'impérialisme américain. Il réunit des délégués des forces révolutionnaires de 82 pays. Ernesto Guevara¹ réclame la création d'« un, deux, trois... cent Vietnam ». Mais il sera tué en 1967, en Bolivie, à la tête d'une guérilla qui échoue. C'est la fin du rêve castriste d'une révolution globale en Amérique latine.

Crises et guerres au Proche-Orient

En l'espace de dix ans, entre la guerre de Suez et celle des Six-Jours, le nationalisme panarabe se renforce et Israël consolide sa puissance. Le rôle des deux grandes puissances, quoique discret, semble certain : l'URSS se montre soucieuse de protéger le tiers-monde tandis que les États-Unis se désolidarisent du monde arabe.

La guerre de Suez

Suez est la première manifestation du condominium soviéto-américain. Américains et Soviétiques se retrouvent

1. Argentin qui participe à la révolution cubaine, considéré comme le second de Castro.

ensemble contre les Français et les Britanniques, pourtant alliés de Washington.

Nasser, leader des militaires nationalistes qui veulent redonner de la puissance à la cause arabe, prend le pouvoir en Égypte en 1952 en renversant le régime du roi Farouk. Il souhaite voir l'Égypte à la tête du monde arabe et le tiers-monde jouer un rôle plus important dans l'équilibre mondial. Initialement ses relations avec le monde occidental ne sont pas mauvaises mais un enchaînement d'erreurs occidentales va modifier cela.

La première erreur est commise par les Anglo-Saxons : ils veulent associer l'Égypte au pacte de Bagdad. Liant les Britanniques, les Turcs, les Irakiens et les Iraniens, ce pacte est une sorte de prolongation de l'Alliance atlantique sur le flanc sud de l'URSS. Nasser refuse d'être associé à une opération antisoviétique qui le concerne peu et l'allierait aux Turcs, oppresseurs séculaires des Arabes.

La seconde erreur est américaine : les États-Unis refusent de livrer les armes modernes que leur demande l'Égypte. Du coup, celle-ci menace de s'adresser à l'URSS. Les Américains croient à un bluff et n'y prêtent aucune attention. Soucieux de montrer sa crédibilité, Nasser met sa menace à exécution. Les Soviétiques, qui voient la possibilité de s'engouffrer dans une brèche ouverte par les Occidentaux eux-mêmes, livrent donc des armes à l'Égypte, tout comme les Tchécoslovaques. C'est la première fois que des pays de l'Est fournissent des armements à un pays non communiste. Les Américains, en représailles, refusent de financer le grand barrage d'Assouan.

Le coup est rude pour le prestige de Nasser car ce barrage est considéré psychologiquement comme une nouvelle pyramide et aurait dû permettre d'irriguer un million

d'hectares. Afin de montrer que l'Égypte n'entend pas céder aux pressions occidentales, Nasser, le 26 juillet 1956, nationalise le canal de Suez.

Cette décision fait deux victimes : la France, la plus importante détentrice d'actions du canal, et la Grande-Bretagne, principale utilisatrice de cette voie maritime. Français et Britanniques s'inquiètent de voir la circulation dépendre désormais du bon vouloir égyptien. Ils veulent faire échouer la nationalisation du canal. Les Français reprochent également à Nasser d'aider les nationalistes algériens.

Les États-Unis sont plus soucieux de conserver de bonnes relations avec les pays arabes producteurs de pétrole que du transit à travers le canal, où leur part de trafic ne représente que 8 % ! Washington voit également dans cette affaire une bonne occasion de se substituer aux influences anglaise et française dans la région. L'URSS, elle, soutient la politique de nationalisation pour enraciner sa nouvelle alliance avec l'Égypte et embarrasser le monde occidental. En octobre, elle présentera son veto à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU rappelant la liberté de transit.

L'axe Paris-Tel Aviv

Depuis la première quinzaine de septembre 1956, les incidents se multiplient à la frontière israélo-jordanienne. Israël s'inquiète de la présence, sur le territoire du Sinaï à la frontière égypto-israélienne, de dépôts d'armes soviétiques. L'Égypte a en effet doublé le nombre de ses tanks (de 200 à 400) et triplé celui de ses avions (de 100 à 300). S'estimant menacé, mais disposant d'une supériorité militaire évidente, Israël recourt à ce qui sera appelé par la suite la « légitime défense préventive » et envahit le Sinaï dans la nuit du 29 au 30 octobre.

Cette intervention avait été en fait concertée avec les Français et les Britanniques, lors d'une réunion secrète, le 22 octobre à Sèvres, en présence du Premier ministre israélien Ben Gourion, du secrétaire au *Foreign Office* Lloyd et de Bourges Maunoury, président du Conseil. Le scénario est mis au point : Israël attaquera l'Égypte le 29, la France et le Royaume-Uni prétexteront alors que la sécurité du canal est en péril et adresseront aux deux belligérants un ultimatum exigeant le retrait de leurs troupes, faute de quoi, la zone du canal serait occupée.

Tout fonctionne comme prévu. Sous les ordres du colonel Moshé Dayan, Tsahal mène sa première campagne éclair, bouscule les troupes égyptiennes et fonce vers le canal de Suez. Les Français leur ont prêté des avions de combat *Mystère IV*, dont les cocardes ont été cachées par l'étoile de David. Et, le 30 octobre, la France et la Grande-Bretagne prennent comme prétexte la paralysie du Conseil de sécurité pour lancer un ultimatum à Israël et à l'Égypte et leur demander de retirer leurs troupes à treize kilomètres du canal. Israël bien sûr accepte, ce qui lui permet de conserver tout le Sinaï, et l'Égypte refuse car ce territoire est égyptien.

Les opérations militaires franco-britanniques débutent avec lenteur. Après une semaine de bombardement des aéro-dromes égyptiens qui n'opposent aucune résistance organisée, les parachutistes franco-britanniques occupent Port-Saïd le 5 novembre. Des débarquements de troupes suivent.

Succès militaire, échec stratégique

Pour le président Eisenhower, l'intervention franco-britannique constitue une rupture de la solidarité atlantique. Pour les pays arabes et asiatiques, c'est une manifestation de néocolonialisme. Pour beaucoup de pays européens, c'est

un affaiblissement considérable de la position occidentale à l'ONU.

Le 5 novembre, Boulganine, alors chef du gouvernement soviétique, envoie une note comminatoire à Eden (Premier ministre britannique), Guy Mollet (président du Conseil français) et David Ben Gourion (Premier ministre israélien), indiquant que l'URSS « est prête à utiliser toutes les formes modernes d'armes destructives s'il n'était pas mis fin à l'expédition ». L'allusion à une possible utilisation des armes nucléaires est évidente. L'existence même de l'État d'Israël est mise en cause.

Aux États-Unis, on est à la veille de la réélection du président Eisenhower. À Paris et à Londres, l'anxiété commence à faire jour. Elle est remplacée par la colère, lorsque Washington fait passer le message qu'il ne faut pas compter sur les Américains, puisqu'ils n'ont pas été consultés avant le début de l'opération. Les États-Unis spéculent contre la livre anglaise qui est au bord de l'effondrement. Le 6 novembre, Eisenhower annonce qu'elle ne sera renflouée que si la Grande-Bretagne accepte le cessez-le-feu qui vient d'être décrété par l'ONU.

La menace de l'URSS n'était que du « bluff », Boulganine l'a confirmé par la suite. Les Soviétiques ne seraient pas intervenus mais la réaction américaine avait rendu ce bluff crédible, Anglais et Français n'ayant pas les moyens de suivre les enchères pour voir dans le jeu de Moscou.

Toujours est-il que l'armada franco-britannique débarquée à Port-Saïd est obligée de rembarquer immédiatement. L'affaire se révèle être un fiasco. La France sort diminuée diplomatiquement alors qu'elle voulait intervenir pour punir les soutiens du FLN. Nasser regonfle le nationalisme arabe, il a su faire plier les Occidentaux.

La méfiance de la France vis-à-vis des États-Unis, qui se traduira en 1966 par la sortie de l'OTAN, prend naissance lors de cet épisode. Son impuissance face à la menace soviétique et à l'abandon américain a joué un rôle capital dans sa décision de se doter de l'arme nucléaire. Malgré une situation identique, la Grande-Bretagne n'a pas tiré les mêmes conclusions de la guerre de Suez. Elle comprend qu'elle a perdu son statut de superpuissance et qu'elle ne peut rien entreprendre sans l'appui américain.

Pour Israël s'ouvre une période nouvelle : sa supériorité militaire est évidente mais son action lui aliénera un grand nombre des sympathies qu'il avait auparavant dans le tiers-monde.

Pour l'URSS, Suez représente une fort belle opération. Alors que son régime intérieur est mal perçu, son action internationale est ressentie comme un facteur positif d'équilibre pour une part importante de l'opinion publique. Et dans beaucoup de pays du tiers-monde ou de décolonisation, elle passe pour un allié naturel contre un Occident qui refuse de prendre en compte ses aspirations. Elle comprend surtout que si la lutte entreprise contre l'Ouest est trop inégale dans le camp même de l'adversaire, elle peut marquer des points en passant par la « périphérie », par le Sud, et cela d'autant plus facilement que les erreurs politiques occidentales lui facilitent la tâche.

La guerre des Six-Jours

En 1967, les tensions entre Israël d'une part, la Syrie et l'Égypte de l'autre se font très vives. Nasser commet l'erreur de demander le retrait des Casques bleus déployés depuis la fin de la guerre de Suez dans le Sinäi. Les Israéliens, mettant en avant leur encerclement par un pacte égypto-syrien

auquel viennent de se rallier l'Irak et la Jordanie, déclenchent une guerre-éclair le 5 juin 1967. En quelques heures les aviations égyptienne, jordanienne et syrienne sont détruites. La péninsule du Sinaï (appartenant à l'Égypte), la Cisjordanie et Jérusalem-Est (sous souveraineté jordanienne) et la bande de Gaza sont totalement occupées. Les pays arabes, pris par surprise, sont vaincus. Le Conseil de sécurité proclame le 7 juin un cessez-le-feu qui ne sera effectif que le 10, après l'occupation par l'armée israélienne du Golan syrien. Israël quadruple la superficie de son territoire.

La France, jusqu'ici principale alliée d'Israël, modifie son attitude sous l'impulsion du général de Gaulle. Elle proclame un embargo sur les armes à destination du Proche-Orient qui, de fait, ne concerne qu'Israël. De Gaulle rompt l'Alliance stratégique avec Israël et se rapproche des pays arabes, tandis que Washington opère le mouvement inverse.

Le Conseil de sécurité adopte cinq mois plus tard la résolution 242 qui proclame l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre et le retrait des territoires occupés par les forces israéliennes, pour la cessation de l'état de belligérance et la reconnaissance de tous les États de la région. Mais cette résolution ne sera jamais appliquée. Israël ne se retire pas des territoires occupés, et perd son image de petit pays entouré de puissances hostiles pour être perçu comme une puissance militaire capable de s'imposer, fût-ce en violation du droit international. Pour le monde arabe, c'est une humiliation supplémentaire. Il s'est montré incapable de résister à Israël. La question des territoires occupés, qui seront bientôt peuplés de colons israéliens en violation des conventions de Genève relatives aux obligations des occupants militaires, va se transformer en question palestinienne.

Crises et guerres en Asie

Les États-Unis et l'URSS subissent deux échecs en Asie, les premiers avec la guerre du Vietnam, les secondes avec la Chine.

La guerre du Vietnam

En 1954, la France signe avec le Vietnam les accords de Genève qui mettent fin à la présence française en Indochine. Le Vietnam est divisé par le 17^e parallèle. Le Nord va aux forces communistes dirigées par Hô Chí Minh, le Sud aux forces anticomunistes.

Le gouvernement sud-vietnamien, corrompu et impopulaire, doit rapidement faire face à une rébellion du FNL (Front national de libération) soutenue par le gouvernement nord-vietnamien. Il fait appel à une aide américaine qui, au nom de la lutte contre le communisme, envoie des conseillers militaires dès 1958. C'est la théorie des dominos. Il faut éviter que la contagion communiste ne fasse tomber, les uns après les autres, les pays de l'Asie du Sud-Est dans l'orbite de Moscou et de Pékin, encore alliés à l'époque. Mais la présence de conseillers militaires ne suffit pas à vaincre le FNL. Kennedy décide alors d'engager plus fortement les États-Unis. C'est l'engrenage, et Washington va rapidement être pris dans le borbier vietnamien. L'envoi massif de soldats américains – 275 000 en juillet 1965, 543 000 en 1968 – ne modifie pas la situation sur le plan militaire. La guerre coûte cher aux États-Unis et son image dans le monde se dégrade. Une superpuissance s'attaque – sans succès – à un petit peuple qui lutte pour son indépendance.

La rupture sino-soviétique

Les Chinois n'ont pas apprécié le XX^e congrès et la déstalinisation. Ils y voient le renoncement des principes

marxistes-léninistes, la trahison de l'un des objectifs du communisme, à savoir la révolution mondiale, et une soumission aux États-Unis qualifiés par Mao de « tigre en papier » (impressionnant mais sans force réelle face aux véritables révolutionnaires). En 1956, Mao Tsé-toung lance « le grand bond en avant » et la création de communes populaires qui s'avéreront vite une catastrophe économique. Au cours de l'été, il bombarde les îlots de Matsu et Quemoy qui appartiennent à Taïwan. C'est un défi autant pour les États-Unis – protecteur de Taïwan – que pour l'URSS qui recherche une coexistence pacifique.

En 1959, inquiet de voir Pékin accéder à l'arme atomique, l'URSS rompt la coopération et annonce qu'elle n'aidera pas la Chine à se doter de l'arme nucléaire. Khrouchtchev suspend son aide économique à la Chine et rappelle les milliers d'experts et de techniciens que l'URSS y avait envoyés.

L'économie chinoise va être gravement affectée par la suspension de l'aide soviétique. En 1961-1962, l'URSS soutient des émeutes à la frontière du Xinjiang. Au-delà de la rivalité idéologique entre les deux principales puissances communistes, il s'agit bien d'une rivalité entre deux nations géantes. En 1962, l'URSS soutient l'Inde dans le conflit qui l'oppose à la Chine à propos du Tibet. Après la crise des fusées à Cuba, Pékin condamne ce nouveau recul de Moscou face à « l'impérialisme américain ».

Le 12 décembre 1962, au cours d'une réunion des représentants du parti communiste à Moscou, Khrouchtchev dénonce le « dogmatisme des dirigeants chinois ».

En mars 1963, les dirigeants chinois répliquent en ressortant le problème des « traités inégaux » imposés par la Russie à la Chine au XIX^e siècle en vertu desquels Moscou a conquis un nombre important de territoires.

Le 15 juin 1963, Mao envoie à Khrouchtchev une lettre en 25 points dans laquelle il récusé la prééminence du parti d'Union soviétique sur le mouvement communiste international. Les dirigeants soviétiques sont présentés comme les « tsars du Kremlin » et qualifiés de révisionnistes (car ils ont révisé les principes du marxisme-léninisme).

La rupture sino-soviétique est un coup dur pour Moscou. Le PCUS voit son leadership révolutionnaire mondial contesté. Mais, au-delà de l'aspect idéologique, l'État soviétique a désormais un ennemi – et de taille – supplémentaire.

Chapitre 4

La détente

L'arrivée de Nixon et de Kissinger à la Maison-Blanche marque un nouveau progrès dans les relations soviéto-américaines. L'approche moraliste et idéologique passe au second plan. Le réalisme – la *realpolitik* – sera désormais le fondement des relations Est-Ouest. Il s'agit d'éviter un conflit nucléaire – dont la crise de Cuba a prouvé qu'il n'était pas seulement théorique – et de limiter les conflits périphériques pour qu'ils n'aient pas de répercussions négatives sur les relations soviéto-américaines. Plus que jamais, Moscou-Washington est l'axe autour duquel s'organisent les relations internationales. Les deux superpuissances veulent gérer en commun les affaires mondiales. Il s'agit donc d'établir un condominium, un leadership stratégique qui se verra contesté, aussi bien politiquement qu'économiquement.

Le condominium soviéto-américain

Élu en 1968 à la présidence américaine, Nixon va développer et appliquer le concept de détente qui induit la limitation de la course aux armements par une politique d'*Arms Control* et la cogestion des conflits périphériques.

Le concept de détente

La détente n'est pas une paix véritable, pas plus que la guerre froide n'était une guerre réelle. La compétition entre les deux grands demeure. Pour reprendre l'expression

de Zhou Enlai, Premier ministre chinois, « les deux super-puissances dorment dans le même lit, mais font des rêves différents ». Si les rêves et les intentions réelles diffèrent, partager le même lit impose quelques obligations.

Un pragmatisme politique

Nixon, ancien sénateur, vice-président d'Eisenhower, candidat malheureux contre Kennedy en 1960, est un ultraconservateur et un anticommuniste virulent, adepte dans les années 1950 du maccarthysme. Il nomme Henry Kissinger conseiller national pour les affaires de sécurité.

Ce dernier est d'origine autrichienne et a émigré aux États-Unis en 1938. Admirateur de Metternich¹, il a consacré une thèse au Congrès de Vienne de 1815 qui, selon lui, a permis à l'Europe de vivre en paix pendant un siècle. Sur le mode du concert européen après 1815, il pense que l'avenir du monde repose sur un équilibre entre cinq grandes puissances : États-Unis, URSS, Europe, Japon et Chine. Cet équilibre doit prévaloir, fût-ce au détriment de l'aspiration des peuples qui voudraient la remettre en question. Il réfute à la fois le rêve de domination mondiale unilatérale des États-Unis – ce qui n'est plus dans leurs possibilités – et l'aspiration à un néo-isolationnisme. Il plaide en faveur d'un « désengagement pragmatique ». Nixon et Kissinger ne vont donc pas juger la nature du régime politique soviétique. Seul son comportement extérieur sera pris en compte. Peu importe que les valeurs soviétiques soient condamnables dès lors que la politique étrangère de Moscou est compatible avec la leur.

1. Ministre autrichien des Affaires étrangères, qui a dirigé le Congrès de Vienne en 1815 après les guerres napoléoniennes. Il fut partisan de l'équilibre des puissances pour maintenir la paix.

Cette nouvelle approche s'explique économiquement : les États-Unis n'ont plus la même puissance qu'en 1945. Leur part relative dans le PIB mondial a été ramenée de 40 à 25 %. De plus, la guerre du Vietnam, la menace d'une guerre nucléaire et la vulnérabilité de leur territoire aux armes soviétiques les conduisent à l'obligation de dialogue. L'URSS, débarrassée de son complexe d'infériorité, est parvenue à la parité stratégique avec les États-Unis, et peut parler d'égal à égal avec Washington. Parallèlement, Brejnev, qui a remplacé Khrouchtchev en 1964, ne croit plus à la possibilité de dépasser économiquement les États-Unis avant 1980. Le déclin américain n'est que relatif.

Le temps des négociations

La détente ne signifie pas que Moscou et Washington adhèrent à des valeurs communes, mais qu'ils travaillent au relâchement des tensions. La négociation se substitue à la confrontation et l'équilibre des forces à la recherche de la supériorité militaire.

Nixon écrira dans ses Mémoires : « Tout ce que l'on peut espérer de la détente, c'est qu'elle minimise la confrontation dans les zones marginales et fournisse au moins des alternatives dans les principales. » L'objectif est de stabiliser les relations bilatérales, de donner la priorité à la coopération sur l'affrontement et de stabiliser l'équilibre international afin d'éviter que les conflits régionaux ne dégénèrent et n'entraînent les superpuissances dans un conflit direct.

Kissinger met en place une politique du *linkage*. Il s'agit de créer une articulation entre deux problèmes qui ne sont pas liés *a priori* pour montrer aux dirigeants soviétiques qu'ils ne peuvent pas bénéficier des avantages de la coopération dans un domaine s'ils cherchent des avantages

unilatéraux dans un autre. Tous les dossiers étant liés, pour obtenir un avantage sur l'un, il faut faire des concessions sur l'autre.

Moscou et Washington s'estiment dépositaires de la stabilité internationale et pour la préserver ils vont établir un condominium qui sera jugé pesant pour les autres États. Chacun reste maître chez soi. Les États-Unis ne réagissent pas à l'entrée des chars russes à Prague en 1968. L'URSS ne bronchera pas lors du coup d'État sanglant – soutenu par les Américains – au Chili en 1973 qui va renverser le gouvernement de gauche d'Allende issu des élections.

En mai 1972, Nixon se rend à Moscou. C'est la première visite officielle d'un président américain en URSS. Outre les accords SALT (*Strategic Arms Limitations Talks*), sera signée une déclaration commune définissant les « bases des rapports mutuels entre les États-Unis et l'Union soviétique ». Voici les deux premiers principes.

« 1. L'URSS et les États-Unis se fonderont sur leur conviction commune qu'à l'âge nucléaire il n'existe pas d'autres bases que la coexistence pacifique pour étayer leurs relations. Les différences en matière d'idéologie et de systèmes sociaux, qui existent entre l'URSS et les États-Unis, ne font pas obstacle au développement de relations normales, basées sur les principes de souveraineté nationale, d'égalité, de non-ingérence dans les affaires intérieures et de réciprocité des avantages.

2. Ils estiment qu'il est d'importance majeure de prévenir les situations susceptibles d'envenimer dangereusement leurs relations. En conséquence, ils feront tout leur possible pour éviter des affrontements militaires et prévenir le déclenchement d'une guerre nucléaire. Ils feront toujours preuve de modération dans leurs relations mutuelles et

seront prêts à négocier et à régler les différends par des moyens pacifiques. Les échanges de vues et les pourparlers, portant sur des questions en suspens, seront menés dans un esprit de réciprocité, de concessions et d'avantages mutuels. »

La dissuasion

Si le terme de dissuasion est aujourd'hui inextricablement lié au nucléaire, le concept est cependant antérieur. Les Romains qui avaient pour précepte *Si vis pacem para bellum* – « Si tu veux la paix prépare la guerre » – l'appliquaient déjà. C'est l'idée qu'il faut être suffisamment puissant ou fort pour empêcher un éventuel adversaire d'avoir la tentation de passer à l'attaque.

Les dégâts que peut créer une explosion atomique sont tels qu'ils vont dissuader toute velléité agressive adverse. Le potentiel destructeur quasi illimité de l'arme nucléaire conduit à l'impossibilité de faire la guerre. Cela explique également les craintes qu'elle provoque dans les opinions publiques. Une guerre conventionnelle, quel que soit le cortège d'horreurs qu'elle peut comporter, n'implique pas la fin de l'humanité. L'usage de l'arme nucléaire, oui.

Dès 1946, le stratège militaire américain Bernard Brodie écrivait : « Jusqu'à maintenant, le principal objectif de notre appareil militaire était de gagner les guerres. Désormais son but principal est de les éviter.¹ » Robert Oppenheimer, le « père » de la bombe atomique américaine, avait comparé les deux puissances à deux scorpions enfermés dans une bouteille, ne pouvant dormir en paix mais devant se ménager pour survivre. Et, Raymond Aron, en 1948, avait

1. Bernard Brodie, *The Absolute Weapon: Atomic Power and World Order*, Harcourt, 1946.

résumé le nouveau système international avec cette formule devenue célèbre : « Guerre improbable, paix impossible¹. » L'accession de l'URSS à l'arme atomique va confirmer la formule. Toute guerre entre Moscou et Washington devient impossible car elle risquerait de ne pas connaître de limite à l'escalade. C'est la théorie de la *Mutual Assured Destruction* (« destruction mutuelle assurée ») en cas de conflit. *Mad* en anglais signifiant « fou », la guerre serait effectivement une folie, mais c'est parce qu'elle aurait été une folie qu'elle n'a pas eu lieu. La rivalité soviéto-américaine prend donc d'autres chemins. L'affrontement direct est purement verbal. Seuls les affrontements contre ou entre les alliés des uns et des autres peuvent être armés.

Cette course à l'armement, à la fois qualitative et quantitative, pour se maintenir au niveau de l'adversaire ou pour tenter de le dépasser, a conduit Soviétiques et Américains à disposer d'arsenaux au-delà de leurs besoins, et a provoqué un gaspillage des ressources. Moscou et Washington ont donc décidé de l'enrayer, avec des règles pour eux-mêmes et pour les autres. C'est ainsi qu'est née la maîtrise des armements (*Arms Control*).

La maîtrise des armements

L'*Arms Control* est le symbole de la détente. Il se distingue du désarmement, son objectif n'étant pas de réduire les niveaux d'armement, mais d'établir un équilibre des forces qui assure la sécurité. L'*Arms Control* consiste en la cogestion soviéto-américaine des niveaux d'armes nucléaires. Il s'appuie sur des accords multilatéraux et bilatéraux.

1. Raymond Aron, *Le Grand Schisme*, Gallimard, 1948.

La maîtrise multilatérale des armements

Les traités d'*Arms Control* multilatéraux s'adressent à l'ensemble de la communauté internationale mais ont été rédigés par Moscou et Washington pour essentiellement limiter l'accès au club nucléaire.

Le traité signé le 5 août 1963 à Moscou interdit les essais atmosphériques mais pas les essais souterrains, dont la détection est impossible. À l'époque, les superpuissances ont encore besoin de ces derniers pour perfectionner leurs arsenaux. Ils sont cependant plus difficiles à réaliser techniquement pour des puissances moyennes. C'est pour cela que la France et la Chine refuseront de signer.

Le traité de non-prolifération

C'est le plus significatif. Il est entré en vigueur en 1970. On peut distinguer deux sortes de prolifération. La prolifération verticale est l'augmentation du nombre d'armes nucléaires au sein des arsenaux des puissances nucléaires. La prolifération horizontale est l'augmentation du nombre d'États possédant l'arme nucléaire. C'est de ce second aspect que va s'occuper le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Il s'agit d'empêcher directement que trop d'États se dotent de l'arme nucléaire afin d'éviter qu'une guerre nucléaire accidentelle n'éclate, ou que les superpuissances soient entraînées dans un conflit qu'elles n'auraient pas déclenché. Mais il y a également, sous-jacente, l'idée que ce qui est bon pour les uns n'est pas bon pour les autres et que seules les très grandes puissances sont suffisamment raisonnables, ou responsables, pour gérer au mieux les armes nucléaires.

L'économie du TNP peut paraître assez simple et repose sur un équilibre factice des obligations prévues aux

articles 1 et 2 du traité. Selon l'article 1, les États nucléaires s'engagent à ne pas transférer d'armes nucléaires ou autres engins nucléaires explosifs à qui que ce soit, directement ou indirectement. Ils ne doivent, en aucune manière, aider un État à acquérir des armes. Selon l'article 2, les États non nucléaires s'engagent à renoncer à acquérir, fabriquer ou contrôler de telles armes. Là où le bât blesse, c'est que les États nucléaires renoncent à un « droit » qu'ils n'avaient aucune intention d'exercer, alors que les États non nucléaires renoncent à une faculté qui, pour certains d'entre eux, représentait un intérêt. D'où, d'ailleurs, le refus de certains États du tiers-monde de souscrire à ce traité.

Innovation sur le plan juridique, le traité prévoit que les obligations seront contrôlées par une agence internationale, l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA). Celle-ci pourra aller sur le territoire des États contrôler les installations nucléaires pour vérifier si les États non nucléaires ne détournent pas le nucléaire civil au profit du nucléaire militaire. Le contrôle sur le territoire est une nouveauté dans les relations internationales alors que les États sont très soucieux de leur souveraineté. Le contrôle ne s'applique pas aux États nucléaires puisque ceux-ci gardent le droit d'avoir des armes de ce type.

Pour de nombreux observateurs, le TNP est la consécration de l'inégalité par le droit. Les pays nucléaires restent nucléaires et réaffirment leur prédominance ; les pays non nucléaires ne pourront pas le devenir. Mais la non-prolifération ne se justifie-t-elle pas aisément ? L'arme nucléaire, utile pour la sécurité mondiale, risquerait d'être dangereuse si elle était trop largement répartie ou tout simplement banalisée.

Les États non nucléaires se voient donc obligés de renoncer à l'arme suprême, tandis que les États nucléaires non seulement

ne renoncent à rien, mais peuvent en plus augmenter librement leur arsenal. Le traité comprend bien un engagement vague de ces États à limiter leurs arsenaux, mais l'obligation est de négocier, non de parvenir à un résultat.

La France et la Chine critiquèrent ce traité qui ne les gênait plus, puisqu'elles étaient déjà puissances nucléaires. Elles en respectèrent cependant les règles qui correspondaient justement à leur intérêt de puissance nucléaire en y adhérant en 1992.

Pour l'Europe, le TNP signifie l'impossibilité à venir, de se doter d'une force nucléaire européenne autonome, car la plupart des pays européens souscriront au TNP. C'est notamment le cas de la RFA, au grand soulagement de l'URSS. Les principaux États du tiers-monde disposant des armes nucléaires ou développant des programmes dans cet objectif vont refuser de s'associer au TNP (Inde, Pakistan, Israël, Afrique du Sud, Argentine, Brésil).

Les autres traités

En 1959, les États géographiquement proches de l'Antarctique ou ayant des revendications territoriales sur cette zone se mettent d'accord pour « geler » leurs revendications territoriales et démilitariser la région. Il n'est donc pas possible d'y stocker des armes ou d'y édifier des installations militaires.

En 1967, les États latino-américains s'accordent pour dénucléariser leur continent. Ce traité fait directement suite à l'affaire de Cuba. Un protocole spécial au traité demande en échange aux puissances nucléaires de ne pas menacer avec leurs armes nucléaires les États signataires du traité.

La même année, un accord est conclu, interdisant la militarisation de la lune et la mise sur orbite dans l'espace

d'armes nucléaires ou de destruction massive. Cela n'empêche pas l'envoi éventuel de missiles balistiques qui passent par l'espace mais interdit d'y placer ces armes de façon permanente.

En 1971, c'est le fond des mers et le plateau continental qui font l'objet d'un traité. Il interdit d'y placer des armes nucléaires ou de destruction massive.

En 1972, un accord interdit la fabrication et la possession d'armes biologiques. Enfin, en 1977, ce sont les armes susceptibles de modifier l'atmosphère qui sont mises hors la loi.

Si l'on excepte le traité de 1972, qui a eu pour effet la destruction d'armes existantes, les traités en question sont plus préventifs que curatifs. Il s'est agi, à chaque fois, d'interdire de placer des armes dans des régions ou des zones où elles n'étaient pas pour l'instant mais où elles auraient pu être déployées.

Les accords bilatéraux

À proprement parler, l'accord conclu en 1963 entre les États-Unis et l'URSS, relatif à l'établissement d'une ligne de communication directe, « le téléphone rouge », ne porte pas directement sur la maîtrise des armements mais sur la gestion des crises. Néanmoins, il est traditionnellement rattaché à l'*Arms Control*, car il n'a d'utilité que du fait de l'existence de l'arme nucléaire.

C'est après la crise de Cuba qu'Américains et Soviétiques ont réalisé qu'il leur était indispensable, pour éviter qu'une crise ne dégénère, de pouvoir bénéficier d'un contact direct au plus haut niveau. Il permet d'éviter les pertes de temps ou les incompréhensions qui, à l'heure nucléaire, pourraient se révéler catastrophiques.

Les conversations dites SALT ont ouvert une voie dans le domaine de la limitation des armes stratégiques. Pour la première fois, États-Unis et Union soviétique ont entrepris des négociations bilatérales dont l'objet est de limiter leur propre armement et non plus d'empêcher d'autres États d'obtenir certaines armes. Les accords SALT I concernent à la fois la limitation des armes nucléaires offensives et défensives, toutes deux motivées par des raisons financières et stratégiques.

Pour ce qui est des armes offensives, chacun s'est rendu compte qu'une course débridée aux armements n'avait guère de sens, aucune des deux superpuissances ne pouvant prétendre distancer l'autre. Autant donc réguler le rythme de la course pour qu'elle soit supportable pour les deux et que personne ne songe à prendre un avantage unilatéral.

Le second volet de SALT I concerne les missiles anti-missiles, les ABM (*Anti Ballistic Missiles*). Soviétiques puis Américains avaient mis au point des armes capables d'intercepter et de détruire les missiles nucléaires de l'adversaire. Techniquement, c'était un progrès énorme puisque cela revenait à atteindre une balle avec une autre balle. L'idée de se protéger de missiles adverses et donc de se rendre invulnérable ne pouvait que tenter Moscou et Washington.

Mais le système de défense antimissile soulève quelques questions. Quelles pourraient être les retombées de la destruction d'une arme nucléaire par une autre arme nucléaire au-dessus d'une ville ? Le système peut-il être parfaitement efficace ? Quel serait le coût d'un programme de déploiement antimissile autour de chaque grande ville ? Enfin, l'illusion d'une invulnérabilité aux frappes adverses ne pourrait-elle pas déboucher sur une volonté d'agression ? La vulnérabilité mutuelle n'est-elle pas le meilleur gage de la sagesse ?

Les accords SALT nécessitent une multitude d'accords ou de déclarations communes ou unilatérales interprétatives. SALT I comprend un premier volet sur les ABM, conclu pour une période illimitée.

Aux termes de l'article 2 de ce traité, le système de missiles antibalistiques est « destiné à intercepter des missiles stratégiques ou leurs éléments dans leurs trajectoires de vol ». Il comprend actuellement des missiles intercepteurs, des lanceurs, des radars construits et mis en service pour avoir une fonction antibalistique.

Les parties conviennent de ne pas déployer de système ABM, ni pour la défense de leur territoire, ni pour la défense de telle ou telle région. Seule est autorisée la construction de part et d'autre de deux sites ABM. D'un accord commun, les deux parties conviendront en 1974 de fixer le plafond à un site de 100 ABM.

Le volet sur les armes offensives a été conclu pour une période de cinq ans. Chaque partie s'engage à ne pas faire obstacle à la vérification du traité pour les « moyens techniques nationaux de vérifications » (en clair les satellites espions).

Les deux parties s'engagent également à limiter le nombre de dispositifs de lancement de missiles balistiques installés à bord de sous-marins – qu'ils soient opérationnels ou en cours de construction – à la date de la signature de l'accord et à ne pas construire de nouveaux dispositifs terrestres destinés au lancement de missiles. Ces missiles, pour lequel un plafond quantitatif est fixé, peuvent cependant être modernisés : il suffit d'augmenter le nombre de têtes nucléaires sur chaque missile. La porte reste donc largement ouverte à une course aux armements qualitative.

Pour la première fois de l'Histoire, les deux États les plus puissants sont arrivés à un accord sur le nucléaire, et ont

consenti à un plafonnement des arsenaux, sans y être contraints autrement que par leur propre volonté.

L'accord intérimaire de cinq ans sur les armes offensives est prolongé par la signature en 1979 des accords SALT II qui limitent davantage les améliorations technologiques possibles et qui prévoient un plafond de 2 250 vecteurs pour chaque superpuissance. Mais SALT II ne fut jamais ratifié, à cause de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS. Ses principes seront cependant appliqués, preuve que chacun y trouvait son compte.

Les « colombes » (partisans du dialogue et de la voix diplomatique) ont reproché à la maîtrise des armements de n'avoir pas permis un réel désarmement. Les « faucons » (partisans d'une ligne dure et n'excluant pas l'usage de la force) lui reprochent d'avoir permis à l'URSS de rattraper les États-Unis sur le plan militaire. La situation aurait-elle été différente sans la maîtrise des armements ? Il semble bien que non.

La cogestion des conflits périphériques

La détente n'a pas mis fin aux conflits dits périphériques (parce que situés à la périphérie de la scène centrale de la rivalité Est-Ouest, à savoir l'Europe) mais elle a permis que ces affrontements indirects n'interfèrent pas de façon négative dans le dialogue stratégique des deux superpuissances.

La fin de la guerre du Vietnam

En dépit d'une présence massive (518 000 hommes déployés) et d'un avantage technologique impressionnant en matière de matériels militaires, Washington ne parvient pas à mettre fin à la résistance vietnamienne, aidée à la fois par Moscou et Pékin.

Des bombardements massifs américains sur les civils vietnamiens renforcent, au lieu de briser, la volonté de lutter contre les Américains. L'utilisation d'armes au napalm scandalise l'opinion publique internationale. Le prestige des États-Unis en souffre. Pour beaucoup, ils ne sont plus le peuple de la liberté et de la victoire contre le nazisme, mais le nouvel impérialisme qui lutte contre un petit peuple courageux.

Aux États-Unis même, les jeunes se révoltent contre une guerre qu'ils ne veulent pas faire et réproouvent moralement. L'argument selon lequel, si les Américains commettent des exactions au Vietnam, leur cœur et leur âme restent purs car l'objectif (la lutte contre le communisme) est moral, prend de moins en moins. En outre, la guerre coûte cher (50 millions de dollars par jour) et de plus en plus on se dit à Washington que le jeu n'en vaut pas la chandelle.

Arrivé au pouvoir en 1969, Nixon veut « vietnamiser » la guerre. Il s'agit de renforcer l'armée sud-vietnamienne, pour qu'elle puisse lutter contre le FNL et les Nord-Vietnamiens, avec l'aide (mais plus la participation directe) de l'armée américaine.

En mai 1972, avant de se déplacer à Moscou et alors que les États-Unis procèdent à des bombardements massifs sur le Nord-Vietnam, Nixon écrit à Brejnev en lui demandant, sans sacrifier « ses principes ou ses amis », de ne pas « laisser l'intransigeance d'Hanoï gâcher les perspectives d'une nouvelle relation soviéto-américaine ». La guerre du Vietnam n'empêche pas les relations soviéto-américaines. La détente le permet.

Le 27 janvier 1973, c'est l'accord de Paris mettant fin à la guerre ; 56 277 militaires américains ont été tués et 2 211 ont été portés disparus (*missing in action*). Le « syndrome

vietnamien » va frapper durablement les États-Unis qui seront réticents à intervenir militairement à l'extérieur.

Après le retrait américain en avril 1975 et la violation de l'accord de Paris, Saïgon est envahi par les troupes du Nord-Vietnam et devient Hô Chí Minh-Ville. Le Laos voisin devient également République populaire et les Khmers rouges s'emparent du pouvoir au Cambodge, établissent un régime de terreur qui va déboucher sur un véritable génocide.

De nombreux Vietnamiens fuient leur pays clandestinement par bateaux (*Boat People*) car le régime communiste installe une dictature très sévère. Ce n'est qu'après la chute du mur de Berlin que le Vietnam se libéralisera et s'ouvrira au monde occidental.

Le Proche-Orient. La guerre du Kippour

Le 6 octobre 1973, au cours de la célébration de la fête juive de Yom Kippour et pendant la période du Ramadan, Égyptiens et Syriens attaquent l'armée israélienne dans le Sinaï et le Golan. Les forces israéliennes, trop sûres de leur supériorité et sous l'effet de la surprise, sont rapidement bousculées et doivent refluer. À partir du 12 octobre et grâce à une aide militaire américaine massive, elles repoussent les armées arabes. Le 23 octobre, le cessez-le-feu est proclamé. Militairement la guerre débouche sur un *statu quo* mais l'Égypte et la Syrie apparaissent comme les gagnants. L'humiliation des défaites de 1948, 1956 et 1967 est effacée, le mythe de l'invincibilité de l'armée israélienne entamé.

La collaboration entre Moscou et Washington a permis de limiter l'étendue du conflit. Craignant que Moscou ne donne une garantie nucléaire aux pays arabes, Washington met ses propres forces nucléaires en état d'alerte. Les

superpuissances sont obligées de négocier pour ne pas être entraînées par le biais de leurs alliés dans une escalade nucléaire. Surtout qu'Israël, déjà doté d'une capacité nucléaire autonome clandestine, a mis ses propres forces en alerte, au cas où son armée ne pourrait pas rétablir la situation par les seuls moyens conventionnels. Chacun fait donc pression sur ses alliés (Washington sur Tel-Aviv, Moscou sur Le Caire et Damas) pour les amener à accepter la résolution onusienne 338 qui établit le cessez-le-feu. Le dialogue bilatéral entre Américains et Soviétiques a permis d'éteindre le feu qui menaçait d'embraser le Proche-Orient.

Du 19 au 21 novembre 1977, le leader égyptien Anouar el-Sadate fait un voyage surprise à Jérusalem et propose la paix à Israël. C'est la première visite d'un chef d'État arabe en Israël. Sous l'égide du président américain Carter, les accords de Camp David (résidence du président américain) sont signés entre le Premier ministre israélien Begin et le président égyptien Sadate en septembre 1978. En échange d'un traité de paix et de la reconnaissance d'Israël, l'Égypte obtient la restitution du Sinaï occupé par Israël depuis 1967. Mais les pays arabes radicaux (le front de refus) condamnent l'Égypte qui est exclue de la Ligue arabe. Les États-Unis affirment leur rôle central au Proche-Orient.

Le condominium fragilisé

Les deux superpuissances ne parviennent pas à imposer leur volonté aux autres États, alliés ou non alignés.

L'Ostpolitik

Berlin était le seul point de passage entre l'Est et l'Ouest. Si l'on ne pouvait pas passer librement de RDA en RFA,

le passage de RDA à Berlin-Est se faisait sans problème. Le statut de la ville faisait que l'on pouvait passer librement du secteur oriental au secteur occidental et, depuis la fin du blocus, de Berlin-Ouest on pouvait rejoindre la RFA. Berlin constituait donc une brèche dans le rideau de fer, et de nombreux Est-Allemands s'y étaient engouffrés.

Un dialogue impossible

En 1960, 152 000 Allemands de l'Est avaient rejoint la RFA par Berlin ; 72 000 allaient les suivre dans les quatre premiers mois de 1961. Entre 1949 et 1961, on estime à 3,5 millions le nombre d'Allemands de l'Est qui ont « choisi la liberté ». La moitié avait moins de 25 ans, le quart entre 25 et 45 ans. Pour la RDA, c'est un double défi. Politique tout d'abord, parce qu'il s'agissait du désaveu cinglant du régime. Économique ensuite, puisque c'est de ses forces vives que la RDA se vidait.

Aussi, dans la nuit du 15 août 1961, le gouvernement de la RDA fait édifier un mur le long de la ligne de démarcation. Le mur, bientôt appelé « mur de la honte », vient marquer physiquement la séparation de l'Allemagne et constituera le dernier geste spectaculaire de la guerre froide.

À Bonn, les gouvernements, chrétiens-démocrates depuis 1949, ont toujours refusé de reconnaître l'ensemble des frontières allemandes et notamment la ligne Oder-Neisse entre la RDA et la Pologne. La RFA souhaite la réunification et, selon la doctrine Hallstein (ministre des Affaires étrangères du chancelier Adenauer), elle rompt ses relations diplomatiques avec tout pays qui reconnaît la RDA, c'est-à-dire avec les pays socialistes. Malgré un commerce intense entre les deux Allemagne, Bonn parle de la RDA comme de la « zone d'occupation soviétique ».

L'œuvre de Willy Brandt

En 1966, les élections législatives amènent au pouvoir une « grande coalition » entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates. Ces derniers accèdent au pouvoir pour la première fois depuis 1945. Willy Brandt, le leader social-démocrate, devient ministre des Affaires étrangères et abandonne la doctrine Hallstein. En 1969 il est élu chancelier et peut former un gouvernement avec le petit parti libéral (centre) sans les chrétiens-démocrates.

Il met en œuvre l'*Ostpolitik* (politique à l'Est) dont le père intellectuel est Egon Bahr¹. Pour celui-ci : « Pour modifier un *statu quo*, il faut d'abord le reconnaître. » Il veut donc faire reconnaître la division de l'Allemagne pour en atténuer les effets négatifs et, pourquoi pas, la dépasser. Dans sa déclaration d'investiture, Brandt annonce son intention de « changement par le rapprochement ». Pour Brandt et Bahr, la RFA a intérêt à normaliser sa relation avec l'Est. D'abord, pour des raisons de sécurité et des raisons politiques : la situation présente restreint considérablement la marge de manœuvre diplomatique de la RFA, notamment vers des pays de l'Est avec lesquels les contacts ont été nombreux dans l'histoire. Ensuite, pour des raisons économiques, parce que les relations commerciales avec l'Est sont entravées. Enfin, pour des raisons humanitaires, pour permettre à des familles séparées par le rideau de fer de renouer des contacts.

Le premier geste de Willy Brandt est de faire adhérer la RFA au traité de non-prolifération des armes nucléaires. Puis il ouvre des négociations directes avec l'URSS pour aboutir à la signature du traité de Moscou le 12 août 1970.

1. Proche conseiller de Willy Brandt, il jouera un rôle majeur dans la conception et la mise en œuvre de l'*Ostpolitik*.

Par ce traité, les deux pays renoncent à l'usage de la force dans leurs rapports et affirment « ne pas avoir de revendications territoriales d'aucune sorte envers qui que ce soit ». Il est, en outre, stipulé que la RFA et l'URSS considèrent « inviolables les frontières de tous les États européens », incluant la ligne Oder-Neisse « qui constitue la frontière occidentale de la République populaire de Pologne ».

Le 3 septembre 1970 est signé un traité germano-polonais reconnaissant la ligne Oder-Neisse comme frontière de la Pologne. En septembre 1971, le traité quadripartite sur Berlin est signé. L'URSS garantit le libre accès à la ville et reconnaît l'existence de liens particuliers entre la RFA et Berlin-Ouest, tout en précisant qu'elle ne fait pas partie intégrante de la République fédérale. Enfin, le 21 septembre 1972, la RDA et la RFA signent « le traité fondamental », par lequel les deux États allemands se reconnaissent en tant qu'entités séparées et établissent entre eux des rapports officiels. Bonn abandonne sa prétention à représenter l'Allemagne dans son ensemble. Étant précisé que les deux Républiques ne sont pas « étrangères », elles n'échangeront pas des ambassades mais des « représentations permanentes ». Se dessine ainsi, au moins théoriquement, la perspective d'une éventuelle réunification.

Le SPD remporte haut la main les élections de 1972, ce qui montre que le peuple ouest-allemand approuve massivement l'*Ostpolitik*. Certains Occidentaux redoutaient une dérive à l'est de la RFA. L'histoire a tranché ce débat. L'*Ostpolitik* a, au contraire, constitué les semailles de la perestroïka et de la réunification allemande. La reconnaissance de la division de l'Allemagne allait permettre, vingt ans plus tard, d'y mettre fin.

La RFA normalise ses rapports avec la Tchécoslovaquie qui réclamait l'annulation officielle des accords de Munich de 1938.

En 1973, les deux Allemagnes sont admises ensemble à l'ONU. Helmut Schmidt (SPD) remplace Willy Brandt, qui démissionne après l'implication de son chef de cabinet Gunther Guillaume dans une affaire d'espionnage au profit de la RDA. Plus modéré que Brandt et plus atlantiste, il poursuit la même politique, ainsi d'ailleurs que les chrétiens-démocrates lorsqu'ils reviendront au pouvoir en 1982. Ce sera même le chancelier Kohl qui recevra la première (et dernière) visite d'un leader est-allemand en RFA, Eric Honecker.

Les accords d'Helsinki

La conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) s'ouvre en juillet 1973 et aboutit, le 1^{er} août 1975, à la signature des accords d'Helsinki. L'idée en avait été lancée par Molotov en 1954. Elle fut reprise de nombreuses fois mais s'était toujours heurtée au refus occidental pour deux raisons : à cause de la RDA dont la participation à la conférence signifiait implicitement la reconnaissance... et à cause des États-Unis dont la présence à une conférence purement paneuropéenne était exclue.

Après la mise en œuvre de l'*Ostpolitik*, ces deux obstacles sont levés : les pays du pacte de Varsovie acceptent la présence du Canada et des États-Unis et l'hypothèque de la reconnaissance de la RDA a été levée.

La CSCE va donc réunir 35 pays, tous les Européens (sauf l'autarcique Albanie), les États-Unis et le Canada. Les États y participent à titre individuel. On sort donc officiellement de la logique bloc à bloc, même si les États forment des

groupes (OTAN, pacte de Varsovie, pays neutres et non alignés [PNNA]).

Les décisions sont prises par consensus, c'est-à-dire qu'aucun État ne doit y faire obstacle. Il y a quatre « corbeilles », la quatrième sur la coopération en Méditerranée n'a guère eu d'impact.

La première répond à la demande soviétique. Elle traite des « questions relatives à la sécurité en Europe », elle établit la reconnaissance des frontières existantes en Europe et de leur inviolabilité. Néanmoins, la RFA obtient que soit préservée la possibilité de modifications par des moyens pacifiques et par voie d'accords pour ne pas mettre fin à toute perspective ultérieure de réunification. L'acte final stipule que « les États participants s'abstiennent de toute intervention, directe ou indirecte [...] dans les affaires des autres États participants, quelles que soient leurs relations mutuelles. » Cette corbeille prévoit également des mesures de confiance. Les manœuvres militaires, à partir d'un certain seuil, doivent être notifiées aux autres États. Cela permet d'écartier le spectre d'une attaque surprise.

La deuxième corbeille traite de coopération technique, scientifique et culturelle. La troisième corbeille concerne les droits de l'homme, la « libre circulation des idées et des hommes ». Les termes sont vagues, l'engagement n'est pas juridiquement formel, mais elle fournit un cadre politico-légal pour combattre la politique répressive de l'URSS. À l'intérieur du pacte de Varsovie, les dissidents vont s'appuyer sur ce texte. À l'extérieur, les pays occidentaux s'en serviront pour mettre en accusation le non-respect par l'URSS de ses obligations et pour la soumettre à un tribunal permanent qui va accélérer le jugement de l'Histoire.

La construction européenne

Le départ du général de Gaulle, auquel succède Georges Pompidou, lève le veto français à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE. Edward Heat, Premier ministre conservateur depuis 1970, est favorable à l'adhésion, dans laquelle il voit un moyen d'enrayer le déclin relatif de la Grande-Bretagne depuis 1945. Son PIB est alors inférieur à celui de l'Allemagne et de la France. Parallèlement, l'Eire (la République d'Irlande), le Danemark et la Norvège se portent candidats. L'élargissement de l'Europe est signé en janvier 1972 mais le référendum de ratification est repoussé par une majorité (53 %) d'électeurs norvégiens. L'Europe des Six devient l'Europe des Neuf ; elle compte 250 millions d'habitants et devient la deuxième puissance économique mondiale derrière les États-Unis.

Les pays européens sont conscients qu'il ne suffit pas de s'élargir, mais qu'il faut aussi approfondir leur coopération. En 1973-1974, ils ont réagi en ordre dispersé au choc pétrolier et n'ont pas su dégager une politique énergétique commune face aux pays producteurs de pétrole et aux États-Unis.

Kissinger lance en 1973 « l'année de l'Europe » pour dissiper les malentendus transatlantiques liés aux troubles monétaires et au choc pétrolier, mais il attribue aux États-Unis une vocation mondiale et cantonne l'Europe à des responsabilités régionales.

En 1972, a été créé le « serpent monétaire » pour limiter les fluctuations de cours entre les devises européennes. Il débouchera en 1979 sur la création du système monétaire européen (SME) qui stabilise les taux de change grâce à la création d'une monnaie de référence l'Ecu (*European Currency Unit*), définie à partir de l'ensemble des monnaies européennes à proportion de leur part relative dans l'économie de la CEE.

En 1976, le Conseil européen décide de faire élire le Parlement européen au suffrage universel. Les premières élections de ce type auront lieu en 1979.

Le réveil de l'Asie

L'Asie se met à compter sur l'échiquier mondial. C'est à la fois économique et stratégique.

L'émergence du Japon

Avec deux chocs nucléaires, le Japon est vaincu militairement et détruit économiquement. Dépourvu de richesses naturelles, il semble avoir peu d'atouts. Il va pourtant connaître un essor remarquable. Plutôt que de conquérir des territoires afin de gagner de nouveaux marchés, les Japonais, qui ont compris que les excès de militarisme peuvent être fatals, vont passer directement à la conquête de ces marchés.

La guerre de Corée (qualifiée de « cadeau des dieux » par le Premier ministre Yoshida) et la présence massive de soldats américains en Asie ont permis le redécollage économique du pays. L'ex-ennemi des États-Unis est devenu la base avancée de Washington dans la lutte contre le communisme en Asie-Pacifique.

L'objectif du redressement économique fut accepté par l'ensemble des Japonais qui ont beaucoup travaillé, beaucoup épargné et peu dépensé. Le MITI (ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur) organise la coopération des grands groupes industriels et une planification souple.

Le Japon connaît une croissance économique inégalée – proche de 10 % par an –, au point de créer le qualificatif de « croissance à la japonaise ». Délaissant toute ambition

politique, il se consacre uniquement au développement de son PIB – ce qui fait dire au général de Gaulle après la visite du Premier ministre japonais : « Je voulais voir un homme politique japonais, je n'ai reçu qu'un marchand de transistors. »

En 1950, le PIB japonais représentait le tiers de celui de la Grande-Bretagne. À la fin des années 1970, il représente l'équivalent de celui de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne. C'est que le Japon exporte massivement des produits de consommation courante. L'accent est mis sur la scolarisation, la recherche et la robotisation. C'est tout naturellement qu'il figure parmi les pays fondateurs du G7 (les sept pays les plus industrialisés) en 1975.

Le rapprochement sino-américain

L'important, dans une relation à trois, c'est d'avoir de bonnes relations avec les deux autres protagonistes, tandis que ceux-ci s'entendent mal. C'est en partant de ce principe – et sans plus s'interroger sur la nature du régime chinois qu'ils ne le faisaient sur celui de l'URSS – que Nixon et Kissinger décident de « jouer » la carte chinoise.

Après la rupture sino-soviétique de 1961, les relations entre les deux géants du communisme se sont dégradées au point de déboucher sur des affrontements frontaliers sur l'Oussouri en 1969. Pékin accuse Moscou de trahir les idéaux marxistes-léninistes et d'abandonner l'objectif de la révolution mondiale pour développer ses relations avec les États-Unis. Mais Mao est tenté lui aussi de normaliser ses relations avec Washington.

Le rapprochement sino-américain commence en avril 1971 avec l'envoi d'une équipe américaine de ping-pong à Pékin. En juillet de la même année, Kissinger effectue une

visite secrète en Chine pour préparer la venue de Nixon ; ce dernier se rend à Pékin du 21 au 28 février 1972. Tout cela sans que les alliés européens ou le Japon n'aient été consultés ou informés à l'avance.

Pékin et Washington sont tous les deux gagnants. La Chine est réintégrée dans la communauté internationale. Elle récupère le siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, occupé jusqu'en octobre 1971 par Taïwan. Elle va même renforcer son image de porte-parole du tiers-monde. Pour les États-Unis, c'est le moyen d'exercer une pression sur les Soviétiques et de leur montrer la variété de leurs partenaires.

La guerre indo-pakistanaise de 1971

Depuis leur accession à l'indépendance, la rivalité indo-pakistanaise n'a jamais cessé. Le Pakistan, moins peuplé et moins étendu que l'Inde, est affaibli par sa configuration géographique. Ses deux provinces, le Pakistan oriental et le Pakistan occidental, sont séparées par l'Inde et distantes de 1 700 kilomètres. Divisées ethniquement, leur seul trait commun est la religion musulmane.

Le Pakistan oriental (Bengali), surpeuplé et s'estimant spolié de ses ressources naturelles par le Pakistan occidental, revendique l'autonomie puis proclame l'indépendance en mars 1971. Une guerre civile commence.

L'Inde – qui a signé avec l'URSS un traité d'amitié et de coopération en août 1971 – intervient en décembre au Pakistan oriental, où la famine fait rage. Elle gagne facilement la guerre contre le Pakistan occidental et renforce sa position de puissance régionale. La sécession est reconnue et le Bangladesh sera admis à l'ONU.

La crise économique internationale

L'instabilité du dollar et le choc pétrolier, sur fond de guerres du Vietnam et du Kippour, ont des conséquences partout dans le monde, notamment dans les pays en voie de développement.

Le marasme monétaire

Selon le système du *Gold Exchange Standard*, le dollar, dont le taux de change est fixé (35 dollars pour une once d'or), sert de monnaie internationale pour les échanges commerciaux mondiaux à l'instar de l'or. Mais la donne économique sur laquelle ce système avait été bâti après 1945 va être modifiée. Les investissements américains dans le monde, notamment en Europe, le déficit commercial et les dépenses dues à la guerre du Vietnam rendent nécessaire l'émission à une grande échelle par les États-Unis d'un trop grand nombre de dollars circulant, et la diminution du stock d'or américain par un effet de ciseaux rend impossible le maintien de la parité dollar/or.

Le 15 août 1971, Richard Nixon est contraint de suspendre sans préavis la convertibilité du dollar en or. Les États-Unis exigent – pour prix de leur protection militaire – que les pays européens et le Japon fassent des concessions commerciales et monétaires. Depuis le milieu des années 1960, ils réalisent un partage du fardeau (*burden-sharing*) de la défense commune. En décembre 1971 et en février 1973, le dollar sera dévalué, tandis que le mark et le yen sont réévalués.

Les perturbations monétaires – alors que le dollar sert toujours de monnaie internationale – vont s'avérer un facteur inflationniste et de crise économique, monétaire et commerciale.

Le choc pétrolier

C'est dans ce contexte qu'intervient le « choc pétrolier » consécutif à la guerre du Kippour. Le 16 octobre 1973, en pleine guerre du Kippour et pour riposter à ce qu'ils considéraient comme un engagement des Occidentaux en faveur d'Israël, les membres de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (Opep) décident la réduction de leur production tant qu'Israël n'a pas évacué les territoires occupés et l'augmentation des prix de 3 à 5 dollars le baril.

À l'époque, gaz et pétrole représentaient 65 % de la consommation mondiale d'énergie. Les pays industrialisés sont les plus grands consommateurs sans être producteurs (à l'exception des États-Unis, de l'URSS, de la Grande-Bretagne et de la Norvège). Les producteurs sont principalement situés dans le golfe Arabo-Persique, au Nigeria, au Mexique et au Venezuela. Depuis le début des années 1970, des pays comme l'Algérie ou la Libye ont nationalisé leur production.

En décembre 1973, le prix du baril passe à 11,65 dollars. Il a quadruplé en trois mois. Il atteindra 34 dollars en 1985. Dans le monde occidental, c'est la fin de l'énergie bon marché. L'inflation se déchaîne, la croissance est ralentie, le chômage explose, c'est la fin des Trente Glorieuses – trente années de croissance économique qu'a connues le monde occidental après 1945.

Les difficultés de dialogue Nord-Sud

Les secousses du choc pétrolier atteignent aussi le tiers-monde qui les subit de plein fouet, mais de manière différente selon les pays. Il vaudrait mieux parler *des* tiers-mondes car l'unité de situations et de points de vue ne caractérise plus cet ensemble. À côté des pays pétroliers

qui s'enrichissent prodigieusement grâce à la hausse du prix du pétrole, surtout s'ils n'ont pas de forte population comme les États du Golfe, il y a des pays sans ressources qui s'appauvrissent davantage ; et les pays nouvellement industrialisés qui voient leur facture énergétique s'alourdir, mais sans briser leur dynamisme économique (exemple des « 4 dragons » asiatiques : Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong Kong).

Le 1^{er} mai 1974, l'Assemblée générale des Nations unies (Agonu) proclame l'instauration d'un « nouvel ordre économique international » fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance et l'intérêt commun.

Les États du tiers-monde, sous l'impulsion du groupe des 77 (nombre d'États du tiers-monde réunis à l'AGNU), proclament la souveraineté permanente sur les richesses naturelles et luttent, à l'instar de ce qui s'est passé pour le pétrole, pour la hausse des prix des matières premières dont ils sont producteurs et dont les pays industrialisés sont les consommateurs.

Malgré les efforts de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) et l'adoption en décembre 1974 de la charte des droits et devoirs économiques des États, le dialogue Nord-Sud se révélera impuissant à résoudre le problème de développement inégal dans le monde. Le fossé entre riches et pauvres va au contraire se creuser.

Deuxième partie

Vers un monde multipolaire

L'effondrement – presque par surprise – du monde bipolaire, réalisé de façon pacifique, ne permet pas, contrairement aux espoirs initiaux, la mise en place d'une véritable sécurité collective gérée par l'ONU. Les rivalités nationales, qui n'avaient pas réellement disparu, remplacent la compétition idéologique Est-Ouest. Les États-Unis, soulagés de ne plus avoir de rival à leur mesure après l'implosion de l'URSS, pensent que le monde est devenu unipolaire. Ils ne réalisent pas que la globalisation produit l'émergence de nombreuses autres puissances, qui marque la fin du monopole occidental. Celui-ci aura duré cinq siècles.

Progressivement et subrepticement se met en place un monde en voie de multipolarisation.

Fin de la détente et nouvelle guerre froide

À partir de la fin des années 1970 les relations soviéto-américaines se dégradent. Les deux partenaires sont déçus des résultats de la détente.

L'Union soviétique voit sa croissance diminuer, d'autant plus qu'elle continue à vendre, à des prix bien inférieurs aux cours mondiaux, son pétrole aux pays de l'Est. La détente n'a pas débouché sur une coopération économique et commerciale avec les États-Unis. L'URSS n'a, par exemple, jamais obtenu de Washington la clause de la nation la plus favorisée parce que l'amendement Jackson-Vanik voté par le Sénat après le sommet de Moscou conditionnait l'octroi de cette clause à la liberté d'émigration des Juifs soviétiques, à laquelle Moscou s'est toujours refusée. Quel aveu d'échec que de laisser penser que des citoyens soviétiques avaient envie de fuir le pays ! Et autoriser l'émigration de Juifs soviétiques sans concession d'Israël sur les territoires occupés aurait ruiné la politique arabe de l'URSS.

De leur côté, les Américains sont également partagés sur les bénéfices qu'ils ont retirés de la détente qui n'a jamais été approuvée massivement, surtout parmi les conservateurs. L'URSS, sous couvert de détente, aurait grignoté les positions américaines, inversé en sa faveur l'équilibre mondial, obtenu la parité sur le plan stratégique et élargi son influence dans le tiers-monde. Ils accusent la détente d'avoir affaibli unilatéralement les États-Unis.

Mais ce qui est perçu comme affaiblissement des États-Unis n'est-il pas dû plus à une érosion mécanique de la puissance américaine qu'à la détente ? Pouvait-on demander à Moscou de ne jamais heurter les intérêts occidentaux ? Cela aurait signifié, pour reprendre des termes du général de Gaulle, que l'on serait passé de la détente (un mélange de compétition et de coopération) à l'entente (où chacun concourt aux mêmes objectifs).

Les superpuissances dans Les turbulences

Incapables de maîtriser les difficultés auxquelles elles sont confrontées, les superpuissances sont entrées dans une période de turbulences.

L'apparent affaiblissement américain

Les États-Unis, mal remis de la guerre du Vietnam, semblent bousculés par des événements qu'ils ne contrôlent pas.

L'effet Carter

Nixon est contraint à la démission le 8 août 1974 à cause du scandale du Watergate (espionnage du quartier général électoral du Parti démocrate). Le vice-président Gerald Ford lui succède, Spiro Agnew, le vice-président élu, ayant dû démissionner entre-temps, emporté par un scandale financier. Le tout sur fond de « syndrome vietnamien »... L'Amérique connaît une crise morale et s'interroge sur ses valeurs.

C'est dans ce contexte que Jimmy Carter, ancien gouverneur de Géorgie, inconnu du public, remporte la primaire démocrate puis l'élection présidentielle de 1976. Mettant en avant ses convictions religieuses, il tient un discours moraliste

et fait de la défense des droits de l'homme l'axe central de sa politique étrangère. Il soutient publiquement les dissidents soviétiques. C'est la rupture de l'accord tacite de la détente selon lequel les États-Unis ne se préoccuperaient pas des affaires intérieures du régime soviétique. Carter croit au contraire que la promotion de l'idéal démocratique est une arme dont les États-Unis doivent se servir. Son engagement en faveur des droits de l'homme va s'étendre aux États latino-américains où les dictatures sévissent.

Washington, qui s'était montré jusqu'à présent peu sévère à propos des violations de la démocratie, se distancie du Chili, du Brésil, de l'Argentine et de l'Uruguay, fait pression en faveur de la libéralisation de ces régimes et diminue les aides financières et militaires.

Carter signe en 1978 un traité avec le Panama prévoyant le transfert du contrôle du Canal assuré par les Américains au Panama pour 1999. Il s'agit d'effacer l'image négative d'une puissance impérialiste laissée par la guerre du Vietnam. Là encore, Carter estime qu'à long terme le meilleur moyen de contrer l'influence soviétique est de faire concorder leurs actes et leurs discours, ce qui n'avait pas été le cas auparavant.

Au Nicaragua, la dictature brutale et dynastique des Somoza, lâchée par son protecteur américain en raison de la gravité des violations des droits de l'homme auxquelles elle s'est livrée, doit abandonner le pouvoir en 1979. La guérilla sandiniste, quoique composée de nationalistes, progressistes et marxistes, se voit soutenue par les États-Unis.

Carter estime que l'exemplarité de sa politique est sa meilleure arme. Ses adversaires l'accusent de faire preuve d'angélisme et de n'être pas assez sensible aux rapports de force.

Les avancées soviétiques de la détente

Après la signature des accords de Paris, les Vietcongs et leurs alliés nord-vietnamiens arrivent à Saïgon d'où les derniers Américains sont évacués en catastrophe. La ville est rebaptisée Hô Chí Minh-Ville et, très vite, les alliés révolutionnaires du Vietnam prennent le pouvoir au Laos et au Cambodge. En Asie, le monde communiste paraît en expansion.

En Afrique, l'URSS avance ses pions, mettant à profit la décolonisation portugaise après la « révolution des Œillets » de 1974¹, qui conduit l'Angola, le Mozambique et la Guinée-Bissau à l'indépendance.

En Angola, trois mouvements anticoloniaux se disputent le pouvoir. Le FNLA (Front national de libération de l'Angola) et l'Unita (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), à base ethnique, sont pro-occidentaux ; le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) est marxiste et se veut national. En janvier 1975, selon un accord signé avec le Portugal, ces trois mouvements doivent se partager le pouvoir mais les divergences sont trop fortes et une guerre civile éclate avant la date officielle de l'indépendance fixée au 11 novembre 1975. Le MPLA l'emporte rapidement et contrôle la capitale. Le FNLA et l'Unita vont être aidés par le Zaïre (actuelle République démocratique du Congo, RDC) et l'Afrique du Sud avec l'appui des Américains. C'est alors que les Cubains décident d'envoyer un corps expéditionnaire pour aider le MPLA. L'ont-ils fait sur ordre de Moscou comme le pensent les adversaires de la détente ? Il semble plutôt que ce soit une décision de Castro seul. Mais cela est vécu comme une avancée soviétique dans le continent africain.

1. Qui renverse le régime dictatorial en place au Portugal depuis 1933.

Au Mozambique, le Frelimo (Front de libération du Mozambique) qui arrive au pouvoir est, quant à lui, uni. Le nouveau président, Samora Machel, effectue sa première visite en URSS en mai 1976. Le Mozambique a besoin de garanties vis-à-vis de son voisin sud-africain où règne l'apartheid. Là aussi le recours à Moscou est en partie dicté par la crainte des alliés de l'Occident dans la région.

En Éthiopie – seul pays africain à n'avoir jamais été colonisé – le négus Haïlé Sélassié s'appuie sur les Américains pour lutter contre une tentative de sécession en Érythrée. Une grande sécheresse en 1973 vient frapper un pays mal dirigé et fait 100 000 morts. L'armée prend le pouvoir en septembre 1974. L'année suivante, la république est proclamée. Une guerre civile et ethnique explose et le colonel Mengistu fait appel à l'aide soviétique en février 1977. L'URSS va abandonner son allié somalien (3 millions d'habitants) en guerre contre l'Éthiopie (20 millions) à propos de l'Ogaden. En 1978, c'est le Yémen du Sud qui passe dans le camp soviétique.

La révolution iranienne

Sous l'impulsion du shah Reza Pahlavi et grâce à ses immenses ressources pétrolières, l'Iran, depuis le début des années 1960, était considérablement monté en puissance. Nixon pensait en faire le gendarme régional du golfe Arabo-Persique. Le pays s'était modernisé à marche forcée et se dotait de l'armée la plus puissante de la région. Cela avait entraîné de grandes inégalités sociales, le développement de la corruption, la ruine de la petite paysannerie et l'exode rural. Pour faire face au mécontentement populaire, le régime du shah avait mis en place une politique particulièrement répressive en s'appuyant sur une police politique peu regardante sur les méthodes employées, la Savak.

Le clergé chiite, branche minoritaire de l'islam de tradition plus revendicative que le sunnisme, est le pilier de la contestation populaire. Son représentant, contraint à l'exil en Irak puis en France, l'ayatollah Khomeini, multiplie les appels à renverser le shah et à établir un pouvoir religieux. Le 16 janvier 1979, le shah doit quitter Téhéran. Khomeini devient le guide de la République islamique, instaure un régime religieux sévère, voire obscurantiste, qui supprime de nombreuses libertés individuelles et la libéralisation des mœurs. La condition féminine subit un recul important. L'Iran rompt avec Israël, apporte son soutien aux Arabes radicaux et cesse d'être l'allié fidèle des États-Unis accusés d'avoir soutenu le shah et renversé le régime démocratique de Mossadegh en 1958. Pourtant Carter n'est pas intervenu pour sauver le régime du shah au nom de la liberté des peuples et de ses convictions démocratiques.

En novembre 1979, des « étudiants islamiques » envahissent l'ambassade des États-Unis et prennent les diplomates américains en otages. C'est un fait sans précédent dans l'histoire des relations internationales du fait de la protection traditionnelle accordée aux représentants des pays étrangers. Le raid militaire pour aboutir à la libération des otages en avril 1980 tourne au fiasco. L'orgueil des États-Unis est une nouvelle fois, après la guerre du Vietnam, bafoué par un pays beaucoup plus faible.

L'URSS dans l'impasse

Les années 1970 vont se caractériser pour l'URSS par un cocktail de stagnation économique et d'activisme intense sur le plan international. Le monde occidental va de nouveau craindre l'expansionnisme soviétique.

L'Afghanistan

État tampon entre l'URSS et l'Inde, après l'avoir été entre la Russie et l'Empire britannique des Indes, l'Afghanistan est un pays très peu développé et neutre. En 1978, l'aile dure du parti communiste afghan s'installe au pouvoir grâce à un coup d'État. La politique de nationalisation et de distribution des vivres et de l'eau est mal acceptée par la population traditionaliste attachée à la religion. Le parti communiste, implanté dans les milieux intellectuels de Kaboul, n'est pas en phase avec le peuple des campagnes et veut instaurer un rythme de réformes trop rapide. Très vite, une guerre civile éclate et menace la survie du régime.

C'est dans ces circonstances que l'URSS décide d'intervenir militairement le 27 décembre 1979. Brejnev n'a pas souhaité le coup d'État de 1978 mais, celui-ci fait, il lui paraît impossible de laisser un régime communiste se faire renverser. Le dogme de l'irréversibilité du passage au socialisme serait mis à mal et cela donnerait un mauvais exemple aux pays du pacte de Varsovie. Par ailleurs, Moscou ne souhaite pas voir un régime hostile s'installer à sa frontière.

Les pays occidentaux s'inquiètent. L'URSS aurait-elle des visées sur le golfe Arabo-Persique ? C'est la première fois que l'Armée rouge intervient massivement en dehors du pacte de Varsovie. Alors qu'elle s'était toujours présentée comme l'alliée des pays du tiers-monde contre l'impérialisme américain, cette fois-ci c'est elle qui envahit un État du tiers-monde.

Le 14 janvier 1980, l'Assemblée générale des Nations unies adopte par 104 voix contre 18 une résolution condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan. Le crédit de l'URSS dans le tiers-monde est entamé. Les pays

islamiques sont les plus virulents. C'est la fin de la détente soviéto-américaine. Jimmy Carter avait auparavant déclaré, lors d'une interview avec Frank Reynolds (ABC News) le 31 décembre 1979 : « L'événement a changé mon opinion sur les buts ultimes des Soviets de manière plus dramatique que quoi que ce soit qu'ils aient fait depuis que je suis en fonction. » Les accords de SALT II ne sont pas ratifiés, les Occidentaux (à l'exception de la France) boycottent les Jeux olympiques de Moscou de 1980 et la peur du danger soviétique va contribuer à faire élire Ronald Reagan à la présidence américaine.

Les armées soviétique et afghane se battent contre la résistance afghane qui tient l'essentiel du territoire en dehors de Kaboul. Les moudjahidin baptisés « combattants de la liberté » par Reagan sont soutenus par les États-Unis *via* le Pakistan, la Chine et de nombreux pays islamiques, particulièrement l'Arabie saoudite. On ne se soucie pas, dans les capitales occidentales, du caractère extrémiste qu'ont de nombreux combattants islamiques fondamentalistes. Les bombardements massifs de l'Armée rouge ne parviennent pas à réduire la résistance, mais 4 millions d'Afghans doivent fuir le pays pour se réfugier au Pakistan ou en Iran.

L'URSS connaît le syndrome vietnamien. La guerre s'enlise, coûte cher, et est impopulaire à Moscou, même s'il est impensable d'y organiser des manifestations contre elle.

L'État de guerre en Pologne

La Pologne est le pays du pacte de Varsovie où la société civile avait le plus résisté à l'influence du parti communiste, sous l'égide du clergé. La récession économique qui frappe le pays amène le gouvernement à entreprendre des mesures d'austérité, notamment une hausse des produits

alimentaires de 100 % en 1980. Les grèves de protestation se multiplient au cours de l'été, notamment dans les chantiers navals de Gdansk où un électricien, Lech Walesa, devient le porte-parole et le héros de la contestation. Les grévistes réclament ponctuellement des compensations salariales mais leur objectif est plus large : limiter progressivement les zones d'intervention du Parti-État. Les intellectuels du KOR (Comité de défense des ouvriers), créé en 1976, les conseillent sur la stratégie.

Durant l'été 1980, les grèves parties du littoral de la Baltique s'étendent à toute la Pologne. Le pouvoir doit négocier. Le 31 août, il signe les fameux accords de Gdansk. Sous la pression syndicale, de nombreux responsables de la débâcle économique doivent quitter leurs postes, certains sont même poursuivis. La radio et la presse se libéralisent. Les prisonniers d'opinion sont libérés. Pour la première fois dans un pays de l'Est, un syndicat indépendant du parti communiste se voit reconnaître une existence légale.

Deux pouvoirs se font face : le Parti et son leader Jaruzelski d'une part, Solidarnosc (Solidarité), le nouveau syndicat, et Walesa d'autre part. Le 31 décembre 1981, l'état de guerre est proclamé. C'est en fait un véritable coup d'État préparé avec la minutie d'une opération chirurgicale. En une nuit, Solidarnosc est décapité. Officiellement, il y a 5 906 arrestations. Toutes les communications sont coupées. La résistance ouvrière est brisée en cinq jours. L'un des affrontements les plus violents a lieu à la mine de Wujek, où plusieurs mineurs sont tués.

La reprise en main est menée directement par l'armée polonaise, ce qui est d'un moindre coût politique pour l'URSS et ne remet pas en cause le parti communiste.

Mais, contrairement à ce qui s'est passé en 1968 en Tchécoslovaquie, le monde occidental ne va pas rester indifférent aux événements polonais. La Pologne se retrouve isolée et l'URSS est mise au ban des accusés comme puissance impérialiste et non démocratique. Elle est sur la défensive.

La bataille des euromissiles

Dans le milieu des années 1970, l'URSS déploie de nouveaux missiles terrestres, les SS-20, baptisés « euromissiles » car leur portée est insuffisante pour atteindre les États-Unis. Pour Moscou, il s'agit d'une décision « technique » de modernisation d'une catégorie d'armes. Mais dans un climat international dégradé, ce geste est vu dans le monde occidental comme une nouvelle tentative de l'URSS d'obtenir des avantages unilatéraux.

Les Européens craignent alors un « découplage » de leur défense et de celle des États-Unis. En décembre 1979, l'OTAN adopte la « double décision ». Les États-Unis décident de déployer des missiles de croisière et des Pershing II¹ à partir de 1983 si, d'ici là, une négociation soviéto-américaine n'aboutissait pas à un accord de désarmement. Moscou profite du décalage entre l'ouverture des négociations et le déploiement des missiles américains pour accuser Washington de relancer la course aux armements et faire pression sur les gouvernements européens.

Malgré une forte mobilisation d'une partie des opinions publiques ouest-européennes (d'importantes manifestations antinucléaires, notamment en Allemagne), les Occidentaux tiennent bon et, devant l'échec de la négociation, les premiers déploiements de Pershing ont lieu

1. Missiles balistiques de moyenne portée, comparables aux SS-20.

en novembre 1983. Moscou a perdu la partie et n'a fait que renforcer la cohésion des pays membres de l'Alliance atlantique. Le symbole de cette cohésion est le discours prononcé par François Mitterrand en 1983 devant le Bundestag pour plaider en faveur du déploiement des Pershing auquel s'opposent les sociaux-démocrates allemands. Même un président socialiste, qui a une relation compliquée avec l'OTAN et dont le premier gouvernement comprend de surcroît des communistes, est entièrement solidaire de Washington.

La politique de l'URSS n'a réussi qu'à mobiliser le monde occidental et une grande partie du tiers-monde contre elle. En novembre 1980, Ronald Reagan est élu à la présidence américaine sur un programme de restauration de la puissance américaine face à l'URSS qu'il dénonce comme « l'empire du Mal ».

En septembre 1983, la chasse soviétique abat un avion de ligne de la Korean Air Lines, avec 269 passagers, qui avait franchi son espace territorial. Erreur de pilotage ou manipulation des services américains ? Toujours est-il que l'indignation est terrible. Le rejet de l'URSS n'a jamais été aussi généralisé depuis 1945.

L'isolement international de l'URSS

L'URSS est un État qui n'a presque pas de pays amis ou alliés. En Europe de l'Est, des décennies après la guerre, elle est toujours aussi impopulaire en dehors des cercles dirigeants. Les pays qui lui sont liés par contraintes se sont résignés à faire partie de sa sphère d'influence et n'ont pas voulu disposer de l'autodétermination.

En Europe occidentale, le modèle idéologique soviétique est en panne. L'anticommunisme s'est renforcé, notamment

après les révélations de Soljenitsyne sur l'existence des goulags. Le communisme n'exerce plus le même pouvoir d'attraction sur les intellectuels. Même les partis communistes occidentaux ont pris leurs distances avec le modèle soviétique – trop repoussant pour les électeurs – en élaborant au milieu des années 1970 l'eurocommunisme, une version plus démocratique et ouverte que l'original soviétique.

Il faut dire aussi que l'URSS n'est plus « la Mecque » du communisme ; la Chine se pose en concurrent et propose une alternative socialiste aux pays du tiers-monde. D'autre part, les bonnes relations sino-américaines font que l'URSS se sent encerclée entre l'OTAN et la Chine.

En Afrique et en Amérique latine, le modèle de développement soviétique a échoué. L'entrée des chars russes à Kaboul a mis fin à l'image de l'URSS alliée et protectrice des pays du tiers-monde contre l'impérialisme américain. Au Proche-Orient, l'Égypte a opté pour une alliance avec les États-Unis après les accords de Camp David. L'URSS peut certes compter sur la Syrie à laquelle elle fournit gratuitement une importante aide militaire, mais cette dernière n'est ni docile ni fiable, comme peuvent l'être l'Irak et la Libye.

En Asie, le déploiement des SS-20 a eu pour effet d'augmenter les dépenses militaires japonaises et de mettre en place une plus grande coordination stratégique entre le Japon et les Occidentaux, les États-Unis notamment.

Les plus fidèles soutiens de l'URSS sont donc des pays pauvres auxquels il faut accorder une importante aide économique et militaire. Ce sont Cuba, le Vietnam et l'autarcique Corée du Nord.

Le condominium ébranlé

Engluées dans leurs difficultés propres, les deux super-puissances n'exercent plus le contrôle ni sur leurs protégés respectifs, ni sur la marche du monde. Par ailleurs, de nouveaux conflits éclatent ; leur logique et leur déroulement échappent à Moscou et à Washington.

Un contrôle relâché

Dans les années 1980, les États-Unis et l'URSS assistent impuissants à l'évolution de la situation mondiale. L'attractivité de l'Europe, l'émergence de l'Asie-Pacifique et l'éclatement du tiers-monde diminuent leur influence.

Une Europe attractive

L'Europe communautaire poursuit son élargissement au sud. La Grèce rejoint la CEE en 1981, le Portugal et l'Espagne en 1986. Pour ces pays-là, l'intégration à l'Europe communautaire est le résultat du passage de la dictature à la démocratie.

Dans cette Europe qui veut achever d'abolir les barrières tarifaires, les capitaux et les hommes commencent réellement à circuler librement. L'Espace européen – qui compte désormais 320 millions d'habitants – s'unifie et la coopération politique s'accroît. Le sommet de Fontainebleau de 1984, qui a permis de résoudre les problèmes de la contribution britannique, est un grand pas en avant.

Le Royaume-Uni et l'Union européenne : de l'intégration à la CEE jusqu'au Brexit

Lors d'un célèbre discours de 1946, le Premier ministre britannique Winston Churchill avait évoqué les « États-Unis d'Europe », dans le but de protéger le continent de la menace soviétique. Cependant, il en excluait la Grande-Bretagne.

Le Royaume-Uni, qui souhaitait dans un premier temps rester en dehors de la construction européenne et ne pas être relié au continent par ce projet, a refusé d'intégrer la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Il a créé, avec six autres pays, l'Association européenne de libre-échange (AELE). Le général de Gaulle, qui voyait de son côté le Royaume-Uni comme le cheval de Troie des Américains, s'y opposait. L'adhésion de Londres à la construction européenne aurait constitué un frein à son projet d'autonomie du continent à l'égard des États-Unis. Deux candidatures britanniques seront rejetées, en 1963 et 1967. Elle sera finalement acceptée par les Français en 1973 et par 67 % des Britanniques lors d'un référendum sur l'adhésion en 1975. En 1979, Margaret Thatcher, tout juste élue Premier ministre, juge la contribution britannique au budget européen trop élevée et demande un rabais, accordé en 1984. En 1992, Londres ratifie le traité de Maastricht, mais ne souhaite pas rejoindre la monnaie unique. En 2013, David Cameron, afin de faciliter sa victoire aux élections de 2015 face à une opinion de plus en plus eurosceptique, promet un référendum sur l'Europe. Le 23 juin 2016, malgré la mobilisation des milieux économiques, le « oui » à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) l'emporte par 51,9 % des voix. Après plusieurs années de négociations autour des conditions de sortie et de la relation post-Brexit entre Londres et l'UE, le Royaume-Uni quitte l'Union européenne le 31 janvier 2020.

Pour beaucoup de Britanniques, la relation spéciale avec les États-Unis (ou les liens avec le Commonwealth) compte plus que le projet européen. Ils ont en effet toujours eu la crainte de se voir imposer des règles par Bruxelles. Londres fut un partenaire réticent qui a joué un rôle plutôt de frein que de moteur, et qui a envisagé l'Europe plus comme un espace économique que comme celui d'une construction politique.

L'effet d'attraction de l'Europe grandit tant sur ses voisins (Turquie, Autriche, Suisse) que sur les pays méditerranéens (le Maroc fait acte de candidature) et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) dont 66 d'entre eux sont liés à la CEE par les accords de Lomé renouvelés en 1984.

En juin 1985, « l'Acte unique » est adopté. Il prévoit d'achever la création d'un grand marché unique européen pour le 1^{er} janvier 1993. À cette date, personnes, marchandises, services et capitaux pourront circuler librement dans le plus grand marché interne du monde, ce qui doit permettre de stimuler l'économie. Les pays membres s'engagent en outre à réunir régulièrement leurs ministres des Affaires étrangères pour définir une politique extérieure

commune. L'Europe, dont le point faible était la division et l'émiettement, semble bien partie ; certains prédisent qu'elle va faire jeu égal, si ce n'est plus, avec les États-Unis.

L'émergence de l'Asie-Pacifique

En 1984, pour la première fois, le commerce des États-Unis avec les États riverains du Pacifique dépasse celui réalisé avec les pays atlantiques. Reagan et une grande partie de son entourage sont des Californiens et se méfient de l'establishment de la côte Est (Atlantique) plus traditionnellement tournée vers l'Europe. Aussi, certains n'hésitent pas à prédire que, de même que l'Atlantique a détrôné la Méditerranée, le Pacifique est le prochain centre du monde.

Le Japon poursuit son essor économique pour devenir la deuxième puissance économique mondiale derrière les États-Unis. Grâce à la force de sa monnaie, le yen, et à son taux d'épargne élevé, il devient le banquier du monde. Les Japonais vont accepter, à la demande des pays occidentaux qui se plaignent d'importants déficits commerciaux, de réévaluer leur monnaie afin de rendre plus chères leurs exportations. Cela va surtout leur permettre, grâce à cette monnaie forte, d'investir massivement aux États-Unis et en Europe. Le Japon limite, certes, ses dépenses militaires à 1 % de son PIB mais, de par la taille de ce dernier, il se situe alors au cinquième rang des dépenses militaires mondiales.

Tirés par la croissance japonaise, suivent les quatre dragons (Taiwan, Corée du Sud, Singapour, Hong Kong) qui, à l'instar du Japon, ont connu une forte croissance économique alors qu'ils sont dépourvus de ressources naturelles. Ils fondent leur réussite sur une industrialisation rapide, un système éducatif efficace, une inflation maîtrisée et un taux d'épargne élevé, une politique agressive d'exportation et

une main-d'œuvre qualifiée et peu chère. Les nouveaux pays industriels (NPI) asiatiques, dont le PIB par habitant était comparable à celui des États africains (ces derniers regorgeant de ressources naturelles étaient considérés comme ayant un meilleur potentiel de développement au début des années 1960), ont, dès la fin des années 1980, rattrapé le niveau de l'Europe méditerranéenne. Ces pays ont cependant tous une fragilité : la menace nord-coréenne pour la Corée du Sud, les pressions de Pékin pour Hong Kong et Taïwan, la petite taille du pays et de la population pour Singapour. L'essor économique permet à Taïwan et à la Corée du Sud de se démocratiser.

L'éclatement du tiers-monde

Le choc pétrolier, le marasme économique et le décollage des NPI vont faire voler en éclats la solidarité des pays du tiers-monde et l'idée même qu'ils forment un tout. Quoi de commun entre un pays africain riche en matières premières mais où la corruption et l'inefficacité empêchent tout décollage économique, un État du golfe Arabo-Persique d'autant plus opulent que sa rente pétrolière bénéficie à une population très réduite, un État d'Amérique centrale rongé par la guerre civile et un dragon d'Asie ? Il n'y a pas *un* mais *des* tiers-mondes. Au bas de l'échelle, on peut distinguer les PMA (pays les moins avancés). Dans l'ensemble des pays, les chiffres moyens masquent mal une très grande inégalité de la répartition des richesses. Les pays pauvres ont des élites très riches. Il faut encore distinguer les pays qui comptent sur l'industrie pour décoller, ceux qui misent sur l'agriculture, les pays à forte ou à faible population, etc.

Cette diversité de situation aboutit à la rupture d'une solidarité de « classe » qui aurait uni les pays du tiers-monde dans un dialogue Nord-Sud. L'unité est de façade et plus

un thème de discours qu'une réalité. Les pays les plus dynamiques ou les plus chanceux comptent avant tout sur eux-mêmes.

Les pays du Nord tirent parti de ce manque d'unité pour refuser un plan global d'aide. Le sommet Nord-Sud de Cancun (1981) peut bien décréter l'ouverture de négociations globales sur les grands problèmes économiques mondiaux, le programme restera lettre morte sous la pression des pays industriels libéraux pour lesquels la notion d'aide est un non-sens économique (États-Unis de Reagan, Grande-Bretagne de Thatcher, Japon). L'aide sera donc non pas globale mais nationale (France, pays scandinaves) ou issue de l'Union européenne.

Le surendettement du tiers-monde pose cependant un problème dont les répercussions se font sentir au Nord. Avec 200 milliards de dollars en 1988, le remboursement de la dette devient supérieur aux excédents commerciaux. Les pays du Nord ont dès lors du mal à récupérer leurs prêts et le commerce international est ralenti.

L'éclatement économique du tiers-monde s'accompagne d'un éclatement politique. Le non-alignement est en crise : le mouvement s'élargit et compte maintenant des pays très liés à l'un ou à l'autre bloc. En 1979, le sommet des non-alignés qui se déroule à La Havane connaît des dissensions internes, entre modérés (pro-occidentaux) et radicaux (prosoviétiques) et entre certains de ces membres qui sont en guerre (Égypte, Libye, Iran, Irak, Afghanistan, Cambodge, Vietnam). Le mouvement perd de sa vitalité.

Les conflits non contrôlés

En dehors du théâtre central où la dissuasion empêche tout déclenchement de conflit européen, le reste de la planète

est traversé de nombreux affrontements que les super-puissances ne sont plus en mesure de contrôler.

Le Liban

Pays multiconfessionnel (chrétiens maronites unis à Rome, orthodoxes, musulmans, chiites et sunnites), le Liban vivait sur un pacte confessionnel. Coincé entre les ambitions de la Syrie (qui aurait voulu que le Liban lui soit rattaché à l'indépendance) et Israël, ce pays prospère fut déséquilibré par l'afflux de réfugiés palestiniens qui ont fui les territoires occupés et la Jordanie. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) va y établir des camps armés. Le 13 avril 1973, les phalangistes chrétiens attaquent un car de Palestiniens et tuent ses occupants. C'est le début de la guerre civile au Liban, principalement entre chrétiens (qui estiment que l'équilibre confessionnel du Liban est rompu par la présence palestinienne) et l'OLP. Les atrocités sont nombreuses ainsi que les destructions matérielles. En 1977, les Syriens interviennent en faveur des chrétiens libanais, dans une alliance apparemment contre nature.

Israël multiplie, pour sa part, les interventions au Liban Sud, pour y établir une zone de sécurité qu'il contrôle par le biais de supplétifs. Le Liban entre dans une période d'anarchie, son économie autrefois florissante est détruite et la situation devient incontrôlable.

Après des tirs d'artillerie en provenance du Liban Sud (où l'Iran aide les chiites), Israël lance une opération militaire d'envergure le 6 juin 1982. La Finul (Casques bleus déployés par l'ONU en 1978) ne peut pas empêcher l'avance des troupes israéliennes qui parviennent bientôt aux portes de Beyrouth, pour en faire le siège et multiplier les bombardements. Le 30 août, le leader de l'OLP,

Yasser Arafat, quitte Beyrouth sous protection française et italienne.

L'armée israélienne entre dans la capitale et laisse les extrémistes phalangistes massacrer 2 000 réfugiés palestiniens (hommes, femmes et enfants) dans les camps de Sabra et Chatila, désormais sans protection de l'OLP. Israël n'a pas réussi à détruire l'OLP et se replie en conservant le contrôle du Liban Sud. Israël, pour la première fois, ne peut pas plaider la légitime défense. Le Liban s'enfonce dans le chaos et devient le refuge des différentes factions terroristes. Le 23 octobre 1983, un attentat coûte la vie à 239 soldats américains et 31 soldats français déployés dans le cadre d'une force multinationale. On soupçonne la Syrie de l'avoir commandité afin de conserver le contrôle du Liban. Après des négociations inabouties, des cessez-le-feu non respectés et le cortège d'horreurs qui accompagne généralement les guerres civiles, un accord interlibanais est signé à Taef, en Arabie saoudite, en octobre 1989. Il permet le rétablissement de la paix au Liban mais sous contrôle syrien et avec toujours un contrôle du Liban Sud par Israël.

La guerre Iran-Irak

Le contrôle du Chatt al-Arab, formé de la confluence du Tigre et de l'Euphrate à la frontière irako-iranienne, oppose Perses et Arabes depuis le début du XIX^e siècle. En 1975, un accord favorable au shah d'Iran – à l'apogée de sa puissance – situe cette frontière au milieu du fleuve alors que jusqu'ici l'Irak le possédait en totalité. Voulant profiter de l'affaiblissement de l'Iran après la révolution khomeyniste, le leader irakien Saddam Hussein décide de franchir la frontière le 22 septembre 1980. Il est victorieux après une guerre-éclair, l'armée du shah ayant été décapitée après la révolution. Mais l'Iran, qui compte à l'époque

40 millions d'habitants, contre 16 millions d'Irakiens, se mobilise massivement et les deux pays s'installent dans un conflit prolongé, rappelant par certains aspects la guerre de 1914-1918 : guerre-éclair qui dure, guerre de tranchées, pertes humaines considérables, recours massif à l'artillerie et même aux armes chimiques par l'Irak. Pour gagner à sa cause les régimes conservateurs du Golfe et les pays occidentaux, l'Irak se présente comme le rempart contre la révolution islamique de Khomeini. Les deux pays se ruinent dans cette guerre qui inquiète les pays occidentaux car elle met en jeu le contrôle du golfe Arabo-Persique et du détroit d'Ormuz (surnommé « carotide de l'Occident »), par lequel transite tout le pétrole de la région.

Parallèlement, le fait de voir s'affronter vainement les deux puissances de la région, un pays arabe laïque et un pays islamique, tous deux désireux de contester l'ordre établi au Proche-Orient, satisfait les États-Unis (qui aident alternativement les deux belligérants), les pays du Golfe et Israël.

Cette guerre épuisante s'achève par un cessez-le-feu en août 1988, qui ramène les deux États à leur situation géographique antérieure mais avec une économie en lambeaux.

Le Vietnam en guerre contre ses voisins

Le Vietnam a toujours voulu conserver de bonnes relations tant avec Moscou qu'avec Pékin. Mais les Vietnamiens craignent que la Chine ne résiste guère à la tentation de rétablir une domination au nom de la proximité géographique et de la tradition historique de l'empire du Milieu. Les nationalismes chinois et vietnamiens s'exacerbent à propos des îles Paracels. L'axe Pékin-Washington est un facteur de rapprochement supplémentaire entre Moscou

et le Vietnam. En janvier 1978, le Vietnam signe un traité d'amitié avec l'URSS et adhère au Comecom, le marché commun des pays du pacte de Varsovie.

En janvier 1979, le Vietnam envahit le Cambodge et élimine le régime totalitaire de Pol Pot. Les Occidentaux vont réagir en ne reconnaissant pas le nouveau régime cambodgien et en conservant aux Khmers rouges le siège du Cambodge à l'ONU. Le désir de contrer un allié de Moscou et le régime vietnamien ainsi que les règles formelles du droit international a été plus fort que le souci de se démarquer du sanguinaire Pol Pot.

En février, Pékin dénonce l'encerclement soviéto-vietnamien dont elle dit faire l'objet et proclame la nécessité d'« infliger une leçon » au Vietnam. Le 17 février 1979, elle lance 200 000 soldats à l'assaut du Vietnam. C'est la première guerre entre pays communistes. Le marxisme est loin d'avoir supprimé les frontières et les rivalités nationales sont plus fortes que les solidarités idéologiques.

L'armée chinoise montre peu de qualités au combat. Elle est certes importante numériquement mais mal équipée et peu apte à se projeter au loin. Le Vietnam est, lui, parfaitement aguerri et le 5 mars la Chine doit se retirer. Alors qu'elle voulait donner une leçon au Vietnam, c'est elle qui a été humiliée.

Hanoi renforce son image d'invincibilité militaire et peut resserrer son contrôle sur le Cambodge où stationnent 120 000 hommes. Pour les Cambodgiens, le régime a l'inconvénient d'être imposé de l'étranger mais l'avantage de mettre fin au génocide des Khmers rouges. Ces derniers vont, avec l'aide de la Chine, entreprendre une guérilla.

Sur le plan interne, le régime vietnamien ne se libéralise pas pour autant et l'exode des *Boat People* se développe.

La guerre des Malouines

Découvert au ^{xvii}e siècle par des marins venus de Saint-Malo, l'archipel, baptisé Malvinas par les Argentins et Falklands par les Britanniques, est peuplé de 1 800 habitants et situé à un millier de kilomètres de la côte argentine. Sous souveraineté britannique depuis 1933, il est revendiqué par l'Argentine.

En 1982, le dictateur argentin, le général Galtier, soucieux de détourner la contestation de la faillite politique et économique de son régime par la population argentine, tente de trouver un dérivé extérieur. Le 19 mars, les Argentins hissent leur drapeau sur le chef-lieu de l'île, Leitharbour. Ils pensent que Londres ne se lancera pas dans une expédition lointaine et incertaine pour défendre une possession peu peuplée qu'elle a délaissée. C'est sans compter l'orgueil britannique et le caractère de son Premier ministre, Margaret Thatcher, surnommée la Dame de fer. Elle envoie un bâtiment pour déloger les Argentins. Ces derniers répliquent en envoyant leur flotte avec pour objectif de protéger leurs nationaux. Londres saisit le Conseil de sécurité. Le 2 avril les soldats argentins débarquent à Port Stanley, la capitale de l'archipel. Ils seront 15 000 à la fin du mois. Les pays européens sont solidaires de la Grande-Bretagne. La France suspend immédiatement ses exportations d'armes à Buenos Aires. Washington, bien que proche des Argentins qui soutiennent les États-Unis dans leur lutte contre les guérillas en Amérique centrale et liés avec eux par le traité interaméricain d'armistice réciproque, choisit de soutenir son allié de l'OTAN. Les pays latino-américains font, eux, bloc autour de l'Argentine. La flotte britannique est expédiée au large de l'archipel. Des combats mortels importants ont lieu et tournent à

l'avantage de l'armée britannique qui reprend possession de l'archipel. La popularité de Mme Thatcher est renforcée et cette victoire permet aux conservateurs de remporter triomphalement les élections de juin 1983, les électeurs oubliant leur mécontentement vis-à-vis de leur politique économique. Côté argentin, la défaite va en revanche entraîner la chute du régime militaire et permettre au pays de revenir à la démocratie, précédant le Brésil et l'Uruguay qui feront de même en 1984.

La fin du monde bipolaire

Au début des années 1980, le clivage Est-Ouest et la bipolarité du monde sont si fortement enracinés qu'on les juge indépassables. Américains et Soviétiques paraissent toujours exercer leur influence à l'échelle mondiale. Les relations internationales sont structurées autour de ces deux nations et de leur relation. La multipolarité et le clivage Nord-Sud ne sont que des notions relatives et secondaires. Pourtant cet ordre bipolaire va s'effondrer, du fait de l'URSS. Le clivage Est-Ouest effacé, il est difficile de déterminer si le monde est devenu unipolaire – organisé autour de la seule superpuissance américaine – ou multipolaire.

L'implosion de l'URSS

Depuis 1945, on avait beau savoir que le niveau de vie des citoyens soviétiques était extrêmement bas et que le consommateur n'avait guère de motifs de satisfaction, nul en Occident ne pouvait mettre en doute la puissance de l'URSS. Pour les uns, elle devait être contrée par une politique d'affrontements, pour les autres, elle rendait au contraire le dialogue nécessaire. Elle s'expliquait par une haute capacité militaire et un secteur militaro-industriel très performant. Cette puissance liée à l'arriération économique était pour beaucoup un motif d'inquiétude : Moscou céderait-il aux tentations de l'aventure militaire ?

La propagande soviétique sur les succès de l'URSS avait donc peut-être mieux fonctionné qu'on ne le croyait. La

vision que le monde extérieur avait de l'URSS était celle d'une puissance monolithique d'autant plus inébranlable que les démocraties, avec leur goût du compromis et leur sens du dialogue, se croyaient incapables de lutter à armes égales avec Moscou.

Ils furent peu nombreux à sentir la fragilité du système soviétique. Andrew Cockburn consacra un livre entier¹ aux faiblesses de l'armée soviétique. Si les militaires soviétiques célébraient leur puissance le 7 novembre (jour anniversaire de la Révolution), une fois rentrés chez eux, ils profitaient de la stéréo japonaise, de la télévision américaine ou de la cafetière ouest-allemande. Régis Debray éveilla l'attention en 1985, avec *Les Empires contre l'Europe*², sur le fait que le communisme était mort et que l'islamisme était désormais plus dangereux. Emmanuel Todd, dès 1976, dans *La Chute finale*³, mit en avant les tensions internes du système.

Mais, globalement, la puissance soviétique semblait immuable. C'était déjà l'avis d'Henry Kissinger dans les années 1970 : « Aujourd'hui, pour la première fois de notre histoire, nous devons admettre la réalité que le défi [communiste] est sans fin [...]. Nous devons apprendre à mener notre politique étrangère comme les autres nations ont eu à la conduire : sans échappatoire et sans répit [...]. Cet état de choses ne disparaîtra pas.⁴ »

Alors que Jean-François Revel écrivait en 1983 : « La démocratie, après tout, pourrait bien se révéler n'avoir été qu'un accident de l'histoire, une brève parenthèse qui est

1. Andrew Cockburn, *The Threat : inside the Soviet military machine*, 1985.

2. Régis Debray, *Les Empires contre l'Europe*, Gallimard, 1985.

3. Emmanuel Todd, *La Chute finale*, Robert Laffont, 1976.

4. *American Foreign Policy*, 3^e édition, p. 302, 1977.

en train de se refermer sous nos yeux¹ », Jane Kirkpatrick, ambassadrice des États-Unis à l'ONU sous le gouvernement Reagan, expliquait qu'un État totalitaire, par opposition à un État autoritaire, était en mesure de contrôler les fondements mêmes de la société si rigoureusement qu'il était essentiellement invulnérable au changement ou à la réforme. Elle estimait que l'histoire du xx^e siècle ne donnait aucune raison d'espérer que les régimes totalitaires radicaux se transformeraient d'eux-mêmes.

Il semble bien que nombre d'intellectuels et de politiques eurent tort, et que le colosse soviétique, complètement détruit au cours de la Seconde Guerre mondiale et parvenu à la parité stratégique avec les États-Unis trente ans plus tard, se révéla avoir des pieds d'argile. Sa puissance apparente, aveuglante, cachait des faiblesses qui ont rendu indispensables les tentatives de réforme de Gorbatchev.

La stagnation économique

Khrouchtchev a eu beau prophétiser que la production soviétique dépasserait celle des États-Unis et « enterrerait le capitalisme », au milieu des années 1980 cet optimisme n'est plus de mise. Les seuls domaines dans lesquels l'URSS a dépassé les États-Unis sont la production de pétrole, de gaz (c'est-à-dire des matières premières qui doivent plus à la richesse du sous-sol qu'à un système industriel performant) et d'acier.

Déjà, dès la fin des années 1960, la croissance soviétique s'est trouvée ralentie, et les années 1970 furent celles de la stagnation économique. L'autarcie du système soviétique, à peine ébréchée par la « division internationale du travail »

1. Jean-François Revel, *Comment les démocraties finissent*, Grasset, 1983.

(où chaque pays socialiste était censé se spécialiser dans un domaine), a conduit à une dégradation des critères de production. L'inexistence d'un marché et le manque de considération des consommateurs (qui, pas plus que les citoyens sur le plan politique, n'avaient droit à la parole) se sont traduits par la production de biens médiocres : 20 % seulement des produits industriels étaient compétitifs par rapport aux biens occidentaux correspondants. L'économie soviétique, planifiée à l'extrême, s'était contentée de remplir artificiellement les quotas de production sans se soucier de la qualité des produits.

En 1986, devant le 27^e congrès du parti communiste, Gorbatchev fait un bilan plutôt négatif de l'économie de son pays : « Des difficultés ont commencé à apparaître dans les années 1970, et les taux de croissance économique ont baissé de façon visible. Il en résulte que les objectifs assignés au développement économique par le programme du parti n'ont pas été atteints. Nous n'avons pas non plus réussi à réaliser le programme social que nous nous étions tracé pour cette période. D'où un retard sur le plan de l'infrastructure dans le domaine de la science et de l'éducation, de la santé, de la culture et des services. [...] Il existe de sérieux retards dans les secteurs de l'ingénierie, des industries du pétrole et du charbon, de l'industrie de l'équipement électrique, de la sidérurgie et de la chimie, ainsi que dans les projets d'infrastructure. Les objectifs n'ont pas été atteints non plus pour les principaux indicateurs de productivité et pour l'amélioration du niveau de vie de la population. »

L'expansion industrielle massive opérée par l'URSS dans les années 1940 et alimentée par d'abondants approvisionnements en charbon, pétrole et gaz naturel a appauvri le sol. L'industrie, trois fois plus « énergétivore » en moyenne que l'industrie occidentale, n'en a pas mieux fonctionné, et

L'URSS s'est épuisée de ses ressources pourtant abondantes. Elle s'est créé aussi d'importants problèmes écologiques. L'industrie, spécialisée dans la métallurgie et la défense, n'a pas produit assez de biens de consommation (42 voitures pour 1 000 habitants, contre 400 environ en France au début des années 1980). À partir d'indicateurs tels que le nombre de voitures ou de téléphones par habitant, l'URSS s'est placée ainsi respectivement au 103^e et au 88^e rang mondial – au niveau de pays comme la Jordanie ou l'île Maurice.

N'ayant pas su prendre le tournant de la troisième révolution industrielle, elle a accusé un retard important dans les domaines essentiels des ordinateurs et super-ordinateurs, de la robotique, des télécommunications, qui reposent sur de hautes qualifications technologiques et décentralisées qu'un système lourdement hiérarchisé n'a pas su développer.

Même dans le domaine de la défense pour lequel elle avait jusqu'ici tout sacrifié, l'URSS ne s'est pas mise à niveau. À la fin du xx^e siècle, en effet, la supériorité militaire passe plus par la maîtrise des technologies émergentes (lasers, optronique, missiles guidés, etc.) et l'avantage qualitatif que par la production et la possession en masse de matériels rustiques.

Prendre ce virage l'aurait conduite à faire des révisions douloureuses, notamment concernant la place de l'individu. En effet, pouvait-elle développer les technologies décentralisées avec un système où l'information était étroitement contrôlée, où la liberté individuelle était vue comme dangereuse, où, dans les universités et les centres de recherche, les photocopieuses étaient contrôlées par le KGB afin d'éviter la propagation de nouvelles contraires à la doctrine officielle ? Et où trouver l'argent nécessaire pour investir

massivement dans ce domaine lorsque les dépenses militaires absorbaient de 15 à 20 % du PIB (contre de 6 à 7 % aux États-Unis) et lorsque les pays occidentaux – qui possédaient à la fois l'argent et les technologies – ne voulaient pas prêter le premier ni transférer les secondes ?

L'industrie se mit à souffrir d'un excès de centralisation et de planification bureaucratique et d'une incapacité à s'adapter aux marchés et au consommateur. Les objectifs de production n'étaient décidés ni par les producteurs ni par les consommateurs mais par la commission centrale du Plan. Les responsables d'entreprises n'ont eu aucun pouvoir pour ce qui est de la détermination du niveau de production, du prix des produits, du nombre d'employés et du montant des salaires.

L'agriculture n'a pas pu compenser les lacunes de l'industrie. Alors qu'elle accaparait 30 % des investissements et 20 % de la main-d'œuvre (contre respectivement de 5 et 3 % aux États-Unis), la production agricole n'a pas suffi à nourrir la population soviétique et l'URSS fut contrainte chaque année d'importer des millions de tonnes de céréales. Fallait-il accabler les conditions climatiques ? Non. Seulement la déresponsabilisation des producteurs, la planification bureaucratique et une mauvaise gestion.

En 1990, la production céréalière de l'URSS avait atteint un record avec 300 millions de tonnes, dépassant d'un bon tiers la « récolte du siècle » de 1978. Les magasins étaient pourtant vides et il a fallu organiser l'aide occidentale et la charité internationale pour nourrir les Soviétiques et éviter un exode vers l'Ouest. En effet, 15 % de la récolte avait pourri sur pied et 60 % du reste avaient disparu du fait de mauvais stockages, de conditions de transport déplorables, de l'asphyxie de l'industrie agroalimentaire et des sols.

Tout cela a expliqué les conditions de vie des citoyens soviétiques : logements exigus et mal équipés, boutiques vides et files d'attente de plusieurs heures avant d'être servi. Par ailleurs, de graves problèmes de santé publique se sont déclarés, notamment le développement inquiétant de l'alcoolisme. La consommation de vodka est passée de 5 litres par an et par habitant en 1952 à 30 litres en 1980. L'espérance moyenne de vie est passée de 67 ans en 1970 à 62 en 1980, phénomène unique dans une société développée. La mortalité infantile est trois fois supérieure aux normes occidentales.

Les réformes nécessaires

Mikhaïl Gorbatchev comprend alors la nécessité d'engager de profondes réformes s'il veut préserver l'URSS et le communisme.

L'arrivée au pouvoir de Gorbatchev

En 1982, Youri Andropov succède à Leonid Brejnev. Ancien patron du KGB, il connaît l'état réel du pays et ne confond pas propagande et information. Il commence à donner une image plus ouverte de l'URSS mais meurt treize mois après s'être installé au Kremlin. Il est remplacé par un fidèle de Brejnev, Tchernienko, ultraconservateur, âgé et malade. La direction soviétique est une assemblée de gérantes avec une moyenne d'âge supérieure à 70 ans. Tchernienko lui aussi disparaît rapidement, en 1985. Le PCUS qui avait eu quatre secrétaires généraux de 1917 à 1983 en aura connu autant en l'espace de trois ans.

Le 11 mars 1985, c'est un secrétaire général à la personnalité bien différente de ses prédécesseurs et de ses pairs qui est élu par la direction. Il a 54 ans, sait communiquer et séduire.

Il est moderne et s'apparente plus à ses homologues occidentaux qu'à ses pairs soviétiques. Il a envie de réformer l'URSS et sa jeunesse lui donne du temps pour le faire. Il va, sans l'avoir voulu à ce point, changer le cours de l'Histoire.

Perestroïka et glasnost

Gorbatchev arrive au pouvoir avec la conviction que si de profondes réformes politiques et économiques ne sont pas engagées, l'Union soviétique sera irrémédiablement entraînée vers le déclin. Ses deux maîtres mots sont *perestroïka* (qui signifie « restructuration ») et *glasnost* (« transparence »). La restructuration est nécessaire pour remettre le pays sur les rails de la croissance économique. Sur le plan interne, il s'agit de remobiliser la population, de lui faire accepter les difficultés liées aux changements, les responsabilités, d'où la *glasnost* qui doit permettre de libérer les initiatives et transformer la relation individu-société.

L'explosion dans la centrale nucléaire de Tchernobyl en Ukraine, le 26 avril 1986, va permettre à Gorbatchev de mettre en pratique la *glasnost*. Au lieu de cacher l'événement, comme c'était le cas pour toutes les catastrophes, naturelles ou non, dont pouvait être frappée l'URSS, Gorbatchev informe les Soviétiques et le monde entier. À l'intérieur, cela permet de mettre en lumière la faillite du système : la technologie n'est pas sûre, l'environnement n'est pas respecté. À l'extérieur, cela lui permet de prouver sa bonne foi et de mettre en avant les dangers communs que fait peser sur l'humanité le nucléaire tant civil que militaire.

La négation des droits de l'homme en URSS était très mal perçue en Occident. Gorbatchev a besoin de modifier cela, pour son image à l'étranger et pour finir de déstabiliser la vieille garde stalino-brejnevienne. Face au camp des durs, il incarne l'aile réformatrice. Le 19 décembre 1986, il fait

libérer Sakharov, symbole du combat pour les libertés en URSS.

Gorbatchev, au début, s'appuie sur les intellectuels qui eux-mêmes vont le soutenir. Journaux et revues vont se multiplier avec une liberté de ton inconnue en URSS. Les œuvres autrefois interdites (du *Docteur Jivago* à *L'Archipel du Goulag*) vont être autorisées.

En 1987, une commission d'enquête sur les victimes de Staline est créée. Boukharine, son opposant réformateur, est réhabilité le 5 décembre 1988.

Le 1^{er} décembre, la Constitution est modifiée. Le Soviet suprême est transformé en véritable Parlement (542 membres) où les débats vont être très vifs, doté de réels pouvoirs législatifs. Il est élu au sein d'une assemblée : le Congrès des députés du peuple de l'URSS (suffrage universel, 2 250 membres pour cinq ans). À la tête du Soviet suprême, un président élu par le Congrès. Gorbatchev ne tire ainsi plus sa légitimité du seul fait de ses fonctions à la tête du PCUS pour être le chef de l'État. Les candidatures peuvent être multiples et le vote est secret (2 901 candidats pour 1 500 sièges) aux élections de mars 1989.

Des *apparatchiks* sont balayés. Des leaders rejetés par l'appareil sont élus (Elstine obtient 55 % des voix à Moscou), mais il y a toujours un parti unique au sein duquel la diversité d'opinion doit se manifester.

La confirmation d'un échec économique

Gorbatchev va également essayer de mettre en œuvre une réforme économique qui redonne aux dirigeants le goût de l'initiative. Il propose de faire de l'entreprise le principal maillon du système économique en privant les organes centraux du Gosplan d'une partie de leurs prérogatives.

Les ministères sont priés de mettre fin à leurs tutelles tatillonnes sur les entreprises qui pourront jouir de l'autonomie comptable et de l'autofinancement.

Il prévoit 5,5 % de croissance industrielle durant le plan 1986-1990, pour doubler le niveau de vie par tête d'ici à l'an 2000, il veut augmenter la productivité de 130 à 150 %.

En novembre 1987, une loi sur les activités individuelles est adoptée qui rend licite, dans certains secteurs, l'entreprise privée. Gorbatchev propose de supprimer les postes de travail inutiles, ce qui est une façon de reconnaître le caractère artificiel de l'absence de chômage.

Le 19 novembre 1987, une loi sur les activités individuelles entre en vigueur. Le 29 juillet 1988, devant le comité central, Gorbatchev propose que des terres soient louées aux paysans pour des périodes allant jusqu'à cinquante ans. L'activité privée est également encouragée dans la production de biens de consommation et dans les services. Il devient possible de créer des *joint-ventures* avec des sociétés étrangères.

Les résultats ne seront cependant pas à la hauteur des espérances ; en matière de politique étrangère, ils vont en revanche les dépasser.

Une nouvelle politique étrangère

Gorbatchev veut établir une relation pacifiée avec le monde occidental. Il instaure un nouveau climat international, grâce à sa personnalité plus ouverte et à des gestes politiques concrets.

Dans le domaine nucléaire, les négociations soviéto-américaines ont repris en janvier 1985, et il se lance dans une véritable opération de séduction auprès de l'Allemagne

et des États-Unis. On parle de « gorbymania ». Même Margaret Thatcher, conservatrice et anticomuniste, est sensible à son charme. Quant à François Mitterrand, il y voit l'occasion de dépasser l'ordre de Yalta. Reagan, qui veut prouver au cours de son second mandat qu'il pouvait être un homme de paix, passe de la dénonciation de « l'empire du Mal¹ » au soutien de la perestroïka. Gorbatchev publie un livre intitulé *Perestroïka* qui sera d'abord édité aux États-Unis avant de l'être en Union soviétique. C'est un signe fort. Il développe l'image d'une Union soviétique nouvelle, désireuse de passer à un système de relations égalitaires et pacifiques avec l'ensemble de la planète, par rapport aux menaces communes non seulement nucléaires mais également écologiques. Il accepte « l'option zéro » sur les euromissiles et donc renonce aux SS-20, reconnaît que l'URSS dispose d'armes chimiques, ce qu'elle niait auparavant. Il reconnaît la nécessité d'un équilibre conventionnel en Europe en matière d'armement.

Avec l'Europe, Gorbatchev veut changer les choses. Lors d'une visite en Tchécoslovaquie en avril 1987, il évoque « la maison commune européenne ». Dans *Perestroïka*, il va jusqu'à écrire que le « rideau de fer » est une anomalie, et développe le thème de la « maison commune européenne », dans laquelle chaque État doit pouvoir vivre selon son propre choix. « La maison est commune, écrit-il, mais chaque famille y a son propre appartement, et de plus il existe plusieurs entrées. Mais ce n'est qu'ensemble collectivement et en suivant les normes sensées de la coexistence que les Européens pourront sauver leur maison, la protéger d'une conflagration et d'autres calamités, l'améliorer et la rendre plus sûre et la maintenir en bon ordre. »

1. Cf. page 127.

En 1987, les Occidentaux s'interrogent encore sur la sincérité de Gorbatchev. Ne veut-il pas endormir leur méfiance, ne cherche-t-il pas simplement à gagner du temps, à renforcer son pays avant de relancer la compétition et de revenir à une position d'affrontement ? Bref, on se demande s'il faut prendre Gorbatchev au mot ou au fait. Faut-il le juger sur ses paroles ou sur ses actes ?

Le 15 mai 1988, il fait retirer les troupes soviétiques d'Afghanistan. Le retrait est achevé le 15 février 1989.

Vis-à-vis du tiers-monde, Gorbatchev modifie sa politique, pour des raisons à la fois stratégiques – la compétition avec les Américains n'est plus une priorité – et économiques – la présence dans le tiers-monde est un fardeau financier trop lourd à porter. L'URSS se désengage donc des zones où elle soutenait des mouvements de guérillas ou des États alliés (Angola, Corne de l'Afrique, Amérique centrale). La détente internationale permet un relâchement des tensions en Afrique australe et l'indépendance de la Namibie.

Gorbatchev, qui privilégie désormais l'aspect économique à l'aspect idéologique, se rapproche de la Corée du Sud au détriment de la Corée du Nord, et d'Israël au détriment de son alliance traditionnelle avec les pays arabes. La liberté d'émigrer va être accordée aux Juifs soviétiques sans pour autant qu'Israël ne fasse de concessions sur le problème des territoires occupés. Les Soviétiques évacuent la base de Cam Rah, construite par les Américains au Vietnam, et diminuent leur aide militaire à Cuba et à la Syrie, qui renonce de fait à l'objectif d'une parité militaire avec Israël.

Les Occidentaux, qui attendaient de Gorbatchev des actes concrets, ne peuvent plus douter de sa bonne foi.

La perestroïka a débouché sur une révolution stratégique mondiale. Mais il était sans doute trop tard pour l'URSS d'opérer ces réformes, car c'est une véritable implosion qu'elle subit à partir du moment où elle relâche son contrôle.

La fin du pacte de Varsovie

Pour améliorer le climat européen, Gorbatchev est conscient de la nécessité de relâcher le contrôle sur les pays satellites. Il entend leur laisser une plus grande autonomie. Très rapidement, deux attitudes différentes vont se dégager chez les dirigeants d'Europe de l'Est. Certains vont y voir le moyen de libéraliser leur pays, comme en Pologne et en Hongrie. Mais en RDA, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie et même en Roumanie, les dirigeants nationaux estiment que les réformes de Gorbatchev sont dangereuses et risquent de provoquer une trop grande contestation populaire. La population, elle, est devenue, si ce n'est prosoviétique, du moins pro-gorbatchevienne.

Le 7 décembre 1988, à la tribune de l'ONU, Gorbatchev proclame solennellement que la doctrine Brejnev est morte et que la liberté de choix doit être universellement reconnue aux peuples, ce qui impose la renonciation à toute tentative de leur imposer un quelconque régime. En juin 1989, devant le Parlement européen, il affirme l'adhésion de son pays à une politique de non-intervention et déclare que les changements sociaux sont l'affaire exclusive des pays et de leur peuple. En juillet 1989, le communiqué final des pays du pacte de Varsovie indique qu'aucun pays n'a le droit de décider du cours des événements dans un autre pays et de s'ériger en juge et en arbitre. En décembre 1989, après la chute du mur de Berlin, le pacte de Varsovie condamne officiellement l'intervention de 1968 en Tchécoslovaquie.

Le relâchement du contrôle sur l'Europe de l'Est va conduire à la dissolution du pacte de Varsovie. Les pays concernés connaissent le même type de crise économique et politique que l'Union soviétique. Les gouvernements ne sont pas légitimes aux yeux des populations qui les voient toujours inféodés à Moscou.

Ce sentiment est particulièrement net en Pologne qui a vu fuir, depuis la proclamation de l'état de guerre, 800 000 personnes. Les tentatives de Jaruzelski pour libéraliser le régime sont refusées par la population. À l'automne 1987, Jaruzelski décide d'organiser un référendum, promettant des réformes politiques si les sacrifices économiques sont acceptés. C'est la première consultation libre dans un pays du pacte de Varsovie depuis sa création. La réponse sera négative. Jaruzelski est donc contraint de négocier plus encore, d'accepter une nouvelle légalisation de Solidarnosc et de promettre la tenue d'élections libres. À aucun moment l'Union soviétique n'intervient dans le processus. Les élections ont lieu en juin 1989 et sont, de façon massive, remportées par les candidats soutenus par Solidarnosc. En août, un nouveau gouvernement est formé. Pour la première fois depuis la division de l'Europe en deux blocs, un non-communiste devient le chef du gouvernement d'un pays de l'Est.

Les Hongrois suivent le même chemin. Károly Grósz, qui a remplacé en 1988 János Kádár, promet des élections libres en janvier 1989. En mars de cette même année, la Hongrie signe la convention des Nations unies sur le statut des réfugiés qui prévoit notamment l'interdiction de les refouler vers leur propre pays. En mai 1989, de façon très spectaculaire et médiatisée, la Hongrie commence à démanteler physiquement le rideau de fer qui la sépare de l'Autriche. Le 16 juin, l'ancien Premier ministre Imre Nagy

est réhabilité et se voit accorder des funérailles nationales. L'ouverture de la frontière avec l'Autriche amène de nombreux Allemands de l'Est à transiter par la Hongrie, dans laquelle ils peuvent se rendre librement en tant que citoyens d'un pays socialiste, pour passer en Autriche et, de là, gagner l'Allemagne de l'Ouest. Berlin-Est demande à Budapest de mettre fin à cet exode. La Hongrie refuse, faisant prévaloir un engagement international d'ordre juridique sur la solidarité entre pays socialistes. C'est donc la RDA qui est contrainte d'empêcher ses ressortissants de partir vers la Hongrie. Mais le mouvement est désormais irréversible. Beaucoup d'Allemands de l'Est se réfugient en Tchécoslovaquie dans les ambassades occidentales.

À partir d'octobre 1989, d'immenses manifestations ont lieu en Allemagne de l'Est. Honecker est tenté de réprimer cette contestation dans le sang. Mais lors d'une visite pour le quarantième (et dernier, mais on ne le savait pas à l'époque) anniversaire de la création de la RDA, le 7 octobre 1989, Gorbatchev prévient qu'il ne faut pas compter sur son appui en cas d'utilisation de la force. Il conseille même aux dirigeants est-allemands de faire leur propre perestroïka. « Celui qui est en retard dans l'Histoire est puni par la vie », dit-il. Sans légitimité et sans soutien soviétique, l'Allemagne de l'Est ne peut plus tenir. Le remplaçant d'Honecker, Egon Krenz, prend la décision historique d'ouvrir le mur de Berlin la nuit du 9 au 10 novembre 1989 afin de permettre aux Allemands de l'Est de se rendre en Allemagne de l'Ouest et d'en revenir. Pour le seul mois de novembre, 130 000 d'entre eux fuient le pays.

La Bulgarie et la Tchécoslovaquie sont à leur tour gagnées par le mouvement de libéralisation. Les Bulgares mettent des gorbatcheviens au pouvoir. En Tchécoslovaquie, une « révolution de velours » conduit les dissidents de la veille

au pouvoir. Vaclav Havel est élu président le 29 décembre 1989. Au printemps 1990, des élections libres ont lieu dans tous les pays de l'Est. Partout, le changement s'est fait de façon pacifique, sauf en Roumanie où Ceausescu a été renversé puis exécuté, avant d'être remplacé par des communistes réformateurs.

Moscou, qui voulait simplement se débarrasser d'un contrôle trop étroit des pays de l'Est, n'a pu contrôler le mouvement, et tous les pays de l'ancien bloc de l'Est sont non seulement devenus des démocraties mais sont également sortis de la sphère stratégique de l'Union soviétique. Le pacte de Varsovie sera dissous officiellement le 1^{er} avril 1991 mais son maintien jusqu'à cette date aura été purement artificiel afin de permettre la fin des négociations sur le désarmement conventionnel.

L'implosion de l'URSS

Le système soviétique était tellement figé que les tentatives de réforme de Gorbatchev ont entraîné sa perte. Un régime dictatorial peut se maintenir ou s'effondrer, plus difficilement se réformer.

Gorbatchev n'a pas réussi à faire redémarrer l'économie. L'inégalité et la pénurie demeurent, mais les citoyens sont désormais plus libres de s'exprimer et de protester, ce qu'ils ne vont pas manquer de faire. Transparence et liberté de la presse nuisent à la crédibilité de Gorbatchev, à ses appels à l'effort et à l'initiative qui ne semblent pas porteurs de résultats immédiats. Plus de liberté a même conduit à un relâchement de l'assiduité au travail.

La libéralisation du système et le relâchement de la planification ne sont venus qu'apporter un motif de désorganisation supplémentaire dans un système déjà bien mal en

point. Après la catastrophe de Tchernobyl, le programme nucléaire a été ralenti. La transparence a mis en lumière des catastrophes écologiques qui ont conduit à restreindre les conditions de production. Réseau ferré, routes, télécommunications... Les infrastructures sont vieillissantes.

Gorbatchev est donc sans cesse obligé de demander une aide économique aux Occidentaux, qui lui accordent de crainte que l'échec de la perestroïka ne conduise au retour des conservateurs. Malgré les aides, le rationnement se généralise. En décembre 1990, le magazine américain *Time* titre en couverture : « L'URSS, une superpuissance réduite à la mendicité ».

Gorbatchev sur la sellette

Sur le plan politique, Gorbatchev est obligé de louvoyer entre les conservateurs brejneviens qui pensent qu'il va trop loin, trop vite et les libéraux qui se plaignent de la lenteur des réformes. Il n'arrive donc pas à créer une base sociale et politique sur laquelle s'appuyer. Il ne peut accélérer le cours des réformes, sauf à braquer complètement les conservateurs et être renversé. Paradoxalement, alors qu'il est très populaire à l'étranger, il va rapidement manquer de soutien sur le plan intérieur du fait de l'absence de résultats économiques.

Dès 1987, Eltsine, qui l'avait initialement soutenu et qui réclame l'accélération de la perestroïka, s'en détache et est exclu du bureau politique. Il quittera le PCUS en janvier 1990. De l'autre côté, les durs s'opposent à la reconnaissance du pluralisme politique et estiment que la perestroïka s'est traduite par une diminution du statut international de l'URSS et a profité unilatéralement aux États-Unis et à l'OTAN. En avril 1990, leur chef de file, Ligatchev, déclare que la coexistence pacifique ne doit

pas se faire au prix de l'affaiblissement du socialisme et du renforcement du capitalisme. En décembre 1990, le ministre de la Défense et le responsable du KGB déclarent ensemble que la contre-révolution gagne du terrain en URSS, qu'elle est entretenue par la CIA et qu'il est grand temps de sauver le socialisme. Au cours du sommet soviéto-américain à Moscou en juillet 1991, le président Bush conditionne une aide américaine à la réduction des dépenses militaires soviétiques et à la fin de l'aide accordée à Cuba. Il aurait été auparavant inimaginable de soumettre l'URSS à de telles injonctions !

La question nationale

L'échec de Gorbatchev vient aussi de la sous-estimation de la question nationale. L'URSS est une fédération de quinze États censés être égaux mais en réalité dominés par la Russie. À cette dernière s'ajoutent deux républiques slaves (Ukraine et Biélorussie), trois États baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie), trois États caucasiens (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan), cinq États d'Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizistan, Turkménistan) et la Moldavie détachée de la Roumanie en 1945. Staline avait brisé dans l'œuf toute contestation nationale. L'objectif était de créer un *Homo sovieticus*, débarrassé des particularismes nationaux jugés rétrogrades. Il avait multiplié les déplacements de populations et les découpages territoriaux.

Officiellement donc, il n'y avait plus de problème national en URSS. Dans son livre *Perestroïka*, Gorbatchev écrit lui-même : « La question des nationalismes est réglée chez nous. » Avec la libéralisation, l'URSS découvre avec stupeur que le nationalisme reste un puissant facteur mobilisateur.

Une mini-guerre civile débute en février 1988 entre Arméniens et Azéris au sujet d'une enclave arménienne en Azerbaïdjan, le Haut-Karabakh. En 1989, la publication dans le cadre de la glasnost du pacte germano-soviétique de 1939, qui avait permis à l'URSS de conquérir les trois États baltes en 1940, stimule les revendications indépendantistes de ces derniers. Le pouvoir central a de plus en plus de mal à se faire obéir. Les présidents des républiques (Boris Eltsine en Russie, Leonid Kravtchouk en Ukraine...) épousent les revendications nationalistes pour se donner une légitimité. Gorbatchev veut organiser un référendum sur l'Union en mars 1991 que refusent les États Baltes, la Géorgie, l'Arménie et la Moldavie. Eltsine, à la tête de la République de Russie depuis mai 1990, tente lui aussi de grignoter des pouvoirs sur l'autorité centrale. Entre février et avril 1991, les trois pays Baltes et la Géorgie proclament leur indépendance. L'URSS donne l'impression d'être devenue ingérable.

Une tentative de coup d'état

Le 18 août 1991, alors que Gorbatchev est en vacances en Crimée, un comité représentant les responsables du complexe militaro-industriel (défense, KGB, industrie lourde) l'assigne à résidence et prend le pouvoir pour mettre fin à la perestroïka. Le monde occidental s'inquiète. À Moscou, Boris Eltsine prend la tête de la résistance. Les putchistes, incompetents et inorganisés, ne sont pas suivis par l'armée – qui reste loyaliste – et se rendent au bout de trois jours. Voulant ramener l'ordre ancien, ils vont précipiter la perte du communisme et de l'URSS. Le comité central du parti communiste soviétique est dissous. Les statues de Lénine sont déboulonnées, les biens du PCUS saisis.

Après l'échec du putsch, Eltsine affirme les prérogatives de la République de Russie au détriment de celles de l'Union soviétique. Gorbatchev, lui, veut préserver l'Union car il craint un risque de « libanisation ». Les déclarations d'indépendance, pourtant, se multiplient. L'Union soviétique n'existe plus que sur papier.

Le 8 décembre 1991, les dirigeants de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie constatent que l'URSS en tant que sujet de droit international et réalité géopolitique n'existe plus. Le 21 décembre, une Communauté des États indépendants (CEI) est créée entre les anciennes républiques de l'Union soviétique, à l'exception notable des pays Baltes et de la Géorgie.

Le 25 décembre, Gorbatchev constate la faillite de son projet et démissionne. En six ans et neuf mois, il a changé la face du monde : la guerre froide est enterrée, la course aux armements terminée, l'Europe de l'Est libérée. Il a mis fin au système totalitaire soviétique. Mais il reconnaît que « l'ancien système s'était écroulé avant que le nouveau ait pu se mettre en marche ». La perestroïka a été une révolution sans violence ; elle a provoqué la chute d'un empire, sans guerre ; et celui qui l'a commencée n'en recueille pas les fruits.

Un nouvel ordre mondial ?

L'éclatement de l'empire soviétique a des conséquences sur l'Occident qui a perdu son ennemi numéro un. L'Europe se consolide et s'élargit, les États-Unis semblent les grands gagnants. Forts de leur triomphe lors de la guerre de Golfe, ils se posent comme les défenseurs d'un ordre nouveau.

Une Europe nouvelle

L'Europe a mis fin à la division qui l'entravait. L'Allemagne qui en était à la fois la cause et le symbole va se réunifier. Mais elle le fait dans le cadre d'une Europe qui poursuit sa construction. En plus d'accueillir ses nouveaux adhérents, elle doit faire face, en Yougoslavie, au premier vrai conflit ouvert en Europe depuis 1945.

L'Allemagne réunifiée

La chute du mur de Berlin va rouvrir la question de l'unité allemande. Le chancelier Kohl présente au Bundestag, le 28 novembre 1989, un plan en trois étapes en vue de la réunification. Le plan est jugé extrêmement audacieux, y compris par les alliés de la RFA.

L'URSS s'y oppose, les dirigeants occidentaux pensent donc qu'elle est mal venue. Gorbatchev n'a-t-il pas dit au président Mitterrand en décembre 1989 à Kiev : « Si l'Allemagne est réunifiée, un maréchal soviétique s'installera dans mon fauteuil » ? Pourtant, dès le 8 décembre 1989, les Douze se prononcent en faveur de l'unité allemande en la plaçant dans la perspective de l'intégration communautaire.

Gorbatchev est obligé d'accepter l'idée de l'unité allemande, au nom du droit à l'autodétermination. Le 18 mars 1990, les élections en RDA donnent une majorité massive aux démocrates-chrétiens. Les Allemands de l'Est veulent certes la liberté mais aussi et peut-être avant tout le niveau de consommation de celui de leurs cousins de l'Ouest. Les partenaires de l'Allemagne et notamment la France insistent pour que, préalablement à la réunification, l'Allemagne accepte de reconnaître définitivement la ligne Oder-Neisse.

Le traité d'unification entre les deux États est signé le 31 août 1990 à Berlin. Il met en place l'absorption de la RDA par la RFA, puisque l'ensemble du droit en vigueur en Allemagne de l'Ouest s'étend en Allemagne de l'Est. Les aspects internationaux de la réunification sont prévus dans un traité signé le 12 septembre : levée des droits des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale sur Berlin, affirmation du caractère définitif des frontières de l'Allemagne, confirmation de la renonciation par l'Allemagne à posséder des armes nucléaires et retrait, avant 1994, de toutes les troupes soviétiques stationnées en Allemagne.

L'Allemagne réunifiée continue d'appartenir à l'OTAN. Elle devient un géant au centre de l'Europe. Le rapport de forces avec la France et la Grande-Bretagne en termes économiques, démographiques et diplomatiques s'inverse en sa faveur. Mais elle joue la carte européenne et affirme la permanence du couple franco-allemand. La réunification n'a pas débouché sur un nationalisme hégémonique tant redouté par ses voisins. Mais elle coûte cher. Les transferts de l'Ouest vers l'Est représentent 6 % du PIB. La fusion ne s'est pas opérée au niveau des populations.

L'Europe de Maastricht

Au sommet européen de Strasbourg du 9 décembre 1989, les Douze ont apporté leur soutien à la réunification allemande. Afin que celle-ci ne se traduise pas par de nouveaux déséquilibres ni par le retour des craintes liées au passé, l'idée – notamment de François Mitterrand – est d'accélérer le processus de construction européenne pour que l'Allemagne, débarrassée des entraves du clivage Est-Ouest, ne soit pas trop un électron libre.

Les négociations s'accélérent pour conduire le 7 février 1992 à la signature du traité de Maastricht (Pays-Bas).

Sur le plan monétaire, une liste de critères de convergences (inflation et déficits publics limités) est prévue pour déterminer les pays qui pourraient entrer dans l'union monétaire. Si sept pays correspondent à ces critères, une Banque centrale européenne sera mise en place en 1997 avec une monnaie unique, l'euro, à même de concurrencer le dollar comme monnaie d'échange internationale. L'acceptation de la monnaie unique est un signal proeuropéen très fort de la part de l'Allemagne réunifiée. En effet, Bonn accepte de renoncer au Deutsche Mark, symbole de sa reconstruction après 1945. L'Allemagne avait jusqu'ici peu confiance dans la stabilité monétaire de ses partenaires européens.

Le traité de Maastricht reconnaît la citoyenneté européenne (et le passeport européen) à toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre de l'Union et permet à tout citoyen européen d'être électeur et éligible aux élections municipales de son pays de résidence, même s'il n'en a pas la nationalité. Il renforce les pouvoirs du Parlement européen en matière de transport, de télécommunication, d'éducation, d'énergie, de protection des consommateurs...

Enfin, il dote l'Europe d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) devant à terme déboucher sur une défense commune – la guerre du Golfe en a montré la nécessité. On est donc bien loin d'un simple Marché commun et c'est ce que veut signifier le changement de dénomination de « Communauté économique européenne » à « Union européenne ».

Cependant le traité suscite des réactions contradictoires : certains pays – comme le Danemark qui va voter « non » à l'Union européenne avec 50,7 % de voix – craignent de perdre leur identité. Dans chaque État, certaines catégories sociales craignent de perdre des avantages, et que se creuse le clivage entre les élites et les laissés-pour-compte.

Par ailleurs, jusqu'ici, la construction européenne a largement été un processus technocratique. La Commission de Bruxelles est accusée de mettre fin aux spécificités nationales. De nombreux pays et classes sociales vivent une crise identitaire. La crise économique rampante et le fort taux de chômage n'arrangent pas les choses. Chaque gouvernement national a tendance à s'attribuer les mérites de ce qui va bien et à faire porter la responsabilité de ce qui va mal à la Commission de Bruxelles. Même en France, le « oui » au référendum de Maastricht ne l'emporte que de peu (51,09 % de voix) malgré le soutien que lui apportent les trois principales formations politiques (PS, UDF et même RPR, traditionnellement moins proeuropéen).

Le 1^{er} janvier 1995, l'Union européenne accueille en son sein trois nouveaux membres : Autriche, Finlande, Suède. Les demandes de candidatures, notamment des anciens pays du pacte de Varsovie, se multiplient.

L'implosion de la Yougoslavie et les guerres balkaniques

La Yougoslavie, qui avait vu cohabiter différentes nationalités au sein de la même fédération, implose après les déclarations d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie le 25 juin 1991. Alors même que l'Europe est en passe de se construire une politique étrangère et de sécurité commune avec le traité de Maastricht, elle est confrontée à un conflit qu'elle ne sera pas capable de résoudre.

En 1987, le leader serbe Milošević arrive au pouvoir à Belgrade et joue la carte du nationalisme. Par ailleurs, la fédération traverse une grave crise économique depuis le début des années 1980. Slovènes et Croates estiment qu'ils pourront être plus productifs économiquement hors de l'influence serbe. Ils n'ont plus besoin du marché yougoslave. En juillet 1990, le Parlement slovène adopte

une déclaration de souveraineté. En décembre 1990, un référendum proclame l'indépendance de la Slovénie, qui sera reconnue par Belgrade en juillet 1991.

Serbes, croates et bosniaques

En mai 1990, le président Tudjman veut déclarer l'indépendance de la Croatie, qui inclurait la Bosnie-Herzégovine ; il ne fait pas mention des Serbes de Croatie qui sont 600 000 sur 4,5 millions d'habitants. Aussitôt la crainte d'un retour aux pires heures de la Seconde Guerre mondiale revient pour les Serbes. En mai 1991, un référendum est organisé, lequel débouche sur l'indépendance de la Croatie, le 25 juin. Le 19 septembre, les membres de l'Union de l'Europe occidentale (organisme de défense européenne, remplacé par la PSDC) rejettent une proposition franco-allemande pour un envoi de forces de maintien de la paix en Yougoslavie. En janvier 1992, l'ensemble des membres de la Communauté européenne reconnaît la Slovénie et la Croatie.

Le 17 août 1990, la guerre éclate d'abord entre la minorité serbe de Croatie, soutenue par la Serbie, et la Croatie. Les Serbes de Croatie réclament, face à Zagreb, le droit à l'indépendance que les Croates ont fait jouer. Des villes sont bombardées par l'artillerie serbe. Serbes et Croates, qui vivaient en bonne intelligence, s'entre-tuent. Le 7 avril 1992, la Communauté européenne reconnaît l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, à la suite d'un référendum boycotté par les Serbes qui craignaient de ne pas être protégés dans le nouvel État. Les musulmans bosniaques se heurtent à la fois aux Croates et aux Serbes, mais ce sont surtout ces derniers qui vont subir la condamnation internationale du fait des bombardements des villes auxquels ils se sont livrés et de leur politique dite de « purification ethnique ». La communauté internationale, qui a déployé par le biais de l'ONU une force

de maintien de la paix, demeure impuissante à faire cesser les combats et ne peut qu'en limiter les effets en apportant une assistance humanitaire, notamment à la population bosniaque.

Le massacre par les Serbes de 8 000 musulmans dans l'enclave de Srebrenica, protégée par une force de l'ONU, va modifier les données. L'OTAN mobilise les partisans serbes.

L'été 1995 voit le lancement d'une offensive croate permettant de reconquérir les terres laissées aux Serbes de Croatie, avec une plus grande implication américaine, par le biais de bombardements. Les accords de Dayton (du nom de la base militaire américaine), auxquels participent les présidents croate Tudjman, bosniaque Izetbegović et serbe Milošević, mettent fin aux combats en instituant, sous couvert d'un État unitaire bosniaque, une partition en trois entités – croate, bosniaque et serbe. Les zones croates et bosniaques vont fusionner, regroupant 51 % du territoire contre 49 % pour la zone serbe. La paix est assurée par une force internationale (la SFOR) et une administration internationale qui fait de la Bosnie un protectorat.

L'entrée des kosovars dans le conflit

Alors que la guerre se termine en Bosnie, les troubles reprennent au Kosovo. En février 1996, l'armée de libération du Kosovo (UCK) revendique une série d'attentats à la bombe. L'armée yougoslave et la police serbe détruisent de nombreux villages. Le groupe de contact (groupe informel fondé en 1994 comprenant les États-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France et que l'Italie rejoint en 1996) demande à la Yougoslavie de cesser les opérations de répression. Le leader kosovar modéré Ibrahim Rugova est élu président en mars 1998, au cours d'élections non reconnues par Belgrade. Le 31 mars, la résolution 1160 du Conseil de sécurité de l'ONU impose un embargo total

sur les ventes d'armes à la Yougoslavie et, le 23 septembre, la résolution 1199 exige le retrait des forces serbes et l'ouverture de négociations. Les affrontements continuent. La France et la Grande-Bretagne convoquent tous les protagonistes pour une réunion au château de Rambouillet.

Le 19 mars, c'est l'échec, Belgrade refusant que des troupes de l'OTAN puissent surveiller le cessez-le-feu en ayant accès au territoire yougoslave. Les Occidentaux, pour faire pression sur Milošević, agitent la menace de représailles militaires. Certes, l'UCK a sa part de responsabilité dans la dégradation de la situation et les Occidentaux ne contestent pas la souveraineté yougoslave sur le Kosovo ; mais Milošević apparaît comme un « multirécidiviste ». De nouveau, il se livre à des opérations de nettoyage ethnique. La crédibilité des Européens, qui veulent montrer que leur discours sur l'Europe de la sécurité avait une traduction concrète, et celle des États-Unis, qui veulent prouver que cinquante ans après sa naissance et malgré la disparition de l'URSS, l'OTAN avait toujours une utilité, sont en jeu.

Le 23 mars l'OTAN déclenche l'opération « Force alliée » contre la Yougoslavie, sans la soumettre au vote du Conseil de sécurité. Pékin et Moscou auraient opposé leur veto. Belgrade est bombardée. L'armée yougoslave pousse les Kosovars à l'exode massif, ce qui motive les opinions européennes à soutenir la guerre. Ces combats inégaux dureront soixante-dix-huit jours, uniquement avec des moyens aériens. Milošević, inculpé le 24 mai par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de crime contre l'humanité, est contraint à la capitulation le 3 juin. Les troupes de l'OTAN s'installent et les Kosovars se lancent dans des exactions contre la population serbe du Kosovo.

Le 10 juin 1999 (résolution 1244), le Kosovo, faisant toujours officiellement partie de la Serbie, devient une

province sous administration internationale dont le statut final reste à déterminer. Elle est dotée d'installations autonomes. Mais la majorité albanaise souhaite l'indépendance que ne veut pas encore lui reconnaître la communauté internationale, de crainte d'une possible déstabilisation régionale.

En octobre 2000, Milošević est battu aux élections par Vojislav Koštunica. En novembre, la Yougoslavie est admise à l'ONU, Milošević sera arrêté en avril 2001 et livré au tribunal international.

En 2007, le Kosovo s'oriente vers le choix de l'indépendance, qui est officiellement proclamée le 17 février 2008, malgré la forte opposition de la Serbie, soutenue par la Russie. Le Conseil de sécurité de l'ONU est lui-même divisé sur la question puisque la Chine et la Russie ne reconnaissent pas l'indépendance de cet État. Le Kosovo est actuellement reconnu par près d'une centaine d'États (chiffre en baisse après une campagne menée par la Serbie en 2018/2019 pour que certains États, notamment d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes, retirent leur reconnaissance), mais n'est pas admis à l'ONU.

Les tensions persistent entre les différentes communautés installées sur le territoire : Serbes au nord, qui dépendent de Belgrade, Albanais et Roms. Par ailleurs, la gestion quasi mafieuse du pays et l'état de délabrement de l'économie conduisent à un exode massif : 10 % de la population aurait fui le pays en 2015 pour rejoindre l'Union européenne.

En 2020, la Cour pénale internationale inculpait Hashim Thaçi, président du Kosovo, pour crime de guerre et crime contre l'humanité commis durant la guerre contre la Serbie, sur fond d'accusations documentées de trafic d'organes de prisonniers serbes.

La guerre du Golfe

La guerre contre l'Iran terminée, l'urgence pour l'Irak était de reconstruire son économie. Bagdad, bien qu'ayant pris l'initiative du conflit, estimait avoir été le champion, contre l'Iran, de la cause arabe et le protecteur des États du Golfe. Il attendait donc de ces derniers une aide économique conséquente ainsi que l'augmentation du prix du baril de pétrole pour obtenir des devises. Par ailleurs, l'Irak n'avait jamais réellement accepté l'indépendance du Koweït (le Koweït obtint son indépendance du Royaume-Uni en 1961, soit trois ans après la fin du protectorat britannique sur l'Irak) qui le privait d'un débouché maritime. Devant le refus du Koweït (le Koweït obtint son indépendance du Royaume-Uni en 1961, soit trois ans après la fin du protectorat britannique sur l'Irak) de tenir compte des demandes irakiennes, Saddam Hussein décide de l'envahir le 2 avril 1990. C'est la première fois depuis 1945 qu'un État en annexe un autre. Au-delà de la violation du droit international, c'est l'équilibre stratégique au Proche-Orient qui est en jeu. L'Irak, pays laïque et moderne, possède une armée puissante et se pose en leader arabe. Avec le Koweït, il possède 20 % des réserves mondiales de pétrole.

Le président américain George Bush va réagir rapidement. Dès le 3 août, les ministres américain et soviétique des Affaires étrangères signent un communiqué commun dénonçant l'invasion. L'URSS, initialement liée à l'Irak par un traité d'amitié, manifeste sa solidarité avec Washington. Les Américains vont convaincre les Saoudiens de la nécessité de déployer des troupes sur leur sol. Ils prennent la tête d'une coalition internationale qui reçoit le feu vert du Conseil de sécurité de l'ONU. Les tentatives de médiation et l'embargo mis en place contre l'Irak ne débouchent sur aucune solution. Le recours aux armes semble inévitable.

La résolution 678 du 29 novembre 1990 le prévoit pour le 15 janvier si à cette date l'Irak ne s'est pas retiré du Koweït. Autour de Washington, une coalition de 29 pays (dont la Grande-Bretagne, la France, l'Arabie saoudite et la Syrie) s'est mise en place.

Le 17 janvier débute l'opération « Tempête du désert » (*Desert Storm*) qui succède à la phase de préparation « Bouclier du désert » (*Desert Shield*) : cinq semaines de bombardements aériens massifs qui seront poursuivis par une phase de combats terrestres de cent heures. Le 2 mars 1991, l'Irak est contraint d'accepter un cessez-le-feu et la mise sous tutelle du Conseil de sécurité. Son industrie militaire est démantelée. On découvre qu'il a – bien que faisant partie du Traité de non-prolifération – développé un programme clandestin d'armes nucléaires. Il a subi de nombreuses pertes, estimées entre 100 000 et 300 000 hommes, civils et militaires, contre seulement 238 pour la coalition internationale.

Les États-Unis triomphent. Ce sont eux qui ont mené politiquement la coalition, et c'est avec leurs moyens militaires de haute technologie (satellites, armes guidées, moyens de projection des forces, missiles de haute précision) que la victoire fut facile. Le tout sans déboursier un dollar puisque l'effort de guerre américain sera intégralement payé par les pays arabes du Golfe (Arabie saoudite, Koweït) ou les pays qui n'ont pu y participer (Japon, Allemagne). Les États-Unis apparaissent comme les gendarmes du Golfe et du monde.

Le mythe du nouvel ordre international

En juin 1989, un chercheur américain d'origine japonaise, Francis Fukuyama, lançait un débat sur la « fin de

l'Histoire ». Selon lui, le modèle occidental de libéralisme politique et économique s'est imposé définitivement dans le monde, si ce n'est dans les faits au moins dans les esprits. Il n'est peut-être pas appliqué universellement, mais il n'est plus contesté politiquement. C'est la « fin de l'Histoire », au sens hégélien du terme, c'est-à-dire la reconnaissance par tous d'un objectif commun à l'humanité et la disparition des affrontements idéologiques.

Le chercheur qui, de par ses origines culturelles, présente la fusion de deux nations leaders économiques mondiaux, était par ailleurs consultant au département d'État. Publié peu avant la chute du mur de Berlin, son article a un écho retentissant¹. Il est cependant marqué par un optimisme sans limite sur le triomphe du monde occidental. En réalité, la fin du clivage Est-Ouest et la victoire du monde occidental ne signifient pas pour autant l'établissement d'une paix universelle. Portés par un sentiment de puissance après la chute de l'URSS et par leur victoire dans la guerre du Golfe, les États-Unis estiment que ce triomphe va se traduire par l'émergence d'un nouvel ordre mondial. Le président George Bush, après la guerre du Golfe, s'en est fait le porte-parole. Le 6 mars 1991, dans un discours devant le Congrès, il déclare : « Deux fois auparavant dans ce siècle, le monde entier a été traumatisé par la guerre. Deux fois au cours de ce siècle, l'espoir d'une paix durable est sorti des horreurs de la guerre. Deux fois auparavant, il est apparu que ces espoirs étaient un rêve lointain hors de la portée de l'homme. Maintenant nous pouvons voir un monde nouveau venir sous nos yeux (...). Un monde où les Nations unies libérées de l'impasse de la guerre froide sont en mesure de réaliser la vision historique de leurs

1. Francis Fukuyama, *The End of History ? the National Interest*, 1989.

fondateurs, un monde dans lequel la liberté et les droits de l'homme seront respectés par toutes les nations. »

Sous le double effet de la chute du mur de Berlin et de la victoire de la coalition anti-irakienne, les États-Unis vivent dans un sentiment d'euphorie collective. La menace soviétique disparue et le perturbateur irakien sévèrement châtié, ils ont le sentiment d'avoir gagné la guerre froide et de ne plus avoir de rivaux à leur hauteur.

Il convient cependant de tempérer cet optimisme car le nouvel ordre mondial n'est finalement guère nouveau. Il est la reprise des quatorze points exposés en 1918 par le président Wilson ou des objectifs de la charte des Nations unies établie en 1945. À la fin de chaque guerre mondiale, les dirigeants ont entrevu l'espoir d'un monde paisible où la guerre serait bannie et où la sécurité collective l'emporterait sur les affrontements, le tout sous le règne de la loi internationale. Mais deux fois ce rêve avait été rapidement dissipé, par Hitler d'abord, puis par le clivage Est-Ouest.

Loin d'être nouveau, cet ordre n'est pas non plus mondial. Certes la démocratie a fait des progrès dans les années 1970 et 1980, en Amérique latine, dans une partie de l'Asie, en Europe de l'Est, mais les régimes tyranniques ou autoritaires sont encore nombreux. Ni le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ni les droits de l'homme ne sont respectés de façon universelle. Et le monde va vite découvrir que la fin de la division Est-Ouest et la supériorité stratégique occidentale ne signifient pas la fin de l'Histoire, l'avènement d'un nouvel ordre mondial ou tout simplement l'émergence d'un monde pacifié.

Un monde en recomposition

À la fin des années 1980, le débat stratégique dominant portait sur le déclin américain. Il avait été lancé par le livre de Paul Kennedy *Naissance et déclin des grandes puissances*¹. Il prédisait que les États-Unis allaient connaître le même sort que les empires espagnol et britannique : le déclin. Mais c'est l'Union soviétique qui allait brutalement disparaître. La fin du monde bipolaire crée une véritable révolution stratégique. On s'est alors demandé si le monde n'allait pas devenir multipolaire. On pensait que la Russie, débarrassée du communisme, devait connaître une forte croissance. On prévoyait également la montée en puissance du Japon et de l'Europe. C'est l'inverse qui se produit, avec une diminution de 50 % du PIB russe dans la décennie 1990, l'entrée du Japon dans la « décennie perdue », les difficultés de l'Europe à s'affirmer, les guerres successives au Proche-Orient. En revanche, en Asie et en Amérique latine, des pays émergent. Le monde se recompose.

États-Unis, L'iLLusion d'un monde unipoLaire

Pour tous les pays du monde, la relation la plus importante est celle entretenue avec les États-Unis, première puissance mondiale. Aucun pays ne peut entrer en compétition avec eux dans les domaines militaire, économique, technologique ou culturel. La croissance de leur économie dans les années 1990, bien supérieure à celle du Japon et

1. Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Payot, Paris, 1988.

de l'Union européenne, et leur position de leader dans les secteurs d'avenir, notamment les nouvelles technologies, font que les banques centrales des pays étrangers sont toujours prêtes à acheter des bons du Trésor américain, ce qui permet de combler le déficit. La sévère crise économique, en septembre 2008, est rapidement devenue une crise mondiale, les États-Unis l'ayant exportée.

Ce mélange de puissance et de conviction de l'universalité de leurs valeurs qui les entraîne à en faire bénéficier les autres débouche sur une politique qualifiée d'unilatéraliste. Ils développent un sentiment de méfiance, voire d'hostilité, à l'égard des institutions internationales, des procédures multilatérales et même du droit international. Tout ce qui est international ou multilatéral est perçu comme une contrainte inutile, à des degrés divers selon les présidents.

Une puissance agressive

Les succès internationaux de George Bush senior, qui succède à Ronald Reagan, ne lui assurent pas sa réélection car les États-Unis sont préoccupés par leur situation économique.

En novembre 1992, le démocrate Bill Clinton devient le 42^e président des États-Unis. De la génération des « baby boomers », il a été étudiant en Europe et paraît plus ouvert à la coopération internationale que son prédécesseur. Mais, en 1993, 18 soldats américains, envoyés en Somalie pour une opération humanitaire, sont tués. Les troupes sont retirées et l'ONU est tenue responsable de la faillite de la mission.

En Europe, il multiplie les contacts, notamment avec les pays de l'Est, puis, après bien des hésitations, il s'implique

dans le règlement de la guerre de Bosnie à laquelle il est mis fin lors des accords de Dayton (1995). Convaincu que les pays démocratiques ne se font pas la guerre, il entend développer la démocratie à l'échelle mondiale et dresse une liste d'« États voyous » : pays refusant la démocratie ou soupçonnés de vouloir se doter d'armes nucléaires. Il s'agit surtout des pays adversaires : Cuba, la Syrie, l'Irak, l'Iran et la Libye. À l'inverse, d'autres pays, tout aussi dictatoriaux et/ou dotés d'armes nucléaires, du Pakistan à l'Arabie saoudite, ne sont pas sur la liste en raison des liens qui les unissent à Washington.

En août 1998, des attentats frappent les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. Le Soudan et l'Afghanistan sont bombardés en représailles, sans preuve formelle de leur implication. À partir de décembre 1998, c'est l'Irak qui va faire l'objet de bombardements réguliers sans base juridique. En octobre 1999, le Sénat rejette la ratification du traité d'interdiction totale des essais nucléaires. Les contributions à l'ONU sont bloquées.

En 2000, George W. Bush est élu dans des conditions contestables (on a arrêté de recompter les voix dans l'État clé de Floride, gouverné par son frère). Sans expérience internationale, il souhaite que les États-Unis adoptent un profil plus modeste et s'impliquent moins dans les affaires du monde.

Le 11 septembre 2001, deux avions de ligne détournés par des commandos suicides s'écrasent sur les tours du World Trade Center, et un troisième sur le Pentagone. Pour la première fois depuis près de deux siècles, les États-Unis sont frappés sur leur territoire continental, alors qu'ils sont au fait de leur puissance. Les attentats font près de 3 000 morts et créent un choc psychologique immense dans le pays et le monde entier.

Les « néoconservateurs » – qui estiment qu’il est du devoir des États-Unis d’exporter leurs valeurs, fût-ce par la force – y voient « un effet d’aubaine » et vont imposer une politique étrangère agressive.

Les États-Unis demandent au régime des talibans en Afghanistan de leur livrer le Saoudien Ben Laden, leader d’Al-Qaïda, accusé d’être l’instigateur des attentats. Devant leur refus, ils lancent sans l’OTAN et avec les Britanniques une campagne de frappes aériennes en Afghanistan. Le régime des talibans tombe le 7 décembre 2001 mais Ben Laden parvient à échapper aux forces anglo-américaines.

Le 13 décembre, le président Bush dénonce le traité ABM, signé en 1972 à Moscou pour la limitation des missiles antibalistiques, qui avait résisté à toutes les vicissitudes de la guerre froide. Il était un obstacle au projet de défense antimissile.

L’Irak est accusé de vouloir se doter d’armes de destruction massives et d’avoir partie liée avec Ben Laden. Le caractère mensonger des accusations et la désapprobation à l’ONU de plusieurs de leurs alliés, dont la France et l’Allemagne, ne vont pas empêcher Washington de lancer une guerre contre ce pays en mars 2003, et George W. Bush de faire de la lutte contre le terrorisme son argument principal de campagne. Saddam Hussein est renversé le 9 avril 2003. Mais, très vite, les Américains s’enlisent et subissent de nombreux attentats. Bush est réélu en novembre 2004 sur une vague patriotique d’une opinion soudée derrière un chef de guerre. Celle-ci continue... En 2008, l’échec américain est patent. L’Irak est une faillite stratégique et morale.

Les États-Unis sont perçus comme une puissance agressive et guerrière qui ne respecte pas les valeurs qu’elle proclame (des tortures de prisonniers d’Abu Ghraib au

camp de prisonniers de Guantanamo) et agissant sans tenir compte des autres nations. L'hyperpuissance est hyper impopulaire.

L'espoir Obama

La conjugaison de la faillite stratégique et de la crise économique que subissent les États-Unis va conduire, le 4 novembre 2008, à l'élection surprise du démocrate Barack Obama à la présidence. Pour la première fois, un Noir est élu à la Maison-Blanche. Cette élection suscite un immense espoir au niveau mondial. Barack Obama s'était opposé dès le départ à la guerre d'Irak, il veut réconcilier les États-Unis avec le reste du monde, notamment le monde musulman.

Il comprend que l'ultra-unilatéralisme agressif de George Bush a conduit à l'impasse. Lui veut restaurer le leadership américain, conscient que les États-Unis, à eux seuls, ne peuvent résoudre les conflits de la planète. Il estime qu'il a été élu pour mettre fin aux guerres, pas pour en lancer de nouvelles.

Il annonce la fermeture du camp de Guantanamo (mais cette promesse ne sera pas tenue du fait du Congrès), interdit la torture, établit un calendrier de retrait d'Irak, distingue la « guerre de nécessité » qui a été menée en Afghanistan et la « guerre de choix » qui a été menée en Irak. Le 1^{er} septembre 2010, la guerre d'Irak prend officiellement fin. Le 2 mars 2011, un commando américain tue Ben Laden qui se cachait au Pakistan. En juin 2013, le gouvernement afghan prend le contrôle de la sécurité du pays en lieu et place de l'OTAN. Mais l'administration Karzaï est trop corrompue et inefficace, et les talibans retrouvent une légitimité auprès d'une partie de la population.

Au Proche-Orient, Barack Obama demande expressément l'arrêt de la colonisation israélienne à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, mais Netanyahu la poursuit, fort du soutien du Congrès américain.

Favorable au « printemps arabe », Obama refuse pourtant de s'engager en Libye en 2011 et développe le concept de *leading from behind*, un leadership de soutien à l'intervention franco-britannique. En Syrie, il avait dressé une ligne rouge (usage d'armes chimiques) mais ne réagit pas quand Bachar el-Assad la franchit. Il y a un « syndrome irakien », comme il y a eu un syndrome vietnamien. Les États-Unis ne veulent plus être entraînés dans des conflits extérieurs coûteux.

Obama est également à l'initiative d'une réconciliation historique avec Cuba.

La création d'un État islamique aux confins de la Syrie et de l'Irak, la poursuite de la guerre civile en Afghanistan et des attentats terroristes sont des échecs pour les États-Unis, qui doivent par ailleurs faire face à la montée en puissance des pays émergents.

Obama énonce le concept de « pivot asiatique » pour repositionner le dispositif stratégique américain là où se situent des marchés et des zones de tensions. La Chine est perçue comme un défi majeur. Pour y répondre, les États-Unis ont renforcé leur présence militaire et économique dans la zone Asie-Pacifique. Ils ont signé un accord de partenariat transpacifique en 2016, renforcé leur coopération militaire avec le Japon, la Corée du Sud, les Philippines et développé une relation avec le Vietnam.

Après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, les États-Unis renforcent leur présence en Europe et donnent une nouvelle impulsion à l'OTAN. Obama n'a pu « appuyer sur la touche reset » dans les relations américano-russes,

comme il l'avait annoncé, en partie du fait de la volonté de Poutine d'affirmer un retour en force de la Russie sur la scène internationale. À cet égard, la poursuite du système de défense antimissile, qu'Obama avait pourtant promis d'abandonner lors de son élection, a joué un rôle non négligeable.

Barack Obama a su relancer l'économie américaine après 2008. Mais à la fin de son second mandat le chômage est au plus bas. Il a instauré une couverture de santé pour tous, ce que Clinton n'était pas parvenu à réaliser, mais les deux bombes à retardement que sont la dette étudiante (1 200 milliards) et le régime des retraites demeurent. Aux États-Unis, l'écart entre les très riches (« 1 % ») et les autres s'est accru : 95 % de la croissance depuis 2008 ont été captés par 1 % de la population, la classe moyenne a été réduite, le racisme anti-Noirs n'a pas disparu, la libre-circulation des armes à feu provoque régulièrement des tueries et le système carcéral est surchargé et inefficace.

Si Obama a compris que l'époque d'un monde unipolaire était révolue, la majorité de ses concitoyens et des élus ne l'a pas réalisé. Le système politique américain est de plus en plus dépendant du poids de l'argent, à la suite de la décision de la Cour suprême en 2010 de mettre fin au plafonnement des dépenses électorales. La plupart des congressistes n'ont aucune expérience en relations internationales, ce qui creuse l'écart entre le poids des États-Unis dans les affaires mondiales et leur capacité à comprendre le monde dans lequel ils vivent.

Donald Trump : l'unilatéralisme débridé

Le 8 novembre 2016, Donald Trump est élu président des États-Unis à la surprise générale. En effet, la candidature

aux primaires républicaines de ce magnat de l'immobilier, devenu célèbre grâce à un show télévisé et à des déclarations à l'emporte-pièce, n'avait pas été prise au sérieux. On estimait qu'il serait rapidement éliminé. Il a pourtant mis à terre tous ses opposants républicains, malgré l'hostilité de l'appareil du parti. Opposé à Hillary Clinton, boudé par la plupart des ténors républicains et multipliant les propos fracassants, aucun sondage – ou presque – ne le donnait gagnant à l'élection présidentielle. Il apparaissait comme manquant d'expérience et de vision, contrairement à Hillary Clinton.

Son discours est apparu extrêmement populaire dans les milieux blancs déclassés, perdants de la mondialisation parce qu'ils avaient perdu leur emploi ou leur maison après la crise de 2008. Quoique milliardaire, il a entonné un couplet anti-élite qui a fonctionné. Hillary Clinton était à l'inverse jugée hautaine et loin des préoccupations quotidiennes des gens.

Donald Trump enchaîne les déclarations sexistes, homophobes et racistes. Il multiplie les provocations verbales, paraît incohérent et répulsif pour les élites traditionnelles. Mais loin d'être incohérent, il a un agenda « America First » et « Make America Great Again ».

Sur le plan international, il veut surtout mettre fin à l'héritage de Barack Obama qu'il déteste. Il estime que les États-Unis ont excessivement accepté les contraintes internationales et été trop conciliants avec les autres nations qui ont profité de leur générosité.

Il partage cependant un constat avec Obama : les États-Unis n'ont plus les moyens d'être les gendarmes du monde, et doivent désormais se préoccuper d'eux-mêmes. Il veut également établir de meilleures relations avec Moscou, mais il s'en trouve empêché par les accusations d'ingérence

russe dans les élections de 2016 (pour favoriser son élection) et les freins mis par le Congrès et le Pentagone, très anti-Russes.

S'il ne veut plus lancer les États-Unis dans des aventures militaires trop coûteuses et aux résultats catastrophiques, il continue d'augmenter les dépenses militaires qui passent de 620 à 738 milliards de dollars au cours de son mandat, soit 38 % des dépenses militaires mondiales. Il veut surtout rétablir le leadership américain sur le monde par la voie des sanctions économiques et l'application extraterritoriale de la législation américaine. Les entreprises étrangères qui ne respectent pas les sanctions, même si celles-ci sont décidées unilatéralement par les États-Unis, sont susceptibles d'être condamnées à de lourdes amendes et/ou d'être privées d'accès au marché américain.

Donald Trump lance une vaste offensive contre le multilatéralisme. Il se retire de l'accord de Paris sur le climat et de l'accord sur le nucléaire iranien signé par Obama, et met fin à la réconciliation avec Cuba et Téhéran. Il effectue son premier séjour à l'étranger en Arabie saoudite, qui s'inquiétait du rapprochement entre Téhéran et Washington. Riyad se rapproche d'Israël, qui voit aussi dans l'Iran une menace existentielle. Pour satisfaire son électorat évangéliste très pro-israélien, Donald Trump transfère l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem et reconnaît l'annexion par Israël du plateau du Golan et d'une partie de la Cisjordanie. Il opère un rapprochement spectaculaire avec la Corée du Nord en rencontrant Kim Jong-un lors de deux sommets, mais ne parvient pas pour autant à faire renoncer ce dernier à l'arme nucléaire.

Il se lance dans une politique de confrontation avec la Chine, accusée de piller les États-Unis (le déficit

commercial américain à l'égard de Pékin a atteint le chiffre record de 400 milliards de dollars en 2018). Mais la rivalité entre les deux puissances dépasse largement le seul aspect commercial. C'est le leadership mondial que les États-Unis occupent depuis 1945 qui est en jeu. Lorsque la Chine a adhéré à l'OMC en 2001, son PIB représentait 10 % du PIB américain. En 2018, il en représente plus de 60 %. Pour beaucoup, la question n'est pas de savoir SI la Chine va dépasser les États-Unis, mais QUAND elle le fera. C'est la thèse du « piège de Thucydide ». Selon l'historien grec, la guerre était devenue inéluctable entre Sparte et Athènes, lorsque la première n'a pas accepté la montée en puissance de la seconde. Mais l'affrontement, du fait notamment de la dissuasion nucléaire, ne devrait pas avoir lieu sur le terrain militaire.

La crise du Covid-19 a intensifié cette rivalité. Accusé d'avoir mal géré la crise, Donald Trump trouve en Pékin un bouc émissaire idéal. Surtout que l'hostilité à la Chine est le seul point de sa politique extérieure qui fasse l'objet d'un consensus bi-partisan aux États-Unis.

Ayant décrit les Mexicains comme des criminels et des violeurs, il veut accélérer la construction d'un mur entre les deux pays. Il renégocie l'accord de libre-échange avec le Mexique et les États-Unis (anciennement ALENA, désormais AEUMC).

Il désigne l'Union européenne comme un « ennemi » du fait du déficit commercial américain à son égard (en moyenne autour de 120 milliards de dollars chaque année).

Il fait craindre pour la survie de l'OTAN, mais il s'agit d'un chantage destiné avant tout à forcer les Européens à augmenter leurs dépenses militaires et à acheter plus d'équipement aux États-Unis.

Il malmène également les alliés japonais et coréens. Il retire les États-Unis de l'UNESCO.

Il pousse l'unilatéralisme à son paroxysme. S'il obtient certains résultats par la menace (l'Iran ne peut plus vendre son pétrole), il peut affaiblir sur le long terme la crédibilité des États-Unis.

Joe Biden, le retour de l'Amérique ?

L'ancien vice-président d'Obama remporte les élections présidentielles de l'automne 2020 face à Donald Trump. Mais ce dernier conteste sa défaite. Certains de ses soutiens les plus radicalisés envahissent le Congrès américain le 6 janvier 2021, jour du vote de l'investiture de Joe Biden. L'image d'une démocratie américaine profondément affaiblie et divisée fait le tour de la planète. Il veut réconcilier les Américains alors que la société est de plus en plus clivée. Les partisans de Donald Trump n'acceptent toujours pas sa défaite. En juin 2022, la Cour suprême – où les conservateurs dominent avec six juges contre trois progressistes du fait des nominations de Trump – abolit le droit à l'avortement au niveau fédéral et consacre le droit de port d'armes en dehors du domicile malgré des tueries de masse de plus en plus fréquentes.

Biden est élu sur le slogan « *America is Back* ». Du point de vue de la politique étrangère, la Chine reste le dossier prioritaire de Washington, comme sous Donald Trump. Le nouveau président américain cherche en cela à constituer une alliance des démocraties et donc à se rapprocher de ses partenaires traditionnels européens et asiatiques, malmenés à l'ère Trump.

Dans cet objectif, Joe Biden met en place une politique étrangère plus multilatérale. Il fait réintégrer les États-Unis

dans l'accord de Paris sur le climat et rouvre les discussions avec Téhéran. Pour autant, il ne remet pas en question les gestes de Donald Trump à l'égard de l'allié israélien. Il annonce vouloir se montrer plus attentif aux droits de l'homme, en suspendant notamment la vente d'armes à l'Arabie saoudite du fait de la guerre qu'elle mène au Yémen. Mais il opère un rapprochement avec Riyad après le déclenchement de la guerre en Ukraine.

Joe Biden effectue plusieurs déplacements en Europe et en Asie, et se montre plus enclin au dialogue et aux négociations.

D'abord vindicatif à l'égard de Vladimir Poutine, il concède plusieurs rencontres avec le dirigeant russe en amont du déclenchement de la guerre.

En Indopacifique, il renforce la coopération avec ses alliés au travers d'alliances tel que le Quad (Inde, Australie, Japon, États-Unis) ou l'AUKUS (Australie, Royaume-Uni et États-Unis) pour contrer l'influence de Pékin dans la région.

Mais la débâcle de Kaboul à l'été 2021, c'est-à-dire le retrait en urgence des troupes américaines d'Afghanistan laissant le pouvoir aux talibans, le tout sans coordination avec leurs alliés, dégrade l'image des États-Unis sur la scène stratégique.

Le déclenchement de la guerre en Ukraine par Moscou en février 2022 provoque un rapprochement transatlantique sans précédent, à l'avantage de Washington, à nouveau perçu comme le seul protecteur crédible pour les Européens. L'OTAN retrouve sa raison d'être et le complexe militaro-industriel américain bénéficie de l'augmentation des dépenses militaires européennes quasi généralisées à la suite du déclenchement de la guerre.

Le Congrès américain débloque des sommes faramineuses (plusieurs dizaines de milliards de dollars) pour soutenir Kiev, notamment en armement.

La guerre représente pour les États-Unis l'occasion de resserrer les rangs dans la perspective de l'opposition souhaitée entre l'axe des pays démocratiques et l'axe des pays autocratiques, au premier rang desquels Moscou et Pékin.

La Russie, du déclin au retour en force

Sur fond de guerres de Tchétchénie

Boris Eltsine, jugé peu crédible par les Occidentaux, va s'imposer au pouvoir à Moscou après le coup d'État avorté d'août 1991. Il a démantelé le communisme et les infrastructures soviétiques sans réellement introduire une économie de marché ni une véritable démocratie. En septembre 1993, il fait donner l'assaut contre le Parlement. Résultat : 147 morts selon les sources officielles.

À partir de décembre 1994, il lance la Russie dans la première guerre de Tchétchénie. Les Tchétchènes réclament l'indépendance, et Eltsine se retrouve dans la position de l'arroseur arrosé. Lui qui a conduit à la dissolution de l'URSS voit désormais la Russie qu'il préside menacée de sécession. Il réagit avec une grande brutalité. La guerre fait près de 100 000 morts et se termine par un semi-échec pour la Russie.

Les privatisations ne vont pas déboucher sur une économie de marché mais plutôt sur la constitution de nouveaux empires économiques détenus par des oligarques proches du pouvoir. Un véritable hold-up sur les richesses nationales

est organisé au profit des amis d'Eltsine qui expatrient une grande partie de leur fortune. La presse, qui avait obtenu un haut niveau de liberté à la fin de la période Gorbatchev, est plus ou moins remise sous contrôle. Le crash boursier d'août 1998, la fuite des capitaux et la corruption achèvent de mettre le pays à genoux. Entre 1991 et 1999, le PIB russe a perdu plus de 60 % de sa valeur, passant de 518 milliards de dollars à 196 milliards.

En octobre 1999 débute la seconde guerre de Tchétchénie, la région n'ayant toujours pas été « pacifiée » malgré sa destruction quasi-totale. Le pouvoir russe ne veut pas céder de peur d'être confronté à une contagion du séparatisme dans les républiques caucasiennes, région importante pour l'acheminement du pétrole de la Caspienne. Le comportement de l'armée russe est particulièrement brutal et des violations massives des droits de l'homme ainsi que la généralisation de la torture sont signalées dans l'indifférence quasi générale des pays occidentaux.

La Russie n'a plus l'importance géopolitique de l'Union soviétique. Elle a été admise au G8 malgré une économie chancelante. Elle dispose, certes, toujours d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité et d'un stock considérable d'armes nucléaires, mais son armée abrite des effectifs pléthoriques et des équipements technologiquement dépassés.

L'arrivée de Poutine au pouvoir

En décembre 1999, Eltsine démissionne six mois avant la fin de son mandat. Vladimir Poutine, encore inconnu et issu des services de renseignements, est désigné à sa place avant de remporter les élections en mars 2000 sur fond de guerre en Tchétchénie. Alors que l'URSS avait effrayé

le monde occidental par sa puissance pendant des décennies, c'est désormais la faiblesse de la Russie qui inquiète. L'État central est vidé de ses compétences au profit des oligarques, des dirigeants des régions et de la mafia. Poutine veut restaurer l'autorité de l'État russe et le fait de façon autoritaire et brutale mais parvient à ses fins.

La Russie a perdu beaucoup de son influence, non seulement en Europe, mais dans son entourage proche (Ukraine, Géorgie). Après la guerre d'Irak, la hausse des cours du pétrole et du gaz va accélérer le développement économique de la Russie. Poutine, réélu en 2004, voit exploser le PIB russe, qui atteint 591 milliards de dollars en 2004 et est multiplié par près de trois en l'espace de quatre ans, pour dépasser les 1 500 milliards de dollars en 2008. 85 % des rentrées de devises russes proviennent des matières premières énergétiques.

Au cours de son second mandat, Vladimir Poutine s'impose sur la scène internationale et redonne sens à la diplomatie russe. S'il est critiqué à l'étranger, notamment pour les entraves aux libertés, il est très populaire en Russie où l'opinion lui est reconnaissante d'avoir restauré l'économie russe et permis une « revanche » sur les humiliations des années 1990. Il a redonné à Moscou un rôle stratégique mondial, la Russie est de nouveau respectée sur la scène internationale.

Le 2 mars 2008, Dmitri Medvedev est élu président de la Fédération de Russie et entre officiellement en fonction le 7 mai, alors que Vladimir Poutine devient son Premier ministre (la Constitution russe interdisant plus de deux mandats consécutifs à la tête de l'État). Medvedev est souvent considéré comme étant plus libéral que son prédécesseur mais il conserve la même ligne de conduite quant à

la volonté de faire à nouveau de la Russie un acteur décisif sur la scène internationale.

Sa politique étrangère est marquée par la crise en Ossétie du Sud en 2008. Une mini-guerre éclate entre la Russie et la Géorgie le 8 août 2008, le jour même de l'ouverture des Jeux de Pékin. La Géorgie veut reconquérir les provinces sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, protégées par Moscou. La Russie réagit en envoyant des troupes et en bombardant la Géorgie. C'est une victoire militaire obtenue contre un allié des États-Unis (qui n'ont pas réagi), une médiation européenne permettant le retrait des soldats russes de Géorgie.

En 2012, Vladimir Poutine est élu pour un nouveau mandat de six ans à la présidence. Un début de contestation prend forme mais l'opposition est divisée entre libéraux, ultranationalistes et communistes de la vieille garde.

La guerre de Tchétchénie a pris fin, mais le Caucase reste agité par des groupes djihadistes. La Russie veut se reconstruire économiquement. Elle doit faire face au manque d'investissement, à l'absence de diversification de l'économie. Elle reste prisonnière des revenus des matières premières énergétiques mais une classe moyenne a émergé.

En novembre 2013, le président ukrainien Ianoukovytch annonce la suspension des négociations sur l'accord d'association avec l'Union européenne, qui éloignait l'Ukraine de la Russie. De nombreux Ukrainiens manifestent contre cette décision et se réunissent sur la place centrale de Kiev : Maïdan. Le pays voit s'affronter les proeuropéens, majoritaires, et les prorusses. Le 22 février 2014, Ianoukovytch prend la fuite.

Le 27 février 2014, un référendum, organisé en Crimée, voit 96 % des participants voter en faveur d'un rattachement à

la Russie. La Russie rattache la Crimée à son territoire. Les Occidentaux et l'Ukraine estiment le référendum illégal au vu du droit international. Le territoire de Crimée, majoritairement peuplé de Russes et où se trouve la flotte russe de Sébastopol, avait été rattaché à l'Ukraine par Khrouchtchev en 1954, à l'époque où les frontières internes n'avaient pas d'importance. Des séparatistes prorusses s'emparent des oblasts de Donetsk et de Lougansk dans la région du Donbass à l'est de l'Ukraine.

En mars 2014, les Occidentaux adoptent des sanctions économiques à l'égard de la Russie qui, en réaction, interdit l'importation de produits agricoles, de matières premières et de denrées alimentaires venant des pays concernés.

Poutine se rapproche alors de la Chine (avec laquelle il signe un accord de partenariat énergétique) et participe au sommet des BRICS en juillet 2014 à Fortaleza, au Brésil. En février 2015, les accords de Minsk sont signés entre Poutine et le président ukrainien Porochenko, sous l'égide d'Angela Merkel et de François Hollande. Ils aboutissent à un cessez-le-feu.

Mais la Russie soutient toujours en sous-main les indépendantistes prorusses de l'Est ukrainien, tandis que Kiev refuse d'accorder une relative autonomie à ce territoire. Deux engagements prévus dans les accords de Minsk. L'Ukraine connaît une grave crise économique et a du mal à vaincre la corruption. Le « mouvement Maïdan » de la jeunesse ukrainienne a été détourné par les oligarques ukrainiens.

En Syrie, la Russie soutient le régime de Bachar el-Assad présenté comme un rempart contre le terrorisme. Elle veut surtout éviter que s'opère un changement de régime par la force, à l'image de ce qui s'est produit en Irak en 2003 et en Libye en 2011. Elle intervient militairement et brutalement

début 2016 afin d'éviter la chute du régime. Elle entend montrer qu'elle est de retour au Proche-Orient et qu'aucune solution ne se fera sans elle, encore moins contre elle. Elle est le seul pays à avoir de bonnes relations avec tous les pays de la région. Elle fait un retour spectaculaire également en Afrique. Un sommet Russie-Afrique réunit plus de quarante chefs d'État et de gouvernements à Sotchi en octobre 2019. La force de mercenaires russes Wagner intervient en Libye dans le cadre de la guerre civile, en Centrafrique après le départ des forces françaises, et désormais au Mali.

Poutine a fait son deuil d'une réconciliation avec l'Occident, convaincu que celui-ci ne veut pas reconnaître la Russie comme une puissance autonome. Les espoirs de réconciliation tant avec Barack Obama qu'avec Donald Trump ont échoué du fait de l'opposition du Congrès et du complexe militaro-industriel, et Poutine estime que les Européens ne font que reprendre les positions américaines. Certains experts américains estiment que, le défi majeur futur étant la Chine, c'est une erreur de pousser la Russie dans ses bras.

L'économie russe est atteinte par les sanctions occidentales édictées après l'annexion de la Crimée et surtout par une trop forte dépendance au cours du pétrole et du gaz. Par ailleurs, la fermeté de Poutine au niveau international flatte un patriotisme russe. Sa cote fait un bond de popularité après l'annexion de la Crimée (88 %). Sa politique étrangère contribue autant à sa popularité en Russie qu'à son discrédit dans le monde occidental. Évidemment, à ses yeux, le premier facteur est bien plus important que le second. Poutine a obtenu des succès de prestige (Jeux olympiques de Sotchi en 2014, Coupe du monde de football en 2018). Il est réélu en 2018. Mais l'usure du pouvoir, les difficultés économiques et l'annonce impopulaire d'une

réforme des retraites font baisser sa popularité. Mais il n'y a pas d'alternative et l'opposition est faible et muselée.

Vladimir Poutine met en place, en 2020, une réforme de la Constitution, qui lui ouvre la possibilité d'être candidat de nouveau pour deux mandats, ce qui le conduirait éventuellement au pouvoir jusqu'en 2036. Le risque est de faire le (les ?) mandat de trop.

Après avoir massé, au cours de l'année 2021, entre 100 000 et 200 000 hommes à la frontière ukrainienne, et malgré des tentatives de dialogue et de médiation notamment de la part de la France et de l'Allemagne, Vladimir Poutine lance le 24 février 2022 la guerre contre l'Ukraine, baptisée « opération militaire spéciale ». L'armée russe parvient rapidement à proximité de Kiev, mais est confrontée à une puissante résistance ukrainienne. Elle est forcée de reculer et de concentrer ses efforts sur le Donbass et l'Est ukrainien.

Cette violation du droit international est très largement condamnée à l'Assemblée générale des Nations unies. Mais seuls les Occidentaux et leurs proches alliés asiatiques adoptent des sanctions contre Moscou ; les pays africains, latino-américains ou asiatiques souhaitant dans leur grande majorité conserver de bonnes relations avec la Russie et ne pas se voir imposer l'agenda occidental. La guerre et les sanctions occidentales ont un impact important sur les secteurs énergétiques et agricoles. Les prix s'envolent et mettent en difficulté la plupart des économies. La Russie trouve, avec la Chine notamment, de nouveaux débouchés pour ses exportations d'hydrocarbures, mais devrait à terme subir les conséquences de la réorientation des importations européennes.

En outre, Poutine supprime les libertés individuelles en Russie, ce qui provoque un exode des élites ouvertes à l'international, notamment ceux qui travaillent dans les NTIC.

La décision russe de se lancer dans cette guerre ainsi que les crimes de guerre commis par l'armée russe en Ukraine choquent les opinions publiques occidentales et provoquent une rupture durable en Europe. La Russie est isolée tandis que les Européens se rassemblent dans le cadre de l'OTAN, derrière les États-Unis.

Par ailleurs, Moscou, si elle est en capacité de conquérir une partie du territoire ukrainien, a définitivement perdu l'Ukraine, qui obtient le statut officiel de candidat à l'Union européenne en juin 2022.

L'Europe en difficulté

La redéfinition de la sécurité européenne

L'OTAN allait-elle survivre à la dissolution de l'URSS ? Historiquement, les alliances défensives ne survivent pas aux menaces qui ont suscité leur création. Pourtant les membres de l'OTAN vont contredire cette assertion. Ils décident de conserver ce qui apparaît comme un pôle de stabilité dans un continent où les menaces sont perçues comme relevant de l'imprévisible et de l'instable. Ce maintien est une volonté autant américaine qu'européenne. En 1993, son secrétaire général Willy Claes affirme que l'Organisation atlantique doit répondre à une menace venant désormais non plus de l'Est mais du Sud.

L'OTAN s'attelle à deux nouvelles missions : le maintien de la paix en Europe et les contacts avec les anciens pays de l'Est, ces derniers posant leurs candidatures d'adhésion. Les membres de l'organisation, y compris les États-Unis, craignent que son élargissement ne conduise à sa dilution. En 1994, ils proposent un « partenariat pour la paix », formule plus souple de coopération, auquel adhère

la Russie. En 1997, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie sont néanmoins admises au sein de l'OTAN. Bill Clinton s'est laissé convaincre que c'était le moyen de préserver l'influence américaine en Europe.

Après le 11 septembre 2001, l'OTAN décide de mettre en œuvre pour la première fois le mécanisme de solidarité militaire prévu à l'article 5 du traité. Malgré cela, les États-Unis préfèrent organiser leur riposte sur l'Afghanistan sans l'appui de l'OTAN, en lançant l'opération « Liberté immuable ». Toutefois, devant la dégradation de la situation politico-militaire, ils finissent par impliquer l'OTAN en Afghanistan. Ainsi, le 11 août 2003, l'organisation prend le commandement de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS). Sa principale mission est d'assurer la stabilisation et la reconstruction du pays, tout en aidant le gouvernement afghan à asseoir son pouvoir sur l'ensemble du territoire.

En 2002, les trois pays Baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie), la Slovaquie, la Slovénie, la Bulgarie et la Roumanie intègrent l'OTAN à leur tour. Une force de réaction rapide pouvant être déployée en dehors de l'Europe est créée. Il avait été prévu, lors de l'adoption d'un nouveau concept stratégique en 1999, impliquant que l'OTAN puisse contribuer à la stabilisation des crises « hors zone », c'est-à-dire en dehors de l'Europe. La Croatie et l'Albanie sont admises en 2009, le Monténégro en 2017 et la Macédoine du Nord en 2020. L'OTAN compte désormais 30 États membres. Ces élargissements sont vécus comme une volonté d'encercllement par la Russie. Elle ne peut cependant les empêcher. Cela vient crispier ses relations avec les Occidentaux.

À l'échelle de l'Union européenne, le traité de Maastricht (1992) prévoit d'instituer la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), celle-ci incluant « l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union européenne,

y compris la définition, à terme, d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune ». La France est toujours soupçonnée de plaider pour une Europe puissante pour mieux diminuer l'influence américaine. L'idée qu'un pilier européen de la défense puisse agir soit en liaison avec Washington, soit de façon autonome, se faisait jour.

Le 4 décembre 1998, au sommet franco-britannique de Saint-Malo, la Grande-Bretagne, alliée traditionnelle de Washington, accepte que l'Union européenne se dote de capacités « d'actions autonomes soutenues par des forces armées crédibles ». Londres reconnaît à l'Union européenne une légitimité à traiter des questions de défense. En décembre 1999, tirant les leçons de la guerre du Kosovo, le Conseil européen d'Helsinki, décide de créer des structures politiques et militaires permettant à l'Union européenne d'assurer la gestion militaire et non militaire des crises. Une capacité autonome de défense permettant de déployer dans un délai de soixante jours et de soutenir pendant au moins une année des forces militaires pouvant atteindre de 50 000 à 60 000 hommes est prévue. Mais la division des Européens lors de la guerre d'Irak de 2003, partagés entre ceux qui sont favorables à la guerre et ceux qui s'y opposent, va venir briser cette dynamique.

En avril 2009, lors du sommet du sixantième anniversaire de l'OTAN, la France annonce qu'elle réintègre le commandement intégré de l'organisation (elle l'avait quittée en 1966 sur la décision du général de Gaulle). Nicolas Sarkozy justifie ce choix par la volonté de créer un pilier européen de la défense au sein de l'OTAN. La présence d'Obama à la tête des États-Unis rend la réintégration plus facilement acceptable mais certains regrettent le signal d'une perte de la spécificité de la position française.

François Hollande, qui avait critiqué cette décision, ne reviendra pas dessus après son élection en 2012.

La Russie voit les choses différemment et se sent cernée par cet élargissement. Les nouveaux États membres, ex-pays du pacte de Varsovie, notamment la Pologne et les pays Baltes, voient toujours Moscou comme une menace existentielle. L'annexion de la Crimée en 2014 va conduire l'OTAN à renforcer son dispositif militaire face à la Russie. Si on ne peut pas réellement parler, comme le font certains, d'un retour de la guerre froide (il n'y a pas deux alliances mondiales qui se font face), il y a un indéniable climat d'hostilité entre la Russie et les pays de l'OTAN.

L'arrivée de Donald Trump au pouvoir en janvier 2017 va susciter un trouble. Au cours de la campagne électorale, il avait déclaré que l'OTAN était obsolète, et qu'il voulait nouer un nouveau partenariat avec la Russie, ce qui va inquiéter les milieux atlantistes. Il accuse les pays européens de bénéficier de la protection américaine sans en payer le prix et les exhorte à augmenter leurs dépenses de défense – et leurs achats d'équipements militaires aux États-Unis. Il déclare que l'Union européenne est « un ennemi » sur la base du déficit commercial américain à son égard. Ses décisions unilatérales en matière diplomatique et l'absence totale de consultations avec les pays européens les font douter de la solidité de la garantie américaine. Sa grossièreté et sa brutalité inquiètent, y compris la chancelière allemande Angela Merkel.

Sur la désinvolture américaine se greffe le cavalier seul de la Turquie en Syrie et en Libye et ses achats d'armes à la Russie.

Face à cette situation, Emmanuel Macron ira jusqu'à déclarer, en novembre 2019, que l'OTAN est en état de mort cérébrale.

Les pays baltes et la Pologne ne veulent en rien critiquer Washington. Varsovie ira jusqu'à proposer deux milliards de dollars aux États-Unis pour construire une base militaire américaine sur son territoire. Globalement, par habitude, par peur de franchir le pas, par crainte de la Russie, les pays européens hésitent toujours à se diriger vers l'autonomie stratégique.

Si le mandat de Donald Trump puis la débâcle américaine à Kaboul à l'été 2021 ont pu nourrir cette volonté européenne de se diriger vers une autonomie stratégique, le déclenchement de la guerre en Ukraine relègue une telle orientation au dernier plan des priorités stratégiques. L'OTAN retrouve sa place centrale dans la politique de sécurité européenne. La Finlande et la Suède, des pays qui avaient fait de leur neutralité stratégique l'axe central de leur politique étrangère, décident d'intégrer l'alliance Atlantique.

L'élargissement de l'Europe

Le fossé économique est grand entre l'Europe de l'Est et les membres de l'Union européenne, il faut donc préparer l'intégration de ces pays.

Les pays déjà membres y voient la perspective de nouveaux débouchés ; les pays candidats, la promesse d'un rattrapage de leur retard économique. L'Union européenne va apporter un soutien aux réformes tant économiques que démocratiques des pays candidats.

Les nouveaux candidats

Le 1^{er} janvier 1999, l'euro est introduit comme monnaie unique dans onze pays de l'Union européenne, et notamment dans les pays du Sud dont on ne pensait pas initialement qu'ils pourraient réunir les conditions.

Le 1^{er} mai 2004, huit anciens pays communistes (Estonie, Lituanie, Lettonie, République tchèque, Slovaquie, Pologne, Hongrie, Slovénie) et deux îles méditerranéennes (Malte et la République de Chypre, qui ne contrôle que la partie sud de l'île) satisfont les conditions d'adhésion définies par le traité de Maastricht (article 49 : « Tout État européen qui respecte les principes de la liberté, de la démocratie, des droits de l'Homme et des libertés fondamentales ainsi que de l'État de droit, peut demander à devenir membre de l'Union ») et aux « critères de Copenhague » de décembre 1993 (l'existence d'institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, le respect des droits de l'homme et des minorités ainsi que leur protection ; l'existence d'une économie de marché viable ; la capacité à faire face aux forces du marché et à la pression concurrentielle à l'intérieur de l'Union ; l'aptitude à assumer les obligations découlant de l'adhésion, et notamment de l'Union économique et monétaire). Ces dix pays adhèrent à l'Union européenne qui compte désormais 450 millions d'habitants.

La Bulgarie et la Roumanie adhèrent en 2007. La Croatie en 2013.

La Turquie pose un problème particulier. Elle est candidate depuis longtemps et elle est un partenaire ancien de l'Europe mais sa taille, son poids démographique et, pour certains, le fait qu'elle soit un pays musulman (bien que laïque) pose problème. À partir de 2014, la dérive autoritaire du président Erdoğan et sa politique étrangère qui s'affranchit des règles de solidarité atlantique compliquent le dossier. La question des frontières de l'Europe est posée. En mars 2016, l'Union européenne signe un accord avec la Turquie afin de contrôler les arrivées de migrants qui transitent généralement par ce pays.

Dans le cadre de la guerre lancée par la Russie en Ukraine, Kiev dépose sa candidature en vue d'intégrer l'Union européenne. Celle-ci reconnaît officiellement la candidature de l'Ukraine. Mais cette dernière n'est pas en mesure, notamment sur les plans économique et de gestion et de lutte contre la corruption, d'intégrer à court terme l'Union européenne. La Moldavie émet une demande similaire, qu'elle se voit également reconnaître officiellement par l'Union.

Les difficultés de l'Europe

Le 1^{er} décembre 2009, le traité de Lisbonne entre en vigueur. Il prévoit la mise en place d'un président de la Commission élu pour deux ans et demi et un haut-représentant pour la politique étrangère censé donner une voix à l'Europe. Le poids des États reste cependant important.

Pour beaucoup d'Européens l'élargissement a été trop rapide et trop large. Il y a un désenchantement des populations qui reprochent à l'Union européenne d'être impuissante face à la crise économique et à la persistance du chômage. Il y a la peur d'un déclin stratégique, social et économique. Les élections au Parlement européen de 2014 voient partout une poussée de l'extrême droite et des mouvements antieuropéens.

Mais, de l'extérieur, l'Europe reste perçue comme un eldorado. Avec moins de 6 % de la population mondiale, elle représente 18 % du PIB mondial et environ 50 % des dépenses sociales mondiales. De nombreux migrants, fuyant des pays en guerre ou la misère, tentent de la rejoindre, souvent au péril de leur vie. En 2015, c'est plus d'un million de personnes qui cherchent refuge en Europe, fuyant la guerre civile en Syrie, l'Afghanistan, l'Irak ou encore l'Érythrée.

À ce sujet, l'Europe est divisée. L'Allemagne, en déficit démographique et bonne santé économique, se dit prête à les accueillir par la voix de sa chancelière, Angela Merkel. Les autres pays européens sont plus réservés et le flux provoque une poussée de l'extrême droite. Les accords de Schengen, qui lient 22 pays de l'Union européenne et permettent la libre-circulation, sont remis en question. Mais la plus grave division apparaît entre l'Est et l'Ouest, la société à l'Est étant plus fermée culturellement et homogène ethniquement.

À la suite de la crise financière, en octobre 2009, le socialiste George Papandréou, qui vient d'arriver au pouvoir en Grèce, veut mener une politique de relance. Il s'aperçoit que le déficit est plus important que prévu, et que les comptes nationaux ont été maquillés avec la complicité d'organismes financiers. La Grèce ne peut faire face au remboursement de sa dette. Les pays européens, Allemagne en tête, hésitent à aider un pays jugé trop laxiste.

Après plusieurs « sommets de la dernière chance », un accord est trouvé en 2012, créant un mécanisme européen de stabilité, fonds commun de créance destiné à pallier la défaillance éventuelle d'un État membre de la zone euro. Mais on s'aperçoit que l'écart est resté grand entre certains pays, et l'Allemagne, en meilleure santé économique et qui accumule les excédents, s'interroge sur le niveau de solidarité à avoir avec les autres pays.

Le 23 juin 2016, les Britanniques se sont exprimés par référendum pour la sortie (*Brexit*) du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Londres et Bruxelles se révélant incapables de trouver un accord concernant les conditions de retrait du Royaume-Uni dans le temps imparti, la date de sortie de ce dernier est plusieurs fois repoussée. La classe politique britannique se déchire, ainsi que la population. Un fossé se creuse entre

partisans du Brexit et ceux du « Remain ». Boris Johnson, devenu Premier ministre en juillet 2019, confirme la décision du Brexit. Le Royaume-Uni quitte finalement l'Union européenne le 30 janvier 2020. Empêtré dans divers scandales, notamment liés à des fêtes ayant eu lieu au 10 Downing Street en plein confinement lié à la pandémie de Covid-19, Boris Johnson est contraint de quitter la direction du parti conservateur et son poste de Premier ministre à l'été 2022.

La droite radicale ou l'extrême droite gagne du terrain sur la quasi-totalité du continent sur fond d'euroscpticisme et d'hostilité aux migrants et réfugiés. Elle s'est emparée du pouvoir en Hongrie et en Pologne et a fait partie d'une coalition gouvernementale en Italie entre 2018 et 2019. Elle entre massivement à l'Assemblée nationale française (89 députés) en juin 2022.

En mai 2019, les élections européennes confirment une forte abstention. La poussée attendue de l'extrême droite n'a pas eu lieu mais elle conserve de fortes positions. C'est la mouvance écologiste qui confirme sa montée en puissance, là où conservateurs et socio-démocrates, qui occupaient une place maîtresse au sein du Parlement et des institutions européennes, perdent du terrain.

La nouvelle présidente de la Commission européenne est Ursula von der Leyen, ancienne ministre allemande de la Défense. Elle annonce sa volonté de mettre en place une « commission géopolitique ». La nécessité de réagir aux incohérences américaines, à l'activisme diplomatique et économique de la Chine et au défi stratégique russe rend cette perspective nécessaire.

Après avoir réagi en ordre dispersé lors de la crise du Covid-19, l'Union européenne a su mettre en place un

plan de soutien économique cohérent en mai 2020, sous la poussée du couple franco-allemand reformé et le volontarisme de la Commission.

La guerre en Ukraine est un nouveau test pour l'Union européenne. Les pays membres ont su prendre des positions communes sur les sanctions à l'égard de la Russie. Mais les projets d'autonomie stratégique européenne sont mis à l'écart, l'OTAN – et la protection américaine – apparaissant comme le niveau indépassable de la sécurité européenne.

Le Proche-Orient, toujours dans La tourmente

L'impasse du conflit israélo-palestinien, la menace de l'État islamique, la permanence du terrorisme, les coups d'État des printemps arabes, la menace d'un Iran nucléaire, le chaos en Irak et en Syrie font de cette région du monde un foyer insurrectionnel.

Poursuite du conflit israélo-palestinien

Après la victoire de la guerre du Golfe, les États-Unis veulent relancer le processus de paix au Proche-Orient, parce qu'on leur reproche d'appliquer « deux poids, deux mesures » : en déclarant la guerre à Saddam Hussein mais en laissant Israël occuper illégalement – depuis 1967 – des territoires dans lesquels les Israéliens multiplient les colonies. Sans avancée significative sur la question palestinienne, les régimes arabes modérés, alliés de Washington, craignent que la contestation islamique ne gagne du terrain.

La voix de la négociation

Une conférence de paix est réunie en octobre 1992 à Madrid sous les auspices des États-Unis. George Bush avait promis

aux régimes arabes qui s'étaient engagés dans la guerre du Golfe qu'il s'attaquerait au problème israélo-palestinien.

Des négociations secrètes s'ouvrent entre Israéliens et Palestiniens et aboutissent, le 9 septembre 1993 à Oslo, à la publication d'un échange de lettres entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin. Les deux textes, signés par Arafat, reconnaissent « le droit de l'État d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité » et engagent l'OLP à reconnaître les résolutions de l'ONU sur la question ainsi qu'à modifier sa charte. Israël, en échange, reconnaît l'OLP comme « représentant du peuple palestinien », mais sans référence au droit des Palestiniens à un État. Le 13 septembre, à l'invitation du président Clinton, est signée à la Maison-Blanche une déclaration de principe mettant fin au conflit.

En 1994, les deux hommes recevront, avec Shimon Peres, ministre israélien des Affaires étrangères, le prix Nobel de la paix. Le 1^{er} juillet Yasser Arafat est autorisé à entrer en Palestine.

Les radicaux du Hamas, qui continuent à ne pas vouloir reconnaître Israël et prônent sa destruction, refusent cet accord ainsi que la droite et l'extrême droite israélienne qui ne veulent pas entendre parler de « l'échange de territoires contre la paix ».

Le 25 février 1994, le massacre perpétré à Hébron, en Cisjordanie, par un extrémiste israélien du mouvement Kach, fait 52 morts parmi les Palestiniens.

Le 4 novembre 1995, Yitzhak Rabin est assassiné par un extrémiste israélien ; Shimon Peres, qui le remplace, est confronté à une série d'attentats organisés par le Hamas. Il perd les élections de mai 1996. Le nouveau Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou est hostile au processus de paix.

Il est remplacé le 17 mai 1999 par le travailliste Ehud Barak. Les négociations reprennent sérieusement ; un sommet est prévu à Camp David en juillet 2000. Bill Clinton, qui en est l'hôte, aimerait terminer son mandat sur une paix historique au Proche-Orient. Ehud Barak accepte le plan de paix mais veut conserver le contrôle de l'essentiel de Jérusalem et 8 à 9 % de la Cisjordanie, là où sont les colonies. C'est la fameuse « offre généreuse » que les Palestiniens ne peuvent accepter. Yasser Arafat commet l'erreur de claquer la porte au lieu de poursuivre les négociations et va se voir attribuer l'échec du sommet, ce qui va convaincre de nombreux Israéliens que la paix est impossible. Ehud Barak, tout en se disant ouvert à la négociation, déclare qu'il n'y a pas de partenaire palestinien. Autant alors choisir ceux qui prônent la manière forte.

La reprise des violences

Ariel Sharon, alors leader de l'opposition, malgré la mise en garde des services israéliens, fait une visite sur l'esplanade des Mosquées le 28 septembre 2000, ce qui provoque d'immenses manifestations de Palestiniens, lesquelles seront violemment réprimées par l'armée. Il est élu Premier ministre le 6 février 2001. Le cycle répressions/attentats se met en place inexorablement, causant 4 500 morts (dont un millier d'Israéliens) au printemps 2005. Les États-Unis, encore sous le choc du 11 septembre, soutiennent sans réserve Israël devenu pionnier de la lutte antiterroriste et vont, à partir de 2002, refuser tout contact avec Arafat. Israël construit un mur pour se protéger, dont une partie se situe sur le territoire palestinien. L'image d'Israël dans le monde entier se dégrade davantage, tout comme celle des États-Unis dans le monde arabe et musulman, où le soutien inconditionnel à Israël leur est reproché.

Début 2005, Mahmoud Abbas est élu président de l'Autorité palestinienne après le décès d'Arafat.

En août 2005, le Premier ministre israélien Ariel Sharon décide un retrait de Gaza des 7 000 colons juifs qui vivent au milieu de 1,4 million de Palestiniens. Le retrait, critiqué par la droite israélienne, se fait initialement sans concertation avec les Palestiniens. Abbas ne peut donc se prévaloir d'un succès de la voie de négociation qu'il prône.

En janvier 2006, le Hamas, qui ne reconnaît toujours pas Israël, gagne les élections législatives palestiniennes – les dernières ayant eu lieu à ce jour. Les Occidentaux coupent les contacts avec le gouvernement palestinien. Cela est très mal perçu dans le monde arabe, qui reproche aux Occidentaux de prôner la démocratie mais de refuser de reconnaître le vote des Palestiniens.

Le 12 juillet 2006, pour répliquer à la capture de deux soldats israéliens par le Hezbollah libanais, Israël lance une guerre contre le Liban. Les bombardements aériens font 167 morts dont 48 civils côté israélien et 1 700 morts, dont 1 100 civils, côté libanais. Le conflit prend fin le 14 août. En juin 2007, le Hamas prend le contrôle total de Gaza en expulsant l'autorité palestinienne.

Le 27 décembre 2008, l'armée israélienne lance l'opération « Plomb durci » sur la bande de Gaza, contrôlée par le Hamas. Dans un territoire surpeuplé, les victimes sont avant tout civiles : 1 400 morts côté palestinien, dont 431 femmes et enfants, contre 13 morts du côté israélien, dont 10 militaires. Des campagnes de boycott de produits israéliens sont lancées en Europe. En février, les élections donnent la victoire au Likoud dirigé par Benyamin Netanyahou, opposé à tout accord de paix et qui s'allie à deux partis d'extrême droite, l'un religieux, l'autre laïque.

Barack Obama, dans son discours prononcé au Caire en mars 2009, a suscité beaucoup d'espoir en demandant à Netanyahu de mettre fin à la colonisation des Territoires palestiniens. Ce dernier l'a poursuivie, comptant sur l'appui du Congrès américain à majorité républicaine. Les Palestiniens restent politiquement et géographiquement divisés entre le Fatah qui contrôle la Cisjordanie et le Hamas dans la bande de Gaza.

L'Autorité palestinienne tente la voie diplomatique : admise à l'Unesco en octobre 2011, elle est reconnue à l'ONU comme « État non-membre » (statut identique à celui du Vatican) en novembre 2012 et devient membre de la Cour pénale internationale (CPI) en 2015. Cette dernière ouvre une enquête concernant les violations du droit international par Israël en Palestine en 2021.

Mahmoud Abbas souhaite poursuivre la voie de la reconnaissance diplomatique. Le Hamas l'accuse de faire le jeu des Israéliens et de n'avoir rien obtenu avec sa stratégie de négociations. Les tentatives de réconciliation entre l'Autorité palestinienne et le Hamas échouent régulièrement. Israël, qui considère le Hamas comme un mouvement terroriste, refuse tout contact officiel mais négocie tantôt un cessez-le feu, tantôt un échange de prisonniers.

À la suite de l'assassinat de trois jeunes Israéliens en juillet 2014, Israël reprend les bombardements sur Gaza. La guerre va durer cinquante jours et le bilan sera tragique : 73 morts côté israélien et 2 200 côté palestinien, principalement des civils. Bombarder des civils, de surcroît soumis à un blocus, est considéré pour beaucoup comme un crime de guerre. Les infrastructures et habitations de la bande de Gaza sont en grande partie détruites et le blocus en empêche

la reconstruction. D'immenses protestations contre Israël ont lieu partout dans le monde.

Netanyahou, réélu en 2015 puis en 2019, parvient à former un gouvernement après trois élections en avril 2020, malgré de nombreuses accusations de corruption, avec son rival Benny Gantz. Ils se mettent d'accord sur l'annexion de nouveaux territoires en Cisjordanie, forts du soutien inconditionnel de Donald Trump. Ce dernier avait déjà déplacé l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem et reconnu les annexions israéliennes (du Golan et en Cisjordanie). Si la communauté juive américaine – démocrate – s'éloigne d'Israël, les chrétiens sionistes, évangélistes, qui croient que tout ce qui est dans la Bible est vrai, constituent un fort soutien électoral pour Donald Trump et appuient sa politique. En Israël, le camp de la paix a pratiquement disparu. La société a glissé à droite et même à l'extrême droite. Cela n'a pas empêché Netanyahou de remporter de nombreux succès diplomatiques. Il préfère jouer sur le *statu quo* plutôt que d'avancer vers la paix et considère que les « printemps arabes » et les guerres civiles ont affaibli le monde arabe. L'Arabie saoudite s'est rapprochée de lui face à un ennemi commun : l'Iran. Après le coup d'État du maréchal Al-Sissi, l'Égypte est redevenue un allié fiable, et l'Union européenne semble moins active sur le dossier israélo-palestinien. Il entretient de bonnes relations avec la Russie et la Chine, fait un retour en Afrique et a gagné, avec l'élection de Jair Bolsonaro, un allié en Amérique latine.

Il cumule les succès diplomatiques. En 2020 sont signés les accords d'Abraham, par lesquels les Émirats arabes unis et Bahreïn reconnaissent et établissent des relations diplomatiques avec Israël. Suivent le Maroc, qui obtient en échange de la normalisation de ses relations avec Israël la reconnaissance de sa souveraineté sur le Sahara occidental par les États-Unis – une reconnaissance qui dégrade la

relation entre Rabat et Alger –, et le Soudan, qui obtient une réintégration sur la scène internationale.

Au printemps 2021, dans un contexte d'émeutes et de tensions religieuses à la suite de menaces d'expulsion de Palestiniens à Jérusalem-Est et à la répression de manifestations en leur soutien par Israël, le Hamas lance des roquettes vers Jérusalem. Le « dôme de fer » protège le territoire israélien. Israël réplique durement contre la bande de Gaza. Bilan : 14 morts côté israélien, 256 côté palestinien, et des milliers de blessés.

Toujours au printemps 2021 ont lieu des élections législatives en Israël, qui donnent une courte victoire au Likoud. Benjamin Netanyahu, empêtré dans des affaires de corruption, ne parvient pas à former un gouvernement. Une grande coalition anti-Netanyahu allant de la droite sioniste à la gauche travailliste, en passant par le parti arabe, se met en place autour de Naftali Bennett (ancien du Likoud) et le centriste Yair Lapid, censés se succéder au poste de Premier ministre, et met fin à douze années consécutives au pouvoir pour Benjamin Netanyahu. Le nouveau gouvernement poursuit la politique de colonisation en Cisjordanie. Sa faible majorité le pousse à dissoudre la Knesset et appeler à de nouvelles élections en octobre 2022.

La guerre d'Irak

Après la défaite de 1991, l'ONU avait placé l'Irak sous embargo tout en le désarmant. Saddam Hussein, maintenu au pouvoir, avait continué à tenir tête à la communauté internationale et des soupçons de programmes clandestins de fabrication d'armes de destruction massive pesaient toujours. L'embargo mis en place, allégé par la suite par des échanges « pétrole contre nourriture », faisait avant

tout souffrir la population mais ne touchait pas le pouvoir. À partir de 1998, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont effectué des bombardements ponctuels sur l'Irak, accusé de ne pas coopérer pleinement avec les inspecteurs de la commission spéciale de l'ONU au désarmement. L'administration Bush va placer l'Irak au centre de ses préoccupations. Les néoconservateurs l'accusent, sans aucune preuve, d'être lié à Al-Qaida ainsi qu'aux attentats du 11 septembre et effraient la population américaine en présentant le spectre catastrophique d'un Irak possédant des armes nucléaires et les mettant au service d'Al-Qaida.

Dans son discours du 29 janvier 2002, le président américain place l'Irak dans l'« axe du mal » aux côtés de l'Iran et de la Corée du Nord. À partir de septembre 2002, le dossier irakien est en haut de l'agenda international. Sous la contrainte, Saddam Hussein accepte le retour des inspecteurs de l'ONU sur son territoire. Les Américains ont commencé à déployer des troupes dans le Golfe. La France, l'Allemagne ainsi que la Russie et la majorité de la communauté internationale plaident pour une solution diplomatique et demandent qu'on laisse le temps aux inspecteurs de s'assurer que l'Irak n'a plus de programme d'armes de destruction massive. Lors d'une réunion dramatique au Conseil de sécurité en février 2003, les États-Unis ne parviennent pas à convaincre les autres pays que Saddam Hussein est en possession d'armes de destruction massive. Les soi-disant preuves se révéleront fausses. En février, d'immenses manifestations à travers le monde réunissent des millions de citoyens s'opposant à la guerre. Il ne s'agit pas de défendre le régime de Saddam Hussein mais de continuer à placer le droit du recours à la force dans le cadre du droit international, soit en cas de décision du Conseil de sécurité de l'ONU, soit en cas de légitime défense. Seuls

le Royaume-Uni, l'Espagne et la Bulgarie soutiennent la position américaine au Conseil de sécurité des Nations unies. Dans la nuit du 19 au 20 mars 2003, la guerre est lancée contre l'Irak. Elle s'achève le 9 avril avec la chute du régime de Saddam Hussein. Le 22 mai, le Conseil de sécurité, qui s'était opposé à la guerre, adopte la résolution 1483 et reconnaît que l'Irak est occupé militairement par les Américains et leurs alliés. Mais si la guerre a été facilement gagnée, la paix ne l'est pas. L'occupation militaire de l'Irak s'avère rapidement être un cauchemar pour les forces américaines. Il y a plus de morts après la fin des combats qu'il n'y en a eu pendant. Le terrorisme, contrairement à l'objectif de cette guerre, se développe largement. Le fossé se creuse entre les peuples arabes et les États-Unis. Washington, qui rêvait de remodeler le Proche-Orient dans un sens favorable à ses intérêts, se voit puissamment contesté, même dans son pays, où l'opinion publique, à partir de 2006, est convaincue que la guerre est une erreur : deux tiers des Américains la condamnent.

L'Irak est déchiré par des affrontements entre communautés. Et les attentats se multiplient. Les chiites, majoritaires, prennent le pouvoir à Bagdad. Le gouvernement de Nouri al-Maliki amplifie sa politique sectaire face aux sunnites (17 % de la population), considérés comme des partisans de Saddam Hussein.

Les Kurdes bénéficient d'une autonomie proche de l'indépendance. Le 1^{er} septembre 2010, il est mis officiellement fin à la guerre d'Irak. Le retrait des troupes américaines a lieu en 2011. Mais si la guerre est finie pour les États-Unis, l'Irak n'est toujours pas en paix. Bagdad est désormais sous la double influence de Washington et de Téhéran.

Dès 2006, est créé l'État islamique d'Irak, alliance de tribus locales sunnites et de groupes liés à Al-Qaïda qui

ont pour ennemis communs les troupes américaine et irakienne chiite. Abou Bakr al-Baghdadi en prend la tête en 2010 et promet vengeance aux sunnites. En avril 2013, l'État islamique en Irak s'affranchit d'Al-Qaïda pour devenir l'État islamique en Irak et au Levant. Le 29 juin 2014, l'organisation annonçait le rétablissement du califat sur le territoire qu'il contrôle, à cheval entre l'Irak et la Syrie, avec Raqqa, en Syrie, pour capitale. On y voit non seulement la remise en question des frontières héritées des accords de Sykes-Picot de 1916, mais surtout la mutation du terrorisme, qui se dote d'une assise territoriale et prend une forme étatique. En moins de dix ans, les progrès de Daech sont spectaculaires. Il est le produit de la guerre d'Irak de 2003, de la politique de « débaassification » du proconsul américain Paul Bremer et du sectarisme des autorités chiites de Bagdad.

Daech compose son ordre, lève des taxes. En mai 2015, il s'empare de Palmyre, joyau archéologique syrien dont il détruira la quasi-totalité des trésors avant que la ville ne soit reprise par les troupes gouvernementales en mars 2016.

La prise de Mossoul, en Irak, en juin 2014 lui permet de mettre la main sur 450 millions de dollars de la Banque centrale irakienne. Le groupe se finance aussi par la vente de pétrole. Et il jouit en terre sunnite d'un soutien qui dépasse les fondamentalistes. Alors que les populations n'attendent plus rien de Bagdad, Daech rétablit, sur fond de répression sectaire, l'ordre et un minimum de service public.

Daech compte également sur les musulmans mal intégrés au sein des sociétés occidentales, cibles idéales pour l'endoctrinement et le recrutement. De plus, l'organisation maîtrise les outils de communication, anticipant par un diagnostic précis les faiblesses du système médiatique

occidental qui répercute les messages de la façon dont l'organisation terroriste le souhaite.

Les attentats revendiqués par Daech se multiplient en dehors de Syrie et d'Irak : en France en janvier et novembre 2015, puis en Belgique, aux États-Unis, en Tunisie, en Turquie, en Égypte, au Pakistan, en Libye, au Yémen et dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, principalement au Nigeria où Boko Haram a prêté allégeance à l'État islamique.

Face à ce danger, une coalition de soixante pays est mise en place dès septembre 2014. Les membres de la coalition ont des objectifs différents : Russes et Iraniens souhaitent protéger Bachar el-Assad ; l'Arabie saoudite craint la montée en puissance de l'Iran ; la Turquie place la question kurde au centre de ses préoccupations, etc. Autant d'engagés que d'objectifs. Mais, malgré ces différends, la coalition gagne du terrain et le territoire de Daech est en voie de réduction, ce qui ne signifie pas que la question du terrorisme soit résolue.

En mars 2019, Daech perdait son assise territoriale. En novembre, Al-Baghdadi était tué. Mais Daech continue d'exister comme organisation sans territoire, avec des cellules dormantes au Levant et en développant des antennes en Afrique et en Asie.

L'Iran au centre du jeu

La guerre d'Irak a renforcé le poids de l'Iran, débarrassé de son rival et plus libre d'exercer une influence sur les Chiites irakiens. Toutefois, cette guerre renforce les craintes des dirigeants iraniens d'une attaque américaine contre leur régime. En 2005, le radical Mahmoud Ahmadinejad est élu à la présidence ; il multiplie les déclarations d'hostilité envers les États-Unis et Israël. La communauté internationale

s'interroge sur le programme nucléaire iranien, soupçonné d'être à vocation militaire. Le scénario d'une guerre contre l'Iran est clairement évoqué par les Américains et par les Israéliens. En novembre 2007, les services de renseignement américains estiment que l'Iran n'est pas proche de l'acquisition de l'arme atomique, ce qui éloigne le spectre d'une guerre.

Obama décide d'une politique de « main tendue » envers les Iraniens. Mais le régime, qui semble avoir besoin de la perception d'une menace extérieure pour asseoir sa légitimité interne, n'y répond pas.

En juin 2009, le président Ahmadinejad est réélu au cours d'élections truquées, ce qui suscite une forte contestation populaire. Le régime iranien est ébranlé mais se maintient par la répression.

Le manque de transparence de la part de l'Iran et les soupçons qui pèsent sur le pays quant à l'enrichissement présumé d'uranium à des fins militaires poussent les pays occidentaux à prendre de nouvelles sanctions à l'égard de la République islamique.

Le 17 mai 2010, le Brésil, la Turquie et l'Iran annoncent la signature d'un accord prévoyant le transfert d'uranium enrichi iranien vers la Turquie, en échange de fourniture à l'Iran de combustible pour le fonctionnement de son réacteur de recherche nucléaire. Cela est perçu comme le symbole de la montée en puissance des pays émergents et de la multipolarisation du monde. Les puissances occidentales refusent cet accord, jugé insuffisant.

Les Israéliens, pour lesquels la perspective de voir l'Iran doté de l'arme nucléaire est une « menace existentielle », poussent en faveur d'opérations militaires pour détruire les installations iraniennes. George W. Bush puis Barack

Obama refusent cette solution, dont les effets pourraient être encore plus catastrophiques que la guerre d'Irak.

Par ailleurs, avec deux cents armes nucléaires, Israël exerce un puissant pouvoir de dissuasion. Les sanctions affaiblissent l'Iran, certaines sont décidées par les Occidentaux, d'autres par l'ONU. La Chine et la Russie ne veulent ni d'une solution imposée par les Occidentaux, ni d'un Iran nucléaire. Le régime iranien est contesté par la population qui se plaint des restrictions des libertés et de la dégradation de la situation économique et sociale.

L'accord 5+1

En 2013, Hassan Rohani, modéré mais acceptable pour le guide suprême (qui a un rôle politique essentiel), est élu à la présidence. Il veut améliorer la situation économique et redonner à son pays le statut de puissance régionale. En juillet 2015, un accord est trouvé entre l'Iran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (auquel s'est jointe l'Allemagne) : c'est l'accord 5+1. L'Iran conserve une capacité d'enrichissement de l'uranium, mais limitée, qui ne lui permet pas de fabriquer l'arme nucléaire. En échange, les sanctions économiques sont partiellement levées à partir de janvier 2016, ouvrant la perspective de leur abandon total.

L'accord permet d'éviter la double menace d'un Iran nucléaire et d'une nouvelle guerre régionale aux conséquences incalculables. C'est le succès diplomatique le plus important de Barack Obama qui met ainsi fin à trente-six ans de brouille entre Washington et Téhéran. La voie diplomatique s'est avérée plus efficace qu'une politique de force.

L'Arabie saoudite, également inquiète, voit dans cet accord la possibilité d'une montée en puissance de l'Iran

après la fin des sanctions. Le marché iranien est attractif avec un PIB comparable à celui de l'Arabie saoudite mais une population trois fois plus nombreuse, éduquée et avide de consommer. Au-delà de la rivalité chiite-sunnite, c'est une rivalité entre Arabes et Perses, entre monarchie et république, entre régime conservateur pro-américain et régime révolutionnaire anti-américain. Riyad craint que Téhéran étende son influence dans la région. Déjà très proche des chiites d'Irak, elle est accusée d'aider la rébellion au Yémen, de soutenir fermement Bachar el-Assad en Syrie (que Riyad veut renverser) et le Hezbollah au Liban.

Mais l'Iran est elle-même divisée : les pasdarans (gardiens de la Révolution), opposés à l'accord 5+1, se sentent en perte de vitesse et durcissent le ton, tandis que Hassan Rohani estime que l'intérêt national iranien passe par le développement économique du pays, et donc par la levée des sanctions. Les élections législatives d'avril 2016 reflètent la poussée des libéraux dans le pays.

Enfin, du fait de la quasi-autonomie énergétique due à l'exploitation des pétrole et gaz de schiste aux États-Unis, l'Arabie saoudite craint un retournement de l'alliance américaine au profit de l'Iran. Les Saoudiens, choqués par l'absence de soutien de Barack Obama à Hosni Moubarak – pourtant allié essentiel des États-Unis dans la région – lors du « printemps égyptien » n'ont plus confiance en la garantie américaine. C'est pourquoi ils accueillent favorablement l'élection de Donald Trump, hostile à l'Iran et désireux de défaire ce qu'a fait B. Obama.

Donald Trump va dénoncer l'accord sur le nucléaire iranien le 8 mai 2018, malgré l'opposition de tous les autres signataires, et interdire, sous peine de sanctions, tout achat

de pétrole à l'Iran à partir de mai 2019, espérant ainsi faire tomber le régime par asphyxie économique.

En janvier 2020, le général Soleimani, chef des gardiens de la révolution et numéro deux du régime iranien, est tué par un missile américain à Bagdad. L'Iran réplique par des tirs de missiles sur des bases militaires américaines en territoire irakien. Mais la confrontation s'arrête là. Donald Trump ne veut pas être entraîné dans un nouveau conflit, il veut faire tomber le régime par l'étranglement économique.

Les sanctions ont des répercussions sur la situation économique et sociale en Iran, qui sera également gravement touché par la pandémie de Covid-19, du fait, notamment, du délabrement du système sanitaire.

Les élections de 2021 mènent le conservateur radical Ebrahim Raïssi au pouvoir à Téhéran. L'élection de Joe Biden aux États-Unis permet la reprise des négociations, qui restent chaotiques, entre Téhéran et les Occidentaux. La suspension de l'accord a cependant permis à l'Iran d'augmenter sa capacité technique à se doter de l'arme nucléaire.

Les « printemps arabes » et leurs suites

Avec des régimes soit monarchiques, soit dictatoriaux, le monde arabe a longtemps semblé immobile sur le plan de la politique intérieure. Alors que les populations des différents pays étaient animées par un sentiment d'hostilité à l'égard des États-Unis, du fait de leur alliance avec Israël, la majorité des régimes étaient stratégiquement liés à Washington.

La contestation populaire

Au nom de la lutte contre l'islamisme, les États-Unis et le monde occidental étaient peu regardants sur le caractère non démocratique des régimes arabes. Le 17 décembre 2010,

en Tunisie, Mohamed Bouazizi, un étudiant chômeur devenu marchand ambulant, s'immole pour protester contre la saisie de sa marchandise par la police. C'est le début de ce qui a été qualifié de « printemps arabe ». Le 14 janvier 2011, après vingt-trois ans au pouvoir, le président Ben Ali est contraint à l'exil.

La contestation commence fin janvier au Caire. Le président Hosni Moubarak doit démissionner le 11 février 2011. Le 14 février se tient une contestation animée par les chiites (majoritaires) contre la monarchie sunnite à Bahreïn. C'est également le début d'une insurrection contre le régime de Kadhafi en Libye. Des émeutes éclatent au Yémen, et en mars les premières manifestations sont violemment réprimées en Syrie. Certains évoquent un effet domino qui devrait faire tomber, les uns après les autres, l'ensemble des régimes arabes, par analogie avec ce qui s'était passé en Europe de l'Est après l'été 1989. Il y a en réalité autant de situations que d'États et l'échelon national reste l'échelon pertinent d'analyse.

Dans l'ensemble du monde arabe, les gouvernements ont perdu le monopole de l'information. La contestation passe par les nouvelles technologies de l'information et de la communication, les réseaux sociaux et les télévisions satellitaires, notamment Al-Jazeera. Ces nouveaux moyens d'information et de mobilisation sont les vecteurs de la contestation.

La Tunisie connaît une véritable révolution. Après des luttes internes acharnées, elle va déboucher sur l'adoption d'une Constitution en janvier 2014. Elle proclame de nombreuses libertés individuelles et collectives. Le 9 octobre 2015, le dialogue national tunisien reçoit le prix Nobel de la paix. La Tunisie est l'heureuse exception démocratique du monde

arabe. Le parti islamiste Ennahda, après avoir perdu les élections législatives de 2014, accepte de passer dans l'opposition puis de participer à la coalition gouvernementale. Mais la situation économique et sociale reste fragile. Des attentats occasionnels ont fait fuir les touristes, source importante de revenus. Et la situation en Libye prive la Tunisie de ressources économiques. En octobre 2019, l'élection du social-conservateur Kaïs Saïed confirme l'enracinement de la démocratie mais la situation économique demeure préoccupante, le Covid-19 faisant à nouveau chuter les revenus du tourisme en 2020. En juillet 2021, sous le prétexte de la crise sanitaire et politique qui touche le pays, Saïed limoge son Premier ministre et gèle les pouvoirs du Parlement, une décision qui devait être temporaire. En décembre 2021, il prolonge *sine die* cette décision préoccupante pour l'avenir démocratique du pays. Un référendum a lieu en juillet 2022 pour abolir la Constitution de 2014 et la remplacer par une nouvelle plus autoritaire. Le « oui » l'emporte à plus de 90 % mais avec une très faible participation (28 %).

En Égypte, c'est à la fois une révolte populaire et un coup d'État militaire. Les élections amènent les Frères musulmans au pouvoir, jusqu'à ce qu'ils soient renversés par un coup d'État sanglant en juillet 2013. Le maréchal Abdel Fattah al-Sissi est élu président avec 96 % des voix en juin 2014 (puis réélu en 2018 avec 97 % des voix). Il lance une répression féroce à l'encontre des Frères musulmans. L'ex-président Mohamed Morsi et nombre de ses compagnons sont condamnés à mort. Les médias et ONG sont réduits au silence. Le régime est soutenu financièrement par l'Arabie saoudite au nom de la lutte contre les Frères musulmans. Du fait d'une politique de grands travaux et d'achats d'équipements à l'étranger ainsi que de sa proximité avec Israël, Al-Sissi est soutenu par les Occidentaux,

qui ferment les yeux sur la répression sanglante. Mais le tourisme est en panne et les attentats se multiplient.

À Bahreïn, le régime joue sur la peur d'une révolte chiite soutenue par l'Iran pour réprimer la contestation, avec l'aide des autres États du Golfe et le silence occidental.

En Libye, la « responsabilité de protéger », définie par Kofi Annan en 2005 pour sortir de l'impasse entre ingérence et indifférence, va être mise en œuvre avec la résolution 1973, adoptée en mars 2011. Il s'agit d'intervenir militairement pour seulement empêcher un massacre sur Benghazi, mais la France et la Grande-Bretagne, avec le Qatar, l'Arabie saoudite et l'appui des États-Unis, changent en cours de route la mission, et provoquent un changement de régime. Le 20 octobre 2011, Kadhafi est capturé puis tué par les rebelles. Après une période d'accalmie, le pays traverse des affrontements internes qui débouchent sur le chaos.

Le groupe terroriste Daech s'installe en Libye et deux gouvernements s'affrontent. Les stocks d'armes dispersés après la chute de Kadhafi entretiennent le conflit. Le gouvernement légal de Tripoli (soutenu par la Turquie et le Qatar) est contesté par celui du « maréchal » Haftar, soutenu par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, la Russie et en sous-main par la France. Le conflit s'enlise. Plusieurs conférences internationales se tiennent pour trouver une solution à la guerre civile. Un accord est trouvé entre les deux gouvernements et des élections sont prévues en décembre 2021. Mais le contexte sécuritaire et le maintien d'influences étrangères empêchent la tenue des élections et la mise en place d'un gouvernement stable et démocratiquement élu. La division du pays se poursuit.

Au Yémen, une guerre civile oppose des rebelles houthistes accusés d'être aidés par l'Iran et le gouvernement soutenu

par une coalition de pays arabes menées par l'Arabie saoudite. Une grave crise humanitaire frappe le pays. L'Arabie saoudite s'y enlise et cherche un moyen de sortie de crise. Un cessez-le-feu est obtenu au printemps 2022, des négociations se mettent en place.

Le Liban fait face à l'arrivée massive de réfugiés fuyant la Syrie : entre 1,5 et 1,8 million selon les chiffres, pour un pays de 4,5 millions d'habitants (entre 30 et 40 % de la population totale). À l'hiver 2019-2020, des manifestations dénoncent le blocage politique dû au partage confessionnel et à la corruption des dirigeants. À l'été 2020, une spectaculaire explosion a lieu sur le port de Beyrouth. Un événement qui souligne l'incurie des dirigeants libanais et déclenche une nouvelle crise politique. Le pays est en déroute économique avec une inflation record qui dépasse 150 % en 2021. La crise économique, politique et sociale provoque une véritable fuite des cerveaux.

En Syrie, Bachar el-Assad parvient à militariser la répression de la révolution. La Russie et la Chine, qui avaient donné un feu vert à l'intervention militaire occidentale en Libye, bloquent toute intervention en Syrie. L'aide du Hezbollah et de l'Iran contribue au maintien de Bachar el-Assad au pouvoir.

Ne voulant pas lancer son pays dans une nouvelle guerre – aux résultats potentiellement aussi catastrophiques qu'en Irak et en Afghanistan – Barack Obama refuse d'intervenir militairement même après que Bachar el-Assad a franchi la ligne rouge qu'il avait lui-même fixée, en utilisant des armes chimiques à l'été 2013.

La Russie ne souhaite pas que la théorie du changement de régime par la force, déjà vue en Irak et en Libye, s'applique à la Syrie. Elle soutient donc militairement Bachar

el-Assad pour montrer également qu'aucune solution ne peut se faire sans elle et encore moins contre elle. L'Iran voit dans la Syrie un allié et un accès aux Hezbollah libanais. Les pays du Golfe, la Turquie, les Occidentaux et les États-Unis souhaitent le départ de Bachar el-Assad, mais ne veulent pas intervenir militairement. Au sein de l'opposition armée, les groupes les plus radicaux, voire djihadistes, prennent l'ascendant sur les groupes modérés et démocratiques insuffisamment aidés.

L'appui militaire russe – et iranien – permet à Bachar el-Assad de reconquérir l'essentiel du territoire syrien. Il se présente comme le seul rempart contre le terrorisme, alors que sa brutale répression est largement la cause de la montée des groupes radicaux. En dix ans, le conflit a fait près de 500 000 morts, 6 millions de réfugiés en dehors du pays et 7 millions de déplacés internes. La Syrie est exsangue.

Les États du Golfe, grâce à leurs ressources pétrolières et gazières, échappent à la contestation interne. En Algérie, alors que le souvenir de la guerre civile des années 1990 avait eu un effet dissuasif sur la contestation du pouvoir, l'annonce de la candidature du président Bouteflika – pourtant impotent – pour un cinquième mandat va déclencher une vaste contestation – le Hirak – à partir du début de l'année 2019. Cette contestation aboutit à la démission de Bouteflika puis à l'élection, en décembre 2019, d'Abdelmadjid Tebboune. Mais la contestation se poursuit, demandant non un changement d'homme mais un changement de régime.

Le roi du Maroc a anticipé les réformes et profite de sa légitimité monarchique et théologique pour amoindrir la contestation.

L'Asie, nouveau centre du monde ?

L'Asie est déjà le centre démographique du monde. Son développement en fait un géant économique, mais stratégiquement fragile.

Japon : décennie perdue et incertitude stratégique

Les années 1990 sont considérées comme une décennie perdue pour le Japon. L'archipel entre dans une période de stagnation économique qui s'explique par l'éclatement de la bulle spéculative. L'indice Nikkei, qui était proche des 39 000 points en décembre 1989, va chuter à 14 000 en août 1992, soit une chute plus grave que celle de Wall Street entre 1929 et 1932. On estime que le montant des prêts risqués consentis par les banques japonaises pour des motifs non basés sur la réalité économique équivalait à 12 % du PIB. Le caractère autarcique du Japon (pays exportateur qui ferme son marché aux produits étrangers) a conduit à un affaiblissement de l'économie.

Le parti libéral démocrate, au pouvoir pratiquement sans interruption depuis 1945, est accusé d'immobilisme. Le secteur bancaire est restructuré (il passe de 21 à 7 grands groupes) et les liens malsains entre les institutions financières et le ministère des Finances sont rompus grâce à la création d'une agence de supervision financière.

Un pays en crise

La corruption est fortement installée et les Japonais n'ont plus confiance en leurs dirigeants. Les femmes, confinées à un rôle second, ne l'acceptent plus et estiment qu'elles doivent prendre une plus grande part dans la vie du pays. Si le chômage n'a jamais dépassé 6 % de la population active, c'est quand même un choc dans un pays où il était

confiné à 2 %. Les jeunes générations n'acceptent plus le modèle légué par leurs parents où le travail et l'épargne l'emportent sur la consommation et les loisirs.

Le pays connaît également une crise géopolitique. S'il reste le deuxième banquier de la planète et le deuxième contributeur du budget des Nations unies, le Japon, depuis la fin de la guerre froide, aspire à jouer un rôle plus important sur la scène internationale. Il revendique notamment l'obtention d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité. Afin de montrer son sérieux, il a adopté la loi *Peace Keeping Operation* (PKO) en 1992 qui lui permet de participer à des forces de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU. Dès septembre, il envoie un contingent au Cambodge ; pour la première fois depuis 1945 des soldats japonais séjournent sur le sol d'un pays asiatique.

La Chine s'inquiète, ou fait semblant de s'inquiéter, de la renaissance du militarisme japonais ; elle met en avant le fait que le Japon, contrairement à l'Allemagne, n'a pas assumé ses erreurs historiques lors de la Seconde Guerre mondiale et s'est toujours excusé trop peu et trop tard. De leur côté, les Japonais craignent la montée en puissance de la Chine. Avec la Russie, se pose toujours un problème de frontière et ils s'inquiètent de la montée des tensions dans la péninsule coréenne. Dépendants des États-Unis pour leur sécurité, leurs marges de manœuvre sont réduites.

Le leader de l'opposition Hatoyama gagne les élections en août 2009, ce qui constitue la première vraie alternance au Japon. Il veut se réconcilier avec la Chine, prendre ses distances avec les États-Unis, mais il quitte le pouvoir en juin 2010.

Quatre Premiers ministres vont se succéder en quatre ans. Le pays souffre d'instabilité gouvernementale. En 2013, Shinzo Abe (PLD) devient Premier ministre. Il veut affirmer une ligne plus fermée, notamment à l'égard de la Chine. En décembre 2013, il se rend au temple de Yasukuni censé abriter les âmes des soldats morts pour le Japon mais qui abrite également les noms de quatorze criminels de guerre. Cela suscite l'ire de Pékin et de Séoul. À l'automne 2015, il fait adopter une loi qui atténue le caractère pacifique de la Constitution, l'autorisant à venir en aide à un pays allié par l'envoi de troupes. Cela est critiqué à nouveau par la Chine et la Corée du Sud. Il augmente régulièrement les dépenses militaires.

Le drame de Fukushima

En 2011, la destruction de la centrale nucléaire de Fukushima est un choc pour le Japon qui voit la crédibilité de sa technologie remise en question. La même année, le PIB chinois dépasse le PIB japonais. La rivalité entre les deux pays monte, poussée par les opinions publiques. Les Japonais estiment qu'ils se sont suffisamment excusés pour les crimes de la Seconde Guerre mondiale, les Chinois – comme les Coréens – insuffisamment.

La rivalité pour des îlots, inhabités certes (Senkaku pour le Japon et Diayoutai pour la Chine), mais importants pour la détermination des zones économiques exclusives et sur le plan symbolique, ternit encore plus les relations.

En mai 2016, Barack Obama effectue une visite symbolique à Hiroshima.

Shinzo Abe, qui comptait sur Donald Trump pour faire front face à la Chine, finit par s'inquiéter de ses volte-faces et du caractère aléatoire de son engagement.

L'air Abe prend fin après plus de sept ans au pouvoir. Yoshihide Suga, du même parti libéral démocrate, lui succède en 2020. Shinzo Abe est assassiné en juillet 2022 au cours d'un meeting, ce qui provoque un choc dans un pays qui se veut harmonieux.

Le Japon est un allié essentiel des États-Unis dans leur stratégie en Indo-Pacifique en vue de contrer la montée en puissance chinoise. Le Premier ministre japonais est le premier dirigeant étranger à être reçu à Washington après l'élection de Joe Biden, qui effectue également un déplacement remarqué au Japon en 2022. Le Japon est membre du Quad (qui signifie « Dialogue quadrilatéral pour la sécurité »), qui rassemble New Delhi, Tokyo et Canberra autour de Washington.

Le Japon, bien qu'étant un important importateur d'hydrocarbures russes, va participer aux sanctions décidées par les pays occidentaux à l'égard de Moscou après la guerre en Ukraine.

La montée en puissance de la Chine

La Chine poursuit, et même accélère, dans la décennie 1990, la croissance entamée en 1978 avec la nouvelle politique définie par Deng Xiaoping. Très vite, elle se situe dans les premiers rangs mondiaux, ce qui mène à son intégration dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001.

Le 1^{er} juillet 1997, la Grande-Bretagne rétrocède Hong Kong à la Chine qui récupère également Macao en 1999. Elle y met en place un régime « une nation, deux systèmes », Hong Kong devant conserver une autonomie interne jusqu'en 2047. Reste le défi posé par Taiwan : défi politique puisque Taiwan est une démocratie et défi stratégique puisque les Taiwanais n'acceptent pas la réintégration à la Chine.

La croissance ininterrompue

Depuis 1978, la production de la Chine a quintuplé, le revenu par habitant a été multiplié par 30 et 800 millions de Chinois ont été sortis de la misère. Depuis l'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001, son PIB a été multiplié par dix. Il représentait à l'époque 10 % du PIB américain, contre près de 70 % aujourd'hui. Sa croissance ininterrompue depuis près de quarante ans a plus d'impact sur le monde que n'en a eu celle du Japon, car la Chine est l'équivalent de 6 ou 7 Japon. Plus de la moitié des grues en activité dans le monde le sont en Chine. Le pays absorbe 50 % du ciment consommé sur la planète. La vitesse de développement en Chine est absolument unique dans l'Histoire.

Dès lors, certains se demandent si, après le XIX^e siècle de « l'humiliation » et le XX^e siècle de la « restauration », le XXI^e siècle ne serait pas celui de la « domination ». Arrivé au pouvoir en 2013, Xi Jinping rompt avec la politique prudente de Deng Xiaoping (« Cacher sa force et attendre son heure ») pour une politique de puissance plus affirmée.

Son économie devient la deuxième mondiale en 2011. Les difficultés américaines en Irak lui profitent indirectement. Elle triomphe sur le plan symbolique avec l'organisation des Jeux olympiques de Pékin à l'été 2008, les menaces de boycott ayant fait long feu.

Elle sort plus rapidement que les autres pays de la crise. La croissance de 12 % en 2010 baisse mais reste vigoureuse : 6 % en 2019 avant la crise due à la pandémie de Covid-19. Le pays entend la soutenir par la demande interne qui viendrait accompagner les exportations.

En 2013, elle devient la première puissance commerciale mondiale (montant cumulé des importations et exportations de 4 000 milliards). La question n'est plus de savoir

SI elle va devenir la première puissance économique mondiale, mais QUAND elle le deviendra.

Les grands défis

Le premier est le risque d'éclatement d'une bulle spéculative, comme au Japon au début des années 1990. Il y a aussi la lutte contre la corruption, dont le nouveau président Xi Jinping, nommé en 2013, a fait une priorité. Limiter les effets négatifs de la pollution, non seulement sur la santé publique, mais également sur le futur du développement économique, vient juste après. Pour cela, la Chine doit réduire sa dépendance au charbon qui représente 50 % de la consommation mondiale.

Il faut également gérer la poursuite de l'urbanisation du pays : des dizaines de millions de Chinois devraient, dans les deux prochaines décennies, quitter les campagnes pour s'installer en ville. La population urbaine en Chine est passée de 20 % en 1980 à 60 % en 2018.

Enfin, dernière priorité : la correction des inégalités sociales et régionales. C'est une façon de renouveler le pacte social entre les dirigeants communistes chinois et la population. Celui-ci ne repose plus depuis longtemps sur l'adhésion aux thèses de Marx et de Lénine ou sur une réflexion de la pensée Mao Tsé Toung, mais bel et bien sur l'amélioration constante du niveau de vie.

Les citoyens chinois n'ont pas le droit de vote mais ils s'expriment à leur manière. On compte 180 000 manifestations de contestation par an. La plupart sont liés à la pollution, à la corruption et au manque de qualité des infrastructures. Malgré la censure, les plus de 900 millions d'internautes chinois se font entendre. La Chine n'est pas une démocratie, mais la société civile chinoise s'exprime. Pour l'instant, la

population adhère toujours au régime, reconnaissante de sa réussite économique et par fierté patriotique.

Les célébrations du 70^e anniversaire du régime vont cependant être ternies par la révélation d'une large répression de la minorité musulmane des Ouïghours dans la province occidentale du Xinjiang et par l'émergence d'un vaste mouvement de protestation, durement réprimé, à Hong Kong, où une partie de la population conteste la mainmise de Pékin sur le pouvoir local.

Dans le cadre de la guerre en Ukraine, Pékin adopte une position discrète. La Chine ne condamne pas l'agression russe contre l'Ukraine, sans pour autant aller jusqu'à la soutenir ouvertement. Sa position reste évidemment celle de condamner la politique étrangère américaine et l'élargissement des alliances militaires occidentales. Elle constitue un important débouché pour les exportations russes d'hydrocarbures, permettant de compenser en partie la perte du marché européen pour Moscou.

La guerre remet par ailleurs le dossier taïwanais sur le devant de la scène internationale, un dossier qui pourrait être à l'origine d'une escalade entre Pékin et Washington.

Pékin/Washington : une nouvelle guerre froide ?

La montée en puissance de la Chine inquiète les États-Unis, peu disposés à lui céder la suprématie mondiale.

La compétition entre Pékin et Washington diffère de celle entre URSS et États-Unis. Pékin n'est pas à la tête d'un système d'alliance militaire, mais gagne du terrain sur le plan diplomatique et économique. Elle est devenue premier partenaire commercial de plus de cent pays à travers le monde. Avec l'élection de Donald Trump, elle bénéficie du caractère répulsif de ce dernier dans de nombreux États. Au sommet de sa réussite, l'URSS réalisait 40 % du PIB des États-Unis, le PIB de la Chine en représente déjà environ 70 %. Son objectif n'est pas d'instaurer le communisme à l'échelle mondiale mais de prouver la supériorité du régime chinois sur les autres. Les différences idéologiques existent, mais elles sont moins importantes que les rivalités classiques de puissance. La Chine veut

avant tout effacer les humiliations du ^{xix}^e siècle et du début du ^{xx}^e siècle et reprendre la première place d'un monde cette fois-ci globalisé.

C'est parce qu'elle a voulu se tenir à l'écart du monde qu'elle a décliné au ^{xix}^e siècle. Alors que Donald Trump dénonce la globalisation, coupable d'avoir désindustrialisé les États-Unis, la Chine chante ses louanges.

La rivalité entre les deux pourra-t-elle aller jusqu'à l'affrontement ?

Pour se disculper de la mauvaise gestion de la pandémie de Covid-19, Donald Trump a fait de la Chine un bouc émissaire et a multiplié les attaques contre elle pour ressouder son électorat en vue des élections de 2020. Mais l'hostilité envers la Chine est le seul élément de sa politique extérieure qui bénéficie du soutien des démocrates. Arrivé au pouvoir, Joe Biden prône la constitution d'une alliance des démocraties contre les pays autoritaires, au premier rang desquels la Chine et la Russie. La guerre en Ukraine lui permet de rassembler autour de lui Européens et alliés asiatiques.

La dissuasion nucléaire devrait empêcher le déclenchement d'un conflit entre Pékin et Washington. Mais la relation devient de plus en plus conflictuelle malgré l'interpénétration des économies des deux pays.

Pékin est à l'origine de la création de la nouvelle banque de développement des BRICS en 2014, ainsi que de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) créée l'année suivante.

En 2013, Pékin annonce son projet de « nouvelles routes de la soie », un plan terrestre et maritime reliant l'Asie, l'Afrique et l'Europe, supposé sécuriser ses approvisionnements et favoriser ses exportations. Cela lui permet également d'exercer son influence chez les pays partenaires.

Crises en Asie

L'Asie est un continent traversé par des tensions. La fin de la guerre froide n'y a pas eu la même signification qu'en Europe. Les contentieux bilatéraux sont nombreux et la différence de taille des acteurs empêche un réel équilibre des forces. C'est la présence militaire américaine qui permet de stabiliser la région.

La Corée du Nord, dernier pays totalitaire

Voici un pays en pleine faillite économique et qui ne compte que sur son pouvoir de nuisance pour se protéger. Son seul produit d'exportation concerne les missiles

balistiques et la technologie nucléaire dont elle a fait une source de revenus.

Kim Il-sung meurt en 1994, il est remplacé par son fils Kim Jong-il qui meurt à son tour en 2011, et Kim Jong-un succède à son père. C'est une succession dynastique dans un pays communiste. Le régime demeure totalitaire.

En 1993, la Corée du Nord menace de se retirer du traité de non-prolifération (TNP).

Un premier sommet intercoréen a lieu en juin 2000 avec le président sud-coréen Kim Dae-jung, ancien opposant devenu président, qui a lancé la *sunshine policy* pour un rapprochement graduel avec la Corée du Nord, un peu sur le modèle de l'*Ostpolitik* allemand.

En octobre 2000, le secrétaire d'État américain Madeleine Albright se rend à Pyongyang. Un espoir de règlement définitif du conflit prend naissance mais Bill Clinton, absorbé par le dossier du Proche-Orient, ne peut conclure un accord. George W. Bush revient à une politique de confrontation et dénonce, en janvier 2002, l'« axe du Mal » qui comprend l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, cette dernière ayant été ajoutée uniquement pour qu'il n'y ait pas que des États musulmans sur la liste. Cela est vécu comme une déclaration de guerre en Corée du Nord qui reconnaît, en octobre 2002, développer secrètement des armes nucléaires.

Elle se retire définitivement du TNP en 2003 et annonce qu'elle dispose d'une capacité nucléaire de quelques armes.

En octobre 2007, un accord entre les deux Corée est signé, il prévoit le démantèlement du programme nucléaire militaire nord-coréen en échange d'une aide économique sud-coréenne. Mais le président sud-coréen Lee Myung-bak, un conservateur, met fin à cette aide.

En mai 2016, Kim Jong-un, qui a, depuis son arrivée au pouvoir, procédé à deux essais nucléaires, dont un thermonucléaire, place deux satellites en orbite. En 2016, la Chine accepte de voter des sanctions contre Pyongyang.

La Chine ne veut pas que le régime s'effondre – la réunification pourrait permettre la présence de soldats américains à sa frontière – mais elle estime que les provocations nord-coréennes facilitent l'augmentation de la présence américaine dans la région. La Corée du Sud ne souhaite pas la réunification, qui serait trop coûteuse du fait de l'énorme différence de développement économique.

En 2017, l'escalade verbale entre le président Trump et Kim Jong-un prend des proportions inquiétantes. Mais, par un spectaculaire revirement, ils tiennent un sommet à Singapour en juin 2018, suivi d'un second au Vietnam en février 2019. C'est une victoire pour Kim Jong-un, qui obtient une reconnaissance de la part du président des États-Unis. Celui-ci espère obtenir ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait pu obtenir : la dénucléarisation de la Corée du Nord.

Mais celle-ci n'est pas envisageable pour Pyongyang. L'arme nucléaire n'est pas destinée à attaquer la Corée du Sud ou le Japon, mais à sanctuariser le régime. Kim Jong-un est convaincu que si Kadhafi ou Saddam Hussein avaient possédé l'arme nucléaire, ils n'auraient pas été renversés.

En 2022, Pyongyang effectue de nouveaux tirs de missiles en direction de la mer du Japon et menace de reprendre ses essais nucléaires. La même année, le conservateur Yoon Seok-youl succède à Moon Jae-in, et souhaite remettre en question la politique de dialogue initiée par son prédécesseur.

Les craintes d'une nouvelle guerre indo-pakistanaise

Entre le 11 et le 13 mai 1998, l'Inde, dirigée par le Parti nationaliste hindou depuis mars, réalise cinq essais nucléaires. Le Pakistan en fait de même à la fin du mois. Si les capacités nucléaires militaires de ces pays ne faisaient aucun doute, elles sont désormais confirmées. Les grandes puissances craignent que le différend entre les deux pays ne dégénère en guerre nucléaire. Mais l'affichage de leur capacité conduit plutôt à une dissuasion réciproque. En décembre 1998, l'Inde et le Pakistan signent un accord instituant une interdiction d'attaquer leurs installations nucléaires respectives. Des affrontements ont néanmoins lieu au Cachemire en 1999, après l'infiltration de combattants islamistes venus du Pakistan.

Le Pakistan, dirigé par le général Musharraf à la suite du coup d'État d'octobre 1999, avait rejoint la coalition antiterroriste et rompu avec les talibans afghans après le 11 septembre. Washington lève les sanctions qui frappaient les deux pays après les essais nucléaires.

En avril 2004, les présidents indien et pakistanais signent une déclaration commune qualifiant le processus de paix d'« irréversible ». Mais la stabilité du Pakistan est menacée par les troubles politiques. Allié des États-Unis dans la « guerre contre le terrorisme », le général Musharraf, utilisant le risque lié à l'influence grandissante des islamistes notamment dans les zones tribales, se maintient au pouvoir aux dépens de la démocratie. À l'automne 2007, il met en place l'état d'urgence pour freiner le processus démocratique. Le retour à un gouvernement démocratique stable est donc une gageure dans ce pays doté de l'arme nucléaire, surtout après l'assassinat de la principale responsable de l'opposition, Benazir Bhutto, en décembre 2007, à quinze jours des élections législatives.

Le Pakistan est par ailleurs un allié indispensable pour les États-Unis, du fait de la guerre en Afghanistan. Mais c'est au Pakistan que s'était réfugié Ben Laden où il sera tué le 2 mai 2011 dans une opération commando américaine.

Arrivé au pouvoir le 26 mai 2014, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a inscrit ses premiers gestes sous le signe du pragmatisme. Il a rendu hommage aux figures du parti du Congrès, Gandhi et Nehru, invité les dirigeants chinois et pakistanais à sa cérémonie d'investiture, tenu un langage apaisant à l'égard des musulmans, tout en mettant l'accent sur la fierté d'être indien.

Son arrivée au pouvoir est autant une victoire pour le BJP (Bharatiya Janata Party) qu'une défaite du parti du Congrès, miné à la fois par les scandales de corruption et par un système de succession dynastique. Les ambitions de l'Inde qui vise à devenir la sixième puissance mondiale se heurtent encore aux réalités économiques – la Chine pèse cinq fois plus qu'elle.

Après sa réélection en 2019, Modi va durcir le ton envers les musulmans, notamment en faisant adopter une législation discriminatoire qui facilite l'attribution de la nationalité indienne aux réfugiés, à l'exception des réfugiés musulmans. Il met avant tout en avant l'identité hindoue de l'Inde. Il se rapproche diplomatiquement des États-Unis et d'Israël. Il va établir l'état d'urgence au Cachemire à la fin de l'année 2019 et accentuer la répression.

Les tensions en mer de Chine

Les tensions sont nombreuses en mer de Chine du fait de revendications territoriales contradictoires et d'une politique de plus en plus affirmée de la part de Pékin.

Sur les îles Paracels et Spratleys, Brunei, la Malaisie, le Vietnam et les Philippines accusent la Chine de ne pas

respecter les principes de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (Montego Bay, 1982) et d'avoir fixé arbitrairement ses frontières maritimes : la Chine occupe entièrement l'archipel des Paracels et une partie des Spratleys. La création d'une île artificielle dans les Spratleys comprenant des installations militaires pour renforcer le contrôle de Pékin est en cours.

En mer de Chine orientale, le litige oppose le Japon et la Chine à propos d'îles inhabitées : Senkaku pour le Japon, Diaoyu pour la Chine. En 2013, la Chine a créé une zone d'identification de défense aérienne, exigeant des avions civils et militaires qu'ils annoncent leur passage. Les États-Unis apportent leur soutien au Japon, ce qui donne potentiellement à ce différend une dimension stratégique mondiale. Ce dernier concerne également la délimitation de la zone économique exclusive potentiellement très riche.

Si le Cambodge et le Laos ne s'opposent pas à la Chine, ce n'est pas le cas de l'ensemble des pays de l'Asean (Association of Southeast Asian Nations), qui se sont rapprochés de Washington afin de contrebalancer les ambitions chinoises.

En 2016, la cour permanente d'arbitrage, saisie par les Philippines, leur donne raison contre Pékin sur leurs revendications en mer de Chine. Pékin refuse de reconnaître cette décision.

Un continent émergent ?

La décennie 1990 apparaît comme celle de la montée en puissance économique de l'Asie. Après le Japon, puis les « quatre dragons » (Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour) qui ont multiplié par 10 leur PIB

entre 1960 et 1990, vient le tour des « tigres » (Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Philippines). Profitant de la puissance économique du Japon et des « dragons », ils misent sur le faible coût de leur main-d'œuvre pour se spécialiser dans la production de produits d'exportation.

Après 1999, l'Inde s'écarte de l'économie planifiée et joue la carte de l'ouverture économique. Elle devient un acteur important dans le secteur des nouvelles technologies et de l'informatique, bénéficiant d'une main-d'œuvre qualifiée qui maîtrise l'anglais. Malgré la persistance du système de castes qui freine le dynamisme de la société, elle a cependant vu émerger une classe moyenne dont la consommation crée un marché intérieur – annonciateur de maturité – soutenant la croissance. Si l'Inde entend rivaliser avec la Chine, l'agriculture y a un poids supérieur (17 % du PIB contre 9 % en Chine), et elle ne représente pas 2 % du commerce mondial.

L'Asie a été frappée en 1997 par une grave crise financière, rejetant dans la misère une partie de la classe moyenne. En juillet 1997, le cours du bath thaïlandais s'effondrait, entraînant dans sa chute les monnaies malaise et indienne. Par effet domino, toutes les économies asiatiques allaient être touchées, entraînant faillite, chômage, inflation et récession économique. Ce sera cependant une crise de transition : bien que violente, ses effets seront rapidement résorbés. L'APEC (coopération économique Asie-Pacifique) cherche à réduire les barrières économiques entre les vingt et un pays membres.

L'Asie apparaît comme le continent gagnant de la mondialisation et devient le centre de gravité économique et démographique du monde. Mais elle reste éclatée stratégiquement.

Une autre Amérique Latine

L'Amérique latine, dont le poids sur la scène internationale avait été faible et en diminution après 1945, semble retrouver stabilité politique et croissance économique. La grave crise économique qui l'a frappée après la crise asiatique entre 1998 et 2003 a été dépassée. Le Brésil a su gérer le remboursement de sa dette extérieure alors que l'Argentine s'est révoltée et en a annulé une grande partie, l'ouverture totale du pays ayant été considérée comme la cause de la crise. Si le chômage reste élevé dans le sous-continent (plus de 10 % de la population en 2020), le pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté est en baisse.

La fin de la doctrine Monroe

Les pays latino-américains ont refusé le projet de zone de libre-échange des Amériques (ZLEA ou ALCA) lancé par les États-Unis sur le modèle de l'Aléna (Association de libre-échange nord-américaine). Ce projet qui prévoyait la suppression des barrières douanières sur l'ensemble du continent américain aurait permis aux États-Unis d'asseoir leur suprématie économique du fait de l'écart de développement entre le nord et le sud du continent. Le Brésil a joué un rôle essentiel dans cette opposition, privilégiant le Mercosur (*Mercado Comœn del Sur*, regroupant le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, rejoint par la suite par le Venezuela, désormais suspendu), entré en vigueur au 1^{er} janvier 1995. Au départ, zone de libre-échange économique, le Mercosur a institué un mécanisme de règlement des différends et génère une coopération des politiques de ces pays.

Le Brésil, notamment avec l'élection de l'ancien ouvrier syndicaliste Lula à la présidence, devient le symbole de la

montée en puissance de l'Amérique latine. Ce pays s'affirme comme le géant du continent, tient tête aux États-Unis tant sur le plan politique que commercial, s'est lancé dans des coopérations avec le continent africain, les pays arabes, la Chine, l'Inde, et postule à un siège de membre permanent au Conseil de sécurité. Quarante millions de Brésiliens sont sortis de la pauvreté mais le pays reste fortement marqué par les inégalités.

L'Amérique latine semble échapper aux cycles guérillas-dictatures militaires pour avoir une vie politique rythmée par les élections et des alternances politiques gauche-droite. Le continent a *de facto* pris son indépendance face aux États-Unis, et la politique plus ouverte d'Obama prend acte de cette réalité.

Les urnes plus que les armes

Au Venezuela, le très charismatique et radical Hugo Chávez est remplacé à sa mort, en 2013, par Nicolas Maduro. Celui-ci n'a pas l'aura de son prédécesseur et pâtit de la chute des cours du pétrole. Les pénuries apparaissent et le pays entre dans une période chaotique. Donald Trump va mettre en place des sanctions pour faire tomber le régime. La dégradation de la situation économique se traduit par un exode de 4 millions de Vénézuéliens hors du pays. En janvier 2019, Juan Guaido s'autoproclame président du Venezuela, avec l'appui des États-Unis et de nombreux pays latino-américains et européens. Soutenu par l'armée et une partie de la population, Maduro reste en place. C'est l'impasse politique et la faillite économique. Le dialogue entre le pouvoir et l'opposition semble se réamorcer dans le cadre d'un timide allègement des sanctions américaines. La guerre en Ukraine pousse les États-Unis à se tourner vers le Venezuela pour leurs approvisionnements en pétrole.

En janvier 2011, Dilma Rousseff succède à Lula. Le Brésil connaît un ralentissement économique mais ses atouts (pétrole, agriculture, industrie) lui confèrent un statut de puissance, non plus émergente, mais émergée. Avec 210 millions d'habitants, c'est la cinquième puissance démographique mondiale et la huitième sur le plan économique. Dilma Rousseff est réélue en 2014. Mais l'économie ralentit du fait de la baisse du prix des matières premières et d'une demande chinoise moins forte. Le PIB recule de 3 à 4 % par an entre 2014 et 2016. Les prix montent, les avantages sociaux sont rognés. La corruption est devenue insupportable pour la population. En mai 2016, le scandale Petrobras conduit à la destitution de Dilma Rousseff, bien que n'étant pas elle-même accusée d'enrichissement personnel. Ce sont les parlementaires qui la mettent en accusation, qui sont pour la plupart eux-mêmes corrompus... Et c'est tout le système politique brésilien qui est remis en question.

En 2018, Jair Bolsonaro, proche de l'extrême droite et des milieux évangélistes, est élu président. Lula, donné largement favori, n'a pas pu se présenter car emprisonné pour corruption après un procès express que beaucoup jugent politiquement motivé. Le juge qui a instruit contre lui deviendra d'ailleurs ministre de Bolsonaro. Le président a défait les programmes sociaux et ouvert l'Amazonie aux industries agro-alimentaires. Il se déclare climato-sceptique et multiplie les déclarations racistes et homophobes. Diplomatiquement, il se rapproche de Donald Trump et d'Israël. Sa gestion du Covid-19 – dont il nie la dangerosité – fera du Brésil le pays le plus gravement touché en Amérique latine et l'un des plus touchés au monde. Les élections de septembre 2022 voient s'affronter Bolsonaro et Lula, libéré de prison en décembre 2021 et favori des sondages.

À l'échelle continentale, seul le Mexique peut égaler le Brésil : il connaît une solide croissance. Le régime démocratique est enraciné mais connaît un haut degré de violences intérieures du fait de narcotrafiquants et de la corruption de la police. La guerre contre les narcotrafiquants a fait plus de 100 000 morts depuis le début du siècle.

En juillet 2018, Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO) est le premier président de gauche élu au Mexique. Il veut réduire la pauvreté et s'attaquer à la corruption et au crime organisé qui gangrènent le pays. Il doit gérer prudemment Donald Trump qui tient des discours anti-mexicains alors que les États-Unis sont la destination de 80 % des exportations mexicaines. La politique irrationnelle de Bolsonaro au Brésil ouvre un espace géopolitique plus grand au Mexique sur le continent latino-américain.

En octobre 2019, l'organisation des États américains émet des doutes sur la validité de la réélection d'Evo Morales, le – très à gauche – président de Bolivie, d'origine indienne. Un coup d'État le renverse en 2019 après treize ans au pouvoir. Mais les élections qui suivent en 2020 voient son ancien ministre de l'Économie Luis Arce élu à la tête du pays.

En 2016, le gouvernement colombien et la guérilla des Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie) signent à La Havane un accord pour mettre fin à cinquante ans de conflit. Mais l'arrivée à la présidence du pays d'Ivan Duque en juin 2018 menace le processus. Après un puissant mouvement de contestation du pouvoir en 2021, la droite uribiste (héritière d'Álvaro Uribe, président de 2002 à 2010) est écartée du pouvoir lors des élections de 2022. Le candidat de gauche Gustavo Petro remporte les élections, une première dans le pays.

En mars 2016, la visite de Barack Obama à Cuba et la reprise des relations diplomatiques mettent fin à la dernière survivance de la guerre froide dans la région. Fidel Castro, qui avait quitté le pouvoir au profit de son demi-frère Raul, meurt le 25 novembre 2016.

Dans le cadre des mouvements sociaux de 2019, qui touchent de nombreux pays à travers le monde et notamment en Amérique latine, le Chili est secoué par une crise sociale et politique. Le mouvement social déclenche à l'automne 2020 la tenue d'un référendum portant sur une révision de la Constitution – celle en place avait été adoptée en 1980 sous la dictature de Pinochet –, massivement approuvé par la population. La nouvelle Constitution sera soumise au vote de la population en 2022. Un président de gauche, figure des mouvements étudiants de 2011 et 2019, Gabriel Boric, est élu président du Chili fin 2021.

La « doctrine Monroe » semble bel et bien enterrée, du fait de la volonté d'Obama de ne plus intervenir dans les affaires des États latino-américains ainsi que de la montée en puissance de ces derniers. La conséquence directe fut la baisse du sentiment anti-États-Unis dans les pays du sud du continent. Si, à la vague politique de gauche du début du siècle, a succédé une poussée à droite (Brésil, Chili, Bolivie, Colombie, Pérou, Uruguay), la démocratie semble bien enracinée dans le continent. L'arrivée de Donald Trump bouscule les équilibres en Amérique latine. Il ne souhaite pas revenir au temps des coups d'État et opérations militaires mais souhaite un alignement du continent sur ses positions. Il met fin à la réconciliation avec Cuba, et impose de nouvelles sanctions. Il souhaite la chute de Maduro et demande le soutien des États latino-américains dans son bras de fer avec Pékin.

Mais dans sa croisade contre l'influence chinoise en Amérique latine, il se heurte aux réalités économiques. La Chine est devenue un partenaire aussi important que les États-Unis pour la plupart d'entre eux. Même le Brésil de Bolsonaro ne peut se permettre de rompre avec Pékin qui représente le tiers de ses exportations et des investissements directs étrangers.

L'arrivée de Joe Biden permet un apaisement dans les relations entre Washington et les pays d'Amérique latine.

Les États-Unis n'obtiennent cependant pas le soutien des pays de la région dans l'application de sanctions à l'égard de Moscou dans le cadre de la guerre en Ukraine.

L'Afrique dans La mondialisation

En 1962, le Français René Dumont publiait un livre intitulé *L'Afrique est mal partie*. Au début du XXI^e siècle, c'est peu dire que son diagnostic semble se confirmer tragiquement.

Les raisons de l'afro-pessimisme

L'Afrique, qui représente 17 % de la population mondiale, ne représente que 4 à 5 % du PIB mondial et 5 % du commerce international. Sur 46 pays les moins avancés, 33 sont africains. Le continent ne reçoit qu'environ 5 % des investissements directs étrangers. Dans 12 pays africains, l'espérance de vie est inférieure à 60 ans. Plus de 40 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté et plus de 30 % de la population n'ont pas accès à l'eau potable. Le sida touche particulièrement le continent avec plus de 35 millions de personnes séropositives.

1. René Dumont, *L'Afrique est mal partie*, Seuil, 1962.

Malgré ou à cause de ses matières premières abondantes, l'Afrique est traversée par des conflits et des guerres civiles particulièrement sanglantes, qui s'accompagnent de tortures, de violences sexuelles, d'utilisation à grande échelle d'enfants soldats et de mutilations gratuites. Le contrôle des matières premières suscite des convoitises, permet un enrichissement rapide et fournit une rente qui permet d'alimenter les groupes armés infraétatiques.

En 1994, le Rwanda a connu un génocide lors duquel les extrémistes Hutus ont massacré 800 000 Tutsis et Hutus modérés en quelques semaines. La République démocratique du Congo (RDC) va, du fait de l'incurie de ses dirigeants et des interventions des pays voisins, connaître un conflit qui fera près de 5 millions de morts entre 1998 et 2003.

La Sierra Leone a connu entre 100 000 et 200 000 morts entre 1991 et 2002. Au Liberia, où l'ancien président Charles Taylor est accusé d'être également l'un des principaux responsables de la guerre en Sierra Leone, les violences ont fait 250 000 victimes.

Au Soudan, le conflit a fait 1,5 million de morts, à la suite des affrontements opposant le gouvernement de Khartoum aux rebelles de l'Armée de libération des peuples du Soudan du Sud. Ce conflit s'est achevé par la signature d'un accord le 9 janvier 2005, qui fut immédiatement suivi par le début d'une guerre civile au Darfour qui mobilisa les opinions occidentales. Bien qu'il soit poursuivi par la Cour pénale internationale (CPI), le président Omar el-Béchir est réélu en 2015 et se rend librement dans la plupart des pays africains. Devenu indépendant en 2011, le Soudan du Sud a immédiatement plongé dans une guerre civile qui a fait 50 000 morts, 2,5 millions de déplacés et 700 000 réfugiés.

Une révolte populaire va conduire au renversement d'Omar el-Béehir en avril 2019 et la mise en place d'une transition vers la démocratie sous l'égide de l'armée. Mais en 2021, un coup d'État militaire a lieu. L'armée reprend le pouvoir qu'elle avait laissé à un gouvernement civil quelques mois après le renversement d'el-Béehir.

Même la Côte d'Ivoire, qui était le modèle de réussite économique du continent, s'est enfoncée dans une guerre civile qui a opposé les forces gouvernementales à plusieurs groupes rebelles qui contrôlaient le nord du pays. L'élément déclencheur a été notamment la position du président Gbagbo qui a utilisé l'argument de l'« ivoirité » pour refuser à son opposant le droit de se présenter aux élections. La paix civile a cependant fini par revenir en Côte d'Ivoire avec l'élection d'Alassane Ouattara en 2010, contestée par Laurent Gbagbo mais reconnue par la communauté internationale. Une intervention militaire soutenue par l'ONU permettra à Ouattara de s'installer à la présidence. Il y est réélu en 2015 avec 83 % des suffrages. Il annonce qu'il ne se représente pas aux élections de 2020, promesse qu'il ne tiendra pas. Il est réélu en 2020 avec 95 % des voix, l'opposition boycottant le scrutin. La réconciliation politique reste fragile mais le pays a renoué avec une forte croissance et redevient le moteur économique de l'Afrique de l'Ouest.

Enfin, au Nigeria, qui doit faire face au groupe armé État islamique en Afrique de l'Ouest (ex-Boko-Haram), le président Buhari, élu en 2015 et réélu en 2019, engage un vaste programme de lutte contre la corruption.

Les raisons de l'afro-optimisme

En 2001, à l'initiative de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, du Nigeria et du Sénégal, le Népåd (Nouveau partenariat pour

le développement de l'Afrique) est créé. Il vise à permettre le développement du continent en faisant appel au secteur privé et au recours aux investissements en se dégageant de l'aide publique. L'Union africaine (UA) s'est substituée à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) le 9 juillet 2002. Basée sur le modèle de l'Union européenne, elle est composée de plusieurs institutions, assemblées, commissions, cours de justice, conseil économique et social, conseil de paix, de sécurité, parlement.

L'Afrique, qui était un continent délaissé dans les années 1990, suscite de nouveau les convoitises concurrentes des puissances extérieures, dont la Chine qui, attirée par les matières premières, fait une entrée en force. L'Afrique connaît une croissance globale satisfaisante bien qu'inégalement répartie.

L'organisation de la Coupe du monde de football en 2010 en Afrique du Sud constitue un succès symbolique pour le continent.

La fin du système d'apartheid en Afrique du Sud s'est réalisée de façon pacifique. Nelson Mandela, leader de l'ANC (*African National Congress*), après avoir passé vingt-sept ans en prison et avoir été considéré comme un terroriste, y compris aux États-Unis, est libéré en 1990 et élu président en 1994. Il prône la réconciliation entre communautés. Mais le démantèlement de l'apartheid, s'il a permis à certains Noirs de s'enrichir, n'a pas mis fin aux inégalités sociales. Les successeurs de Nelson Mandela, qui quitte le pouvoir en 1999, Thabo Mbeki et Jacob Zuma, ne bénéficient pas de sa légitimité. De graves problèmes de corruption ternissent le prestige de l'ANC. La croissance économique chute. En mai 2019, Cyril Ramaphosa est élu président et s'attaque à la corruption.

À l'afro-pessimisme succède l'afro-optimisme. Malgré la présence d'États faillis (RDC, Somalie, Zimbabwe, etc.), le continent connaît une croissance économique de 5 % par an au global depuis le début du siècle. Les élections deviennent de plus en plus le moyen de désigner les gouvernements. De 1960 à 1991, un seul gouvernement avait perdu le pouvoir par des élections. Entre 1991 et 2020, il y en a eu plus de trente, ce qui est bon signe pour la démocratie. Mais la poussée démocratique semble marquer une pause, certains régimes sont devenus héréditaires (Togo, Tchad, Gabon) ou dirigés depuis plusieurs décennies par le même dirigeant (Cameroun, Congo). Plusieurs coups d'État ont également eu lieu ces dernières années (Mali, Burkina Faso, Guinée...).

Délaissée dans les années 1990, l'Afrique est de nouveau courtisée par d'anciens partenaires (Europe, États-Unis, Russie) et par de nouveaux (Japon, Chine, Brésil).

La Chine et la Russie organisent des sommets avec les pays africains auxquels participe l'essentiel des chefs d'État et de gouvernement.

Alors qu'il y avait autant de téléphones en Afrique subsaharienne qu'à Manhattan dans les années 1980, désormais 700 millions d'Africains sont équipés de téléphones portables. L'Union africaine voit son poids politique et stratégique se renforcer.

Pour certains, l'Afrique sera le continent futur de la mondialisation, fort de ses matières premières et d'une gouvernance renouvelée.

En 2012, une tentative de coup d'État militaire échoue au Mali sous la pression des voisins africains. En janvier 2013, la France lance l'opération Serval pour empêcher les djihadistes de foncer sur Bamako. Le Mali est par ailleurs soumis

aux pressions sécessionnistes du Nord. Un processus de réconciliation nationale a été mis en place.

Ibrahim Boubacar Keïta est élu président du Mali en 2013, puis réélu en 2018. En juin 2015, un accord de paix est signé à Alger entre le gouvernement malien et les groupes séparatistes. Il a du mal à entrer en vigueur. Les violences se poursuivent, fruits de la faiblesse de l'État malien, de l'existence des groupes djihadistes sur un territoire trop grand pour être contrôlé et aussi des groupes criminels qui offrent emplois et statuts à des jeunes désœuvrés.

En juillet 2014, la France lance l'opération Barkhane, ayant pour objectif de lutter contre le djihadisme dans la région. La même année avait été créée une structure de coordination sur les affaires de sécurité entre cinq États du Sahel : Mali, Niger, Mauritanie, Burkina Faso, Tchad, le G5 Sahel.

Mais l'impasse sécuritaire et l'absence d'évolution significative de la situation, voire sa dégradation, conduisent à deux coups d'État militaires successifs au Mali (2020 et 2021) et à un autre coup d'État militaire au Burkina Faso (2022), soutenus par la population. En juin 2021, la France annonce mettre fin à l'opération Barkhane dans sa forme actuelle et est contrainte de quitter le Mali et de recentrer son action sur les autres pays de la région. La Russie, via la présence des mercenaires de la force Wagner, coopère avec la junte militaire malienne.

En République centrafricaine (RCA), une guerre civile éclate en 2013 qui aurait pu déboucher sur un génocide sans l'intervention française, soutenue par la communauté internationale. En 2018, la Russie signe un accord avec Bangui, faisant un retour remarqué en Afrique. Un accord entre les différentes factions est signé en 2019 (le treizième depuis 2007), mais la situation reste instable.

En Éthiopie, Abiy Ahmed devient Premier ministre en 2018, brisant le monopole du pouvoir des Tigréens. Il propose la paix et la réconciliation à l'Érythrée (qui avait fait sécession de l'Éthiopie en 1993, donnant lieu à une guerre sanglante entre les deux pays entre 1998 et 2000), créant l'espoir d'un relâchement de la dictature dans ce pays. Il reçoit le prix Nobel de la paix en décembre 2019 et fait espérer un retour durable de la stabilité et de la démocratie dans son pays. Mais sa volonté de mettre fin au caractère ethnocentré de l'organisation politique du pays déclenche, à partir de l'automne 2020, une rébellion de plusieurs groupes armés, notamment le Front de libération du peuple du Tigré – les Tigréens ayant été écartés du pouvoir après plus de vingt ans de domination à Addis-Abeba –, à laquelle le gouvernement répond par la force. Le pays connaît un nouvel épisode de guerre civile avec son lot de victimes civiles, de déplacés internes et de crises humanitaires. Un cessez-le-feu est mis en place au printemps 2022, mais la situation reste fragile.

L'Afrique a bénéficié depuis le début du ^{xxi}^e siècle de l'augmentation des cours des matières premières, qui s'est ralentie après 2014. Mais la croissance n'est pas assez inclusive. Peuplé de 1,25 milliard d'habitants en 2020, le continent devrait en compter 2,4 milliards en 2050. Cette augmentation démographique non contrôlée, supérieure à la croissance économique, pourrait être problématique pour l'Afrique de l'Ouest en termes d'équilibres sociaux.

L'Afrique est un continent très hétérogène, composé de pays faillis comme de pays émergents, de pays despotiques comme de pays véritablement démocratiques. Mais elle est désormais plongée dans la mondialisation et les sociétés civiles s'y développent.

Conclusion

En 2020, la pandémie de Covid-19 allait mettre le monde à l'arrêt. Fruit de la mondialisation, le virus ne connaît pas de frontières. La rapidité de son expansion illustre la contraction du temps et de l'espace qu'est la globalisation. Il allait la remettre en cause.

Les premiers cas de l'épidémie de Covid-19 sont apparus en décembre 2019 dans la ville de Wuhan, dans la province du Hubei, au centre de la Chine. Les autorités chinoises ont dans un premier temps réagi par le déni, avant de passer à une sévère politique de confinement de la population.

Les gouvernements occidentaux n'ont dans un premier temps pas pris conscience de l'imminence du danger, estimant que ce type de crise endémique ne pouvait survenir qu'en Asie ou en Afrique. Ils ont donc d'abord observé l'épidémie, de loin, rassurant leurs populations sur l'impossibilité de déclenchement d'une telle épidémie sur leur sol.

Le virus se transmettant facilement et son niveau de létalité étant relativement élevé, les capacités hospitalières, y compris des pays riches, ont été débordées. Des mesures très sévères ont été prises pour limiter l'expansion de la pandémie. Les frontières ont resurgi de façon hermétique. Le trafic aérien a été, dans la foulée, pratiquement stoppé. Le nombre de passagers aériens, qui ne cessait d'augmenter, était pourtant passé de 1 milliard en 1990 à 4,2 milliards en 2018. Il devenait, d'un coup, quasiment nul.

Le confinement s'est graduellement généralisé, d'abord à l'Europe puis au reste du monde. Le 2 avril 2020, 4 milliards de personnes étaient confinées chez elles à travers le monde. La plupart des activités économiques ont

été ainsi mises à l'arrêt, les restaurants et bars fermés. Les compétitions sportives nationales comme internationales se sont vues interrompues ou reportées.

La rivalité sino-américaine a été exacerbée. Après avoir loué la gestion de la crise sanitaire par la Chine en janvier – moment auquel Chine et États-Unis parvenaient finalement à un accord commercial –, le président Trump parlait d'un « virus chinois » et mettait directement en cause la responsabilité de Pékin. La Chine répondait à ces attaques en interrogeant, par la voix de certains de ses diplomates, le rôle des États-Unis dans la création et la diffusion de ce virus. Un duel sur fond de complotisme.

Le Covid-19 a également illustré de façon dramatique la crise du multilatéralisme, les Chinois et les Américains se déchirant plutôt que de coopérer au moment où le monde était en danger, l'OMS étant mise en cause et le chacun-pour-soi tendant à l'emporter sur la nécessité de trouver une réponse collective. Pourtant, la pandémie ne connaît ni frontières ni nation et sa contagion expresse devrait recevoir une réponse collective.

En 2022, en raison d'une politique très stricte de « 0 Covid », la Chine – où les JO d'hiver de février 2022 ont eu lieu sans spectateurs – reste fermée à l'étranger. Le reste du monde reprend progressivement une activité normale. C'est à ce moment-là que la Russie déclenche une guerre contre l'Ukraine, le 24 février 2022. Cette agression caractérisée provoque un choc énorme et constitue une nouvelle crise à l'échelle mondiale. L'Ukraine perd une partie de son territoire mais résiste. Ne voulant pas entrer en guerre directement contre la Russie, les Occidentaux, Américains en tête, envoient une aide militaire massive à l'Ukraine et émettent des sanctions très sévères contre la Russie. Mais les pays non-occidentaux, tout en

condamnant majoritairement l'agression russe, refusent de suivre les sanctions occidentales, estimant qu'ils n'ont pas à suivre aveuglément les Occidentaux et que ceux-ci ont eux-mêmes dans le passé recouru à la guerre. Les prix de l'énergie et des produits alimentaires explosent et on craint même une crise alimentaire en Afrique. Un climat de guerre froide revient en Europe, où la Russie est coupée du reste du continent. Les États-Unis apparaissent aux yeux des Européens comme le seul protecteur possible et l'OTAN est renforcée.

Washington voudrait créer une alliance des démocraties (occidentales) contre l'axe des pays autoritaires (Chine, Russie). Les pays non-occidentaux ne sont pas prêts à adhérer à ce programme. Va-t-on vers une nouvelle division « *The West versus the rest* » ?

Plus de trente ans après la fin de la guerre froide et du clivage Est/Ouest, les espoirs d'un « nouvel ordre mondial » qui aurait été régi par le droit international et les Nations unies semblent s'être brisés sur le choc de nouvelles rivalités. Le monde est chaotique et dangereux.

Table des matières

Introduction	3
Première partie – Un monde bipolaire	5
Chapitre 1. La fin de la Seconde Guerre mondiale	7
La victoire des Alliés	7
La fin de la guerre.....	7
Les tentatives d'organisation de la paix.....	11
La mise en place d'un système bipolaire	16
L'héritage politique de la Seconde Guerre mondiale.....	16
La fin de l'Alliance.....	21
Chapitre 2. La guerre froide	27
Une Europe bipolaire	27
L'organisation du camp occidental.....	28
La satellisation de l'Europe de l'Est.....	31
La création des alliances militaires.....	35
La division de l'Allemagne.....	38
La naissance de la construction européenne.....	40
Un monde bipolaire	43
La révolution chinoise.....	43
La guerre de Corée.....	44
La première vague de décolonisation.....	50
La création de l'État d'Israël.....	52
Chapitre 3. La coexistence pacifique	55
La contestation de l'ordre bipolaire en Europe	55
Le XX ^e congrès du PCUS, la déstalinisation.....	55
La contestation de l'empire soviétique en Europe de l'Est.....	57
Contestation de l'hégémonie américaine.....	61

La contestation de l'ordre bipolaire à l'échelle mondiale	65
L'émergence du tiers-monde	65
Cuba : la crise des fusées.....	70
Crises et guerres au Proche-Orient.....	75
Crises et guerres en Asie	82
Chapitre 4. La détente	85
Le condominium soviéto-américain	85
Le concept de détente.....	85
La dissuasion.....	89
La maîtrise des armements.....	90
La cogestion des conflits périphériques.....	97
Le condominium fragilisé	100
<i>L'Ostpolitik</i>	100
Les accords d'Helsinki.....	104
La construction européenne	106
Le réveil de l'Asie.....	107
La crise économique internationale.....	110
deuxième partie – Vers un monde multipolaire	113
Chapitre 5. Fin de la détente et nouvelle guerre froide	115
Les superpuissances dans les turbulences	116
L'apparent affaiblissement américain	116
L'URSS dans l'impasse.....	120
Le condominium ébranlé	127
Un contrôle relâché	127
Les conflits non contrôlés	131
Chapitre 6. La fin du monde bipolaire	139
L'implosion de l'URSS	139
La stagnation économique.....	141
Les réformes nécessaires.....	145
Un nouvel ordre mondial ?	158
Une Europe nouvelle	159
La guerre du Golfe.....	167
Le mythe du nouvel ordre international.....	168

Chapitre 7. Un monde en recomposition	171
États-Unis, l'illusion d'un monde unipolaire	171
Une puissance agressive.....	172
L'espoir Obama.....	175
Donald Trump : l'unilatéralisme débridé.....	177
Joe Biden, le retour de l'Amérique ?.....	181
La Russie, du déclin au retour en force	183
Sur fond de guerres de Tchétchénie.....	183
L'arrivée de Poutine au pouvoir.....	184
L'Europe en difficulté	190
La redéfinition de la sécurité européenne.....	190
L'élargissement de l'Europe.....	194
Les nouveaux candidats.....	194
Les difficultés de l'Europe.....	196
Le Proche-Orient, toujours dans la tourmente	199
Poursuite du conflit israélo-palestinien.....	199
La reprise des violences.....	201
La guerre d'Irak.....	205
L'Iran au centre du jeu.....	209
Les « printemps arabes » et leurs suites.....	213
L'Asie, nouveau centre du monde ?	219
Japon : décennie perdue et incertitude stratégique.....	219
La montée en puissance de la Chine.....	222
Crises en Asie.....	226
Un continent émergent ?.....	231
Une autre Amérique latine	233
La fin de la doctrine Monroe.....	233
Les urnes plus que les armes.....	234
L'Afrique dans la mondialisation	238
Les raisons de l'afro-pessimisme.....	238
Les raisons de l'afro-optimisme.....	240
Conclusion	245

COMPRENDRE LE MONDE

avec PASCAL BONIFACE
Géopolitologue / Directeur de l'IRIS



UN BLOG / www.pascalboniface.com

Suivre au plus près les activités de Pascal Boniface et avoir son éclairage sur l'actualité internationale.

UN PODCAST

L'émission qui décrypte chaque semaine, à travers un entretien, un thème géopolitique en toute liberté.



Soundcloud



YouTube



Itunes



App Podcast



Spotify



Deezer

UNE CHAÎNE YOUTUBE

Chaque semaine, Pascal Boniface décrypte l'actualité internationale sur sa chaîne «Comprendre le monde».



Retrouvez également Pascal Boniface
sur les réseaux sociaux



TITRES DE NIVEAU 7 RECONNUS PAR L'ÉTAT, ENREGISTRÉS AU RNCP

(arrêté du 23-02-17 paru au JO du 03-03-17)

**DIPLÔMES DE NIVEAU BAC+4 ET BAC+5
EN PRÉSENTIEL ET À DISTANCE**

Titre **Analyste en stratégie internationale**

- parcours **Géopolitique et prospective**
- parcours **Défense, sécurité et gestion de crise**
- parcours **Géoéconomie, gestion des risques et responsabilité de l'entreprise**

Titre **Manager de programmes internationaux –
Humanitaire et Développement**

- parcours **Stratégique**
- parcours **Opérationnel**
- parcours **Plaidoyer et communication d'influence**



LA GÉOPOLITIQUE POUR LES ACTEURS ET LES DÉCIDEURS DE DEMAIN

+33 (0)1 53 27 60 74 • formations@iris-france.org

L'ÉCOLE DE L'IRIS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
Établissement privé d'enseignement supérieur technique

2 bis rue Mercoeur, 75011 PARIS - FRANCE



iris-sup.org

